

# Le caractère sacré de la vie humaine : de la conception à la mort naturelle

Avortement, euthanasie et alternatives | Ingénierie humaine | Contrôle de la population

**Le droit à la vie, de la conception à la mort naturelle, est le fondement de toute la doctrine sociale catholique (Compendium de la doctrine sociale de l'Église).**

## L'enseignement catholique

Les catholiques se soucient de la sainteté de la vie parce que le but de chaque âme que Dieu dote d'une vie est de retrouver le chemin de Dieu en aimant Dieu et en prenant soin de toutes les âmes que Dieu a placées autour d'elle. L'interruption volontaire de la vie à tout moment entre la conception et la mort naturelle va nécessairement à l'encontre de cet objectif.

La source de la dignité humaine est la ressemblance avec Dieu qui est conférée à chacun d'entre nous au moment de notre conception. Nous répondons de manière appropriée à ce don en utilisant tout le temps, le talent et le trésor que Dieu nous a confiés pour chercher et nous rapprocher de lui, en partageant son acte continu de création et en prenant soin de ceux qui nous entourent. Notre premier objectif est de rechercher Dieu, en particulier les uns dans les autres. Si nous faisons cela, tout le reste nous sera donné. Tout ce qui interfère avec cela est contraire à la Parole de Dieu. *Genèse, chapitre 1 ; Matthieu, chapitres 6, 22 et 25.*

### Avortement et euthanasie

**"Tu ne tueras pas".**  
- le 5e commandement

Le droit à la vie, de la conception à la mort naturelle, est le fondement de toute la doctrine sociale catholique et implique en particulier l'illicéité de toute forme d'avortement provoqué et d'euthanasie. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 155*

*Il ne s'agit pas d'un sujet susceptible de faire l'objet de prétendues réformes ou "modernisations". Il n'est pas 'progressiste' d'essayer de résoudre des problèmes en éliminant une vie humaine."*

*Pape François, Evangelii Gaudium 214*

### Ingénierie humaine

#### Clonage et manipulation cellulaire

Une question d'une importance sociale et culturelle particulière aujourd'hui, en raison de ses nombreuses et graves implications



### Avortement, euthanasie et alternatives

#### Avortement

Le parti déclare que :

- Bien que des avortements soient actuellement pratiqués par des professionnels de la santé de la Colombie-Britannique, tant dans des établissements provinciaux que dans des cliniques privées, elle estime que les avortements (le fait de tuer de minuscules êtres humains) ne peuvent être considérés comme des "soins de santé" et que les contribuables de la Colombie-Britannique, dont beaucoup sont opposés à l'avortement en toute conscience, devraient être contraints de les payer
- elle estime également que l'argent dépensé pour les avortements en Colombie-Britannique pourrait être mieux utilisé pour les soins de grossesse et le soutien aux nouvelles mères. De nombreuses études indiquent des effets négatifs sur la santé des femmes qui subissent des avortements, notamment le suicide, la dépression, les complications liées à l'accouchement et une incidence plus élevée de cancers du sein. -
- c'est pourquoi le parti préconise a. de retirer l'avortement de la liste des interventions chirurgicales financées par les contribuables
- le parti estime en outre que les contribuables de la Colombie-Britannique ne devraient pas être contraints de payer pour des interventions chirurgicales qui ne sont pas nécessaires d'un point de vue médical. (L'avortement est une chirurgie électorale et n'est pas médicalement nécessaire). -
- il préconise de rétablir l'accès aux informations statistiques sur les avortements pratiqués dans tous les hôpitaux et cliniques privées de la Colombie-Britannique, notamment en rendant obligatoire la documentation de toutes les procédures médicales en Colombie-Britannique. Ces informations doivent être mises à la disposition du public par le biais de demandes de liberté d'information. -
- abroger la législation provinciale sur la "zone de bulle" (Access to Abortion Services ACT de 1995) et rétablir la liberté d'expression en Colombie-Britannique.

#### Mort socialement assistée

Le parti défend les personnes âgées et les personnes handicapées contre les tentatives d'instaurer l'euthanasie et le suicide assisté dans la province de la Colombie-Britannique.

### Ingénierie humaine

Le parti déclare que :

- Les contribuables de la Colombie-Britannique ne devraient pas être obligés de payer pour des interventions chirurgicales qui ne sont pas médicalement nécessaires.



### Avortement, euthanasie et alternatives | Ingénierie humaine | Contrôle de la population

Le parti n'a publié aucune déclaration concernant ses politiques en matière de :

- Le sens ou le but de la vie
- Avortement, euthanasie ou alternatives
- Modification du sexe, manipulation des gènes ou autres formes d'ingénierie humaine
- Contrôle de la population

morales... la simple réplication de cellules normales ou d'une partie de l'ADN ne pose pas de problème éthique particulier. Il en va tout autrement du clonage au sens propre du terme. Un tel clonage est contraire à la dignité de la procréation humaine parce qu'il a lieu en l'absence totale d'un acte d'amour personnel entre les époux, s'agissant d'une reproduction agamique et asexuée. En second lieu, ce type de reproduction représente une forme de domination totale sur l'individu reproduit de la part de celui qui le reproduit...

Le clonage à des fins thérapeutiques n'atténue pas sa gravité morale, car pour pouvoir prélever ces cellules, il faut d'abord créer l'embryon, puis le détruire. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 236*

#### **Élection de genre**

Chacun, homme ou femme, doit reconnaître et accepter son identité sexuelle. Les différences et les complémentarités physiques, morales et spirituelles sont orientées vers les biens du mariage et l'épanouissement de la vie familiale. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 224*

Les hommes et les femmes ayant des tendances homosexuelles doivent être acceptés avec respect, compassion et sensibilité. Tout signe de discrimination injuste à leur égard doit être évité. *Catéchisme de l'Église catholique, 358*

#### **Croissance démographique ; contrôle des naissances ; planification familiale**

Le jugement concernant l'intervalle de temps entre les naissances, ainsi que celui concernant le nombre d'enfants, appartient aux seuls époux. C'est un de leurs droits inaliénables, à exercer devant Dieu... L'intervention des pouvoirs publics doit se faire dans le plein respect de la liberté du couple. Tous les programmes d'assistance économique visant à financer des campagnes de stérilisation et de contraception doivent être verbalement condamnés comme des atteintes à la dignité de la personne et de la famille.

La réponse aux questions liées à la croissance démographique doit au contraire être recherchée dans le respect simultané de la morale sexuelle et de l'éthique sociale, en promouvant une plus grande justice et une authentique solidarité afin que la dignité soit donnée à la vie en toutes circonstances.

Toutes les techniques de reproduction - telles que le don de sperme ou d'ovules, la gestation pour autrui, la fécondation artificielle hétérologue - qui utilisent l'utérus d'une autre femme ou les gamètes de personnes autres que le couple marié, en portant atteinte au droit de l'enfant de naître d'un



#### **Avortement, euthanasie et alternatives | Ingénierie humaine | Contrôle de la population**

##### **Le parti n'a publié aucune déclaration concernant ses politiques en matière de :**

- Le sens ou le but de la vie
- Avortement, euthanasie ou alternatives
- Modification du sexe, manipulation des gènes ou autres formes d'ingénierie humaine
- Contrôle de la population



#### **Avortement, euthanasie et alternatives | Ingénierie humaine | Contrôle de la population**

##### **Le parti n'a publié aucune déclaration concernant ses politiques en matière de :**

- Le sens ou le but de la vie
- Avortement, euthanasie ou alternatives
- Modification du sexe, manipulation des gènes ou autres formes d'ingénierie humaine
- Contrôle de la population



#### **Avortement, euthanasie et alternatives**

##### **Le parti n'a publié aucune déclaration concernant ses politiques en matière de :**

- Le sens ou le but de la vie
- Avortement, euthanasie ou alternatives

#### **Ingénierie humaine, contrôle des populations**

Le parti déclare que :

- depuis son arrivée au pouvoir, la réduction des coûts pour les Britanno-Colombiens reste une priorité pour lui. Au cours des dernières années, il a régulièrement augmenté ses investissements pour aider les gens à faire face aux dépenses quotidiennes, notamment en rendant gratuits un plus grand nombre de services, tels que la contraception sur ordonnance.

#### **Fécondation in vitro**

Le parti déclare que :

- pour les personnes qui souhaitent fonder une famille, l'infertilité et d'autres obstacles à la parentalité peuvent avoir un effet profond sur leur bien-être et leur qualité de vie.
- Pour soutenir les personnes qui ont besoin d'aide sur le chemin de la parentalité, son budget 2024 alloue 68 millions de dollars pour la mise en place d'un programme d'aide au coût des services de fécondation in vitro (FIV), y compris des consultations avec un groupe clinique d'experts pour définir les services de FIV financés, y compris les considérations d'âge, les options de prestation de services et les voies de soins pour accéder au service dans toute la C.-B. Le programme sera lancé le 1er avril 2025, pour aider à couvrir les coûts du traitement et des médicaments pour un seul cycle de traitement.
- Le nouveau programme financé par l'État profitera aux parents qui espèrent avoir un enfant en Colombie-Britannique, quels que soient leur statut relationnel, la

père et d'une mère qui sont père et mère, sont éthiquement inacceptables tant d'un point de vue biologique que d'un point de vue juridique. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 234-235.*

### Traite des êtres humains

La proclamation solennelle des droits de l'homme est contredite par une douloureuse réalité de violations, y compris de nouvelles formes d'esclavage telles que la traite des êtres humains, le trafic illégal de stupéfiants, la prostitution. "Même dans les pays à régime démocratique, ces droits ne sont pas toujours pleinement respectés. Certains problèmes graves ne sont toujours pas résolus : le trafic d'enfants, le phénomène des "enfants des rues" et l'utilisation d'enfants pour le commerce de matériel pornographique. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 158, 245.*

personne qu'ils aiment et leur revenu, en supprimant un obstacle pour les personnes qui ne pourraient pas autrement avoir accès aux services de fertilité.



### Avortement, euthanasie et alternatives | Ingénierie humaine | Contrôle de la population

#### Le parti n'a publié aucune déclaration concernant ses politiques en matière de :

- Le sens ou le but de la vie
- Avortement, euthanasie ou alternatives
- Modification du sexe, manipulation des gènes ou autres formes d'ingénierie humaine
- Contrôle de la population

## Points de réflexion : La vie et la dignité humaine

Une conscience bien formée par les enseignements sociaux de l'Église prendra au sérieux les questions suivantes :

### Un indice de "qualité de vie" pour guider l'élaboration des politiques

Depuis des années, beaucoup (probablement la plupart) de nos partis politiques se plaisent à affirmer, de dizaines de façons, que divers groupes de Canadiens "méritent" ou ont "droit" à une très grande variété de prestations afin de leur (nous) permettre de vivre dans la "dignité". Ils sont cependant beaucoup plus réticents à donner des indications sur ce qu'ils entendent par une vie "digne", ou sur la façon de mesurer l'effet des avantages qu'ils proposent sur l'amélioration de cette vie. En effet, les seuls indices utilisés par la plupart des gouvernements pour mesurer le bien-être, quel qu'il soit, sont les niveaux de production intérieure brute (PIB), c'est-à-dire la valeur globale des objets matériels produits par notre société. Cette situation a amené de nombreux observateurs à remarquer que le Canada et d'autres régions du monde semblent avoir perdu toute conception commune de la signification de la dignité ou du but de la vie, et avec elle tout sens de la communauté, de la culture partagée, du bien commun de la communauté civile et de notre obligation de servir ce bien commun. Il en résulte un individualisme postmoderne qui donne aux êtres humains le sentiment d'être isolés et livrés à eux-mêmes.

Dans son encyclique *Fratelli tutti*, le pape François a fait remarquer que

*Aujourd'hui, dans de nombreux pays, l'hyperbole, l'extrémisme et la polarisation sont devenus des outils politiques. Par une stratégie de dérision, de suspicion et de critique incessante, on dénie aux autres, de diverses manières, le droit d'exister ou d'avoir une opinion. Leur part de vérité et leurs valeurs sont rejetées et, en conséquence, la vie de la société est appauvrie et soumise à l'orgueil des puissants. La vie politique n'a plus rien à voir avec des débats sains sur des projets à long terme visant à améliorer la vie des gens et à faire progresser le bien commun, mais uniquement avec des techniques de marketing habile visant principalement à discréditer les autres. Dans cet échange crapuleux d'accusations et de contre-accusations, le débat dégénère en un état permanent de désaccord et d'affrontement.*

Récemment, certaines parties ont commencé à proposer divers indicateurs de "bien-être" comme alternative à l'utilisation du PIB pour mesurer le bien-être social. Ces indicateurs sont basés sur des facteurs censés représenter la santé, le bonheur et le bien-être de la société et de ses membres. En 2019, le gouvernement canadien actuel a discrètement introduit une nouvelle mesure de la "qualité de vie" dans les instructions qu'il a données à ses nouveaux ministres et a créé un "carrefour de la qualité de vie". Le Hub présente l'indice et un projet de méthode pour le mesurer, et sollicite les commentaires du public. (Voir <https://www160.statcan.gc.ca/index-eng.htm>)

1) Comment les catholiques doivent-ils répondre à l'appel à commentaires du gouvernement, avec une conscience correctement formée par la prière ?

Comment les questions suivantes, et leurs réponses, s'intègrent-elles dans le cadre proposé par le gouvernement ? Quel est leur rapport avec la vie et la politique dans la province de la Colombie-Britannique ?

2) Quelles limites devraient être imposées à l'interruption volontaire de la vie humaine, que ce soit avant la naissance ou à tout moment avant la mort ? Qu'est-ce qui peut ou doit être fait au niveau fédéral, et qu'est-ce qui doit être laissé aux provinces, ou aux organisations privées, religieuses ou autres organisations à but non lucratif ?

\*Quelles options notre société est-elle en mesure d'offrir aux mères réticentes ou réticentes, en tant qu'alternatives à l'avortement et pour soutenir les enfants non désirés ?

\* Est-il approprié de permettre aux mineurs d'envisager le suicide comme une option de soins de santé sans consulter leurs parents ?

\*Quelles options peuvent être proposées par les gouvernements provinciaux ou fédéral aux familles de mineurs qui sont encouragées à envisager un suicide médicalement assisté ?

\*Les restrictions et les contrôles fédéraux sur le clonage et l'utilisation de cellules humaines, de fœtus et de parties du corps sont-ils correctement élaborés ? Qu'est-ce qui, le cas échéant, devrait être fait différemment ? Cette grave question morale devrait-elle faire l'objet d'un débat plus approfondi dans notre société ?

\*Dans quelle mesure les services volontaires et facultatifs qui sont moralement discutables pour un grand nombre d'individus, tels que l'interruption volontaire de la vie ou la "modification" volontaire du sexe, doivent-ils être financés par les pouvoirs publics au moyen d'une imposition obligatoire ? Si de tels services doivent être offerts, doivent-ils être financés par les individus qui choisissent d'y accéder, par des organisations caritatives compatissantes ou par des contribuables dissidents ?



L'indice du gouvernement prend en compte 85 indicateurs clés relatifs à cinq facteurs - la prospérité, la santé, la société, l'environnement et la bonne gouvernance - considérés sous l'angle de l'équité et de l'inclusion, ainsi que de la durabilité et de la résilience. Comment les facteurs et les optiques proposés s'articulent-ils avec les sept thèmes de la justice sociale, à savoir : l'équité, l'inclusion, la durabilité et la résilience ?

- Vie et dignité humaine
- Gestion de la création
- Famille, communauté et bien commun
- Une économie pour tous
- Droits et responsabilités individuels
- Solidarité
- Bonne gouvernance ?

# Gestion de la création

Changement climatique | Espèces, diversité et vie sauvage | Énergie et ressources | Conservation et développement durable

**Vivre notre vocation de protecteurs de l'œuvre de Dieu est essentiel à une vie de vertu : ce n'est pas un aspect facultatif ou secondaire de notre expérience chrétienne. (Pape François, Laudato si')**

## L'enseignement catholique

Dieu a donné aux humains la domination sur la terre, faisant ainsi de nous des intendants de la création, car nous travaillons avec lui dans son acte continu de création.

Nous devons constamment réfléchir à la manière dont nos actions glorifient ou nuisent à ce merveilleux cadeau que Dieu nous a confié. Il s'agit d'une question aux multiples facettes, qui ne doit pas être simplifiée à l'excès.

Avec une vocation à glorifier toute vie, qui inclut le respect de l'inviolabilité et de l'intégrité de la vie, les humains se trouvent en présence de toutes les autres créatures de Dieu. Nous pouvons et devons les mettre à notre service et en jouir, mais notre domination sur le monde exige l'exercice d'une responsabilité. Il ne s'agit pas d'une liberté d'exploitation arbitraire et égoïste. Toute la création a de la valeur et est "bonne" aux yeux de Dieu. Il s'agit là d'un merveilleux défi pour l'intelligence humaine.

*Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 112-113.*

***Vivre notre vocation de protecteurs de l'œuvre de Dieu est essentiel à une vie de vertu : ce n'est pas un aspect optionnel ou secondaire de notre expérience chrétienne.***  
*-217, Laudato Si'*

Le livre de la Genèse nous fournit certains fondements de l'anthropologie chrétienne, notamment le sens de l'activité humaine dans le monde, qui est lié à la découverte et au respect des lois de la nature que Dieu a inscrites dans l'univers créé, afin que l'humanité puisse y vivre et en prendre soin conformément à la volonté de Dieu.  
*Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 37.*

## Changement climatique

Cette question est urgente. Chaque pape, depuis au moins saint Paul VI, a écrit sur la nécessité de passer à une utilisation plus responsable de la terre et de ses ressources abondantes. L'Église reconnaît que ce besoin est désormais urgent.



## Changement climatique

Le parti déclare que :

- le climat est sujet à des changements dus à de nombreux facteurs, y compris des causes naturelles
- il ne croit pas que le CO2 soit la cause principale du changement climatique et ne souscrit pas non plus à l'alarmisme climatique avec des efforts frénétiques et coûteux pour éliminer l'utilisation de combustibles à base de carbone
- il préconise une recherche responsable et rentable sur les sources d'énergie alternatives potentielles tout en permettant l'utilisation, le développement et le transport continus de sources d'énergie fiables et éprouvées telles que - mais sans s'y limiter - le pétrole, le bois, le gaz naturel et le charbon
- il est préoccupé par la libération d'émissions chimiques artificielles dans le beau ciel bleu de la Colombie-Britannique dans le cadre d'efforts de modification du temps. Un gouvernement du Parti de l'Héritage Chrétien de la Colombie-Britannique défendra le droit des habitants de la province à ce qu'aucun additif chimique ne soit délibérément déversé dans le ciel de la province par une agence gouvernementale ou une société privée. Il renouvellera la surveillance environnementale et la protection de l'air et du ciel de la Colombie-Britannique contre les émissions délibérées non désirées.

## Énergie et ressources ; Développement durable

Le parti préconise :

- développer l'énergie hydroélectrique, en particulier les projets au fil de l'eau respectueux de l'environnement, ouvrir l'industrie minière et rajeunir l'industrie forestière en réduisant la bureaucratie et en passant à un système basé sur le marché ouvert à tous les opérateurs, y compris les petites entreprises
- encourager l'utilisation du méthanol dans l'essence vendue dans la province
- encourager la construction d'usines pour convertir les fibres de bois et d'autres produits en pétrole propre
- encourager l'industrie forestière à récolter les arbres infestés par le dendroctone du pin et à réensemencer la zone récoltée le plus rapidement possible. Cela permettra de récupérer des arbres qui seraient autrement perdus et de créer des emplois dans l'industrie forestière. Le bois qui ne peut être utilisé pour le bois d'œuvre ou la pâte à papier sera transformé en biocarburant liquide
- promouvoir activement la création d'énergie par des méthodes alternatives, notamment l'énergie éolienne, l'énergie marémotrice, l'énergie solaire et l'énergie hydrogène, y compris la production d'hydrogène et de biocarburant à partir de biodéchets tels que les effluents, les poissons morts, les arbres morts et les déchets agricoles
- encourager activement la construction d'un pont entre le Mainland et l'île de Vancouver qui intègre des générateurs d'énergie marémotrice dans la structure et génère suffisamment d'énergie marémotrice pour payer les coûts de construction et d'entretien du pont sur une période raisonnable
- modifier la loi sur la propriété minière (Mineral Tenure Act) afin d'interdire l'accès non autorisé aux propriétés privées pour la prospection minière
- réduire la réglementation et les formalités administratives qui empêchent l'ouverture d'un plus grand nombre d'industries basées sur les ressources en Colombie-Britannique
- promouvoir la production d'électricité à long terme en utilisant ;
  - 1 - les installations hydroélectriques existantes
  - 2 - turbines dans le cours d'eau
  - 3 - des éoliennes lorsque c'est possible et que l'on estime qu'elles sont sûres
  - 4 - des méthodes de bio-génération pour utiliser nos déchets et nos effluents
  - 5 - production de vagues au large des côtes (à l'aide de machines du type Pelamis)
  - 6 - production directe d'hydrogène (à partir d'effluents stables et confinés)
  - 7 - énergie solaire
  - 8 - énergie thermique

Un consensus scientifique très solide indique que nous assistons actuellement à un réchauffement inquiétant du système climatique... L'humanité est appelée à reconnaître la nécessité de changer de style de vie, de production et de consommation, afin de combattre... au moins les causes humaines qui le produisent ou l'aggravent. Il est vrai qu'il y a d'autres facteurs, mais un certain nombre d'études scientifiques indiquent que la majeure partie du réchauffement climatique des dernières décennies est due à la grande concentration de gaz à effet de serre libérés principalement par l'activité humaine. Pape François, *Laudato si'*, 23

### Énergie et ressources

Le bon intendant ne laisse pas les ressources qui lui sont confiées en jachère ou ne les laisse pas produire leurs fruits, il ne les gaspille pas et ne les détruit pas (*Matthieu 25:14-30*). Au contraire, il les utilise de manière responsable, selon les desseins du Seigneur, pour les faire fructifier afin qu'il puisse jouir de sa subsistance et pourvoir au bien de sa famille, de ses descendants et de ses voisins.

La relation de l'humanité avec la création et les créatures de la terre "exige l'exercice de la responsabilité, ce n'est pas une liberté d'exploitation arbitraire et égoïste". *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 115*

L'une des questions prioritaires de l'économie est l'utilisation des ressources, c'est-à-dire de tous les biens et services auxquels les sujets économiques - producteurs et consommateurs dans les sphères privée et publique - attribuent une valeur en raison de leur utilité inhérente dans les domaines de la production et de la consommation... Les ressources dans la nature sont quantitativement rares, ce qui signifie que chaque sujet économique individuel, ainsi que chaque société individuelle, doit nécessairement élaborer un plan pour leur utilisation de la manière la plus rationnelle possible, en suivant la logique dictée par le "principe d'économicité". *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 346*

En raison des puissants moyens de transformation offerts par la civilisation technologique, il semble que l'équilibre entre l'homme et l'environnement ait atteint un point critique... Une conception réductionniste s'est rapidement répandue, partant du présupposé - qui s'est avéré erroné - qu'une quantité infinie d'énergie et de ressources est disponible, qu'il est possible de les renouveler rapidement

9 - l'énergie nucléaire, mais pas tant que des solutions viables n'auront pas été trouvées pour l'élimination des déchets ; la promotion de la recherche sur le réacteur prometteur au thorium, qui semble plus propre, plus sûr et dont le combustible minéral est plus facilement disponible  
10 - la production d'énergie géothermique et la technologie d'échange de chaleur ; en outre, toute nouvelle technologie développée sera étudiée et évaluée

Dans l'intervalle, le parti préconise

- 1- l'expansion et l'amélioration des infrastructures de transport en commun lorsque cela est économiquement possible
- 2- faciliter la circulation des véhicules commerciaux et éventuellement récompenser leur utilisation en dehors des heures de pointe
- 3- l'octroi de crédits d'impôt pour la recherche sur les carburants propres destinés aux transports commerciaux.
- 4- encourager l'utilisation de véhicules électriques/à hydrogène
- 5- encourager le développement de technologies de confinement et de production d'hydrogène en Colombie-Britannique
- 6 - lancement d'un vaste programme d'éducation visant à économiser l'énergie



### Changement climatique

Le parti déclare :

- supprimer la taxe carbone. La taxe carbone régressive et destructrice d'emplois fait grimper le coût de la vie et n'a aucun impact sur les émissions mondiales. Elle est injuste pour les communautés rurales et nordiques et conduit à la délocalisation d'emplois à l'étranger. - développer le gaz naturel liquide (GNL). Il préconise d'augmenter considérablement la production de gaz naturel et les installations d'exportation de GNL de la Colombie-Britannique et de réduire les émissions mondiales en remplaçant l'électricité produite à partir du charbon dans des pays comme la Chine.
- construire des gazoducs. Les pipelines sont le moyen le plus sûr et le plus économique de transporter le pétrole et le gaz naturel et sont essentiels pour acheminer nos ressources vers le marché. Leur construction, y compris celle du TMX, du Coastal GasLink et du Northern Gateway, mérite notre soutien total.

### Énergie et ressources ; développement durable

Le parti déclare que :

- Les Britanno-Colombiens sont taxés et réduits à la pauvreté. Avec les prix de l'essence les plus élevés d'Amérique du Nord, il est temps de supprimer la taxe sur le carbone et la norme sur les carburants à faible teneur en carbone, et de veiller à ce que davantage de produits raffinés arrivent sur le marché britanno-colombien.
- elle soutient le secteur forestier de la Colombie-Britannique. L'industrie forestière de la Colombie-Britannique fait l'envie du monde entier. Elle est 100 % durable et renouvelable et soutient des dizaines de milliers d'emplois bien rémunérés dans toute la province.
- elle préconise de tenir les activistes pour responsables. Les activistes qui entravent l'activité d'exploitation des ressources par des blocages illégaux, du harcèlement et de la violence doivent être tenus légalement et financièrement responsables de leurs actions - tout comme les groupes qui les soutiennent.
- elle encourage l'exploitation minière, l'hydroélectricité, la pêche, etc. La Colombie-Britannique est une superpuissance en matière de ressources. Il faut encourager et promouvoir le développement de ces ressources d'une manière durable et qui offre une valeur maximale aux contribuables de la province.



### Changement climatique

#### Neutralité carbone

Le parti déclare que :

- la science est claire : sans une intervention massive pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre, nous nous dirigeons vers une catastrophe.
- la première étape consiste à fixer des objectifs clairs. Le parti s'engage à rendre la Colombie-Britannique neutre en carbone d'ici 2045, soit 5 ans avant l'engagement du gouvernement fédéral et en accord avec la Californie, une juridiction de premier plan en matière d'action climatique.

Le parti préconise:

et que les effets négatifs de l'exploitation de l'ordre naturel peuvent être facilement absorbés. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*, 461, 462.

### Conservation et développement durable

La protection de l'environnement représente un défi pour l'ensemble de l'humanité. Elle relève d'un devoir commun et universel, celui de respecter un bien commun, destiné à tous, en empêchant quiconque d'utiliser "impunément les différentes catégories d'êtres vivants ou inanimés - animaux, végétaux, éléments naturels - au gré de ses besoins économiques".

La responsabilité de l'environnement, patrimoine commun de l'humanité, s'étend non seulement aux besoins actuels mais aussi à ceux de l'avenir... Il s'agit d'une responsabilité des générations présentes envers celles de l'avenir... Une compréhension correcte de l'environnement... ne doit pas en même temps... absolutiser la nature et la placer au-dessus de la dignité de la personne humaine elle-même. Dans ce dernier cas, on peut aller jusqu'à diviniser la nature ou la terre, comme on peut le constater dans certains mouvements écologistes qui cherchent à obtenir un statut institutionnel internationalement garanti pour leurs croyances. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*, 346, 461-463.

### Diversité des espèces et faune

L'homme et la femme se trouvent également en présence de toutes les autres créatures. Ils peuvent et doivent les mettre à leur service et en jouir, mais leur domination sur le monde exige l'exercice d'une responsabilité, ce n'est pas une liberté d'exploitation arbitraire et égoïste. Toute la création a de la valeur et est "bonne" aux yeux de Dieu, qui en est l'auteur. L'homme doit découvrir et respecter cette valeur. C'est un merveilleux défi pour son intelligence, qui doit l'élever comme sur des ailes vers la contemplation de la vérité de toutes les créatures de Dieu, c'est-à-dire la contemplation de ce que Dieu voit de bon en elles. L'homme doit reconnaître toutes les créatures de Dieu pour ce qu'elles sont et établir avec chacune d'elles une relation de responsabilité. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*, 113

Chacune des diverses créatures, voulue dans son être propre, reflète à sa manière un rayon de la sagesse et de la bonté infinies de Dieu. L'homme doit respecter la bonté particulière de chaque créature, afin d'éviter tout usage désordonné des choses qui serait un mépris du Créateur et entraînerait des conséquences désastreuses pour les êtres humains et leur environnement. *Catéchisme de l'Église*

- des objectifs intermédiaires pour maintenir la province sur la bonne voie, ainsi que des objectifs sectoriels pour l'industrie
- l'élaboration d'une stratégie solide pour atteindre l'objectif de 2030, et l'élaboration d'un cadre de responsabilité pour s'assurer que nous y parvenons. Nous prendrons des mesures immédiates pour envoyer un signal de notre intention en mettant fin au soutien du gouvernement à l'industrie des combustibles fossiles
- en supprimant les subventions au pétrole et au gaz et en imposant un moratoire sur la fracturation hydraulique
- en donnant la priorité aux solutions climatiques naturelles, en protégeant et en restaurant les forêts et les zones humides afin de maximiser leur potentiel en tant que puits de carbone
- en élaborant un cadre de responsabilité pour veiller à ce que les objectifs soient atteints.

### Espèces, diversité et faune

Le parti déclare que :

- la beauté et l'émerveillement de la nature sauvage de la Colombie-Britannique ne sont pas seulement une source de fierté pour tous ceux qui vivent dans cette province, mais l'étonnante biodiversité qui vit dans les écosystèmes provinciaux est essentielle à la santé de la Colombie-Britannique - notre bien-être physique, mental, social et culturel est inextricablement lié à la survie du monde naturel qui nous entoure.
- Bien entendu, les êtres humains font partie de la nature et n'en sont pas isolés. Bien que nous le comprenions instinctivement, nos politiques doivent mieux reconnaître cette interdépendance - une appréciation du fait que le bien-être des personnes est lié au bien-être de la rivière, de la forêt, de l'océan, et même des générations futures.
- Nous devons intégrer dans nos pratiques de gestion la compréhension et l'acceptation du fait que ce que nous faisons au monde, nous le faisons à nous-mêmes.
- Les écosystèmes indigènes de la Colombie-Britannique atteignent un point critique. De nombreuses populations de poissons et d'animaux sauvages sont en déclin depuis des décennies et atteignent actuellement des niveaux records. Des espèces fondamentales comme le caribou de montagne, l'élan, le saumon du Fraser intérieur, le saumon du Fraser et l'esturgeon sont gravement menacées.
- Le manque de financement pendant de nombreuses années pour la conservation de la faune et de l'habitat, le manque d'engagement envers la science, les objectifs vagues et la tendance à se ranger du côté de l'industrie plutôt que des espèces menacées ont eu pour conséquence que certaines populations de poissons et d'animaux sauvages de la Colombie-Britannique ont été gérées jusqu'à ce qu'elles deviennent nulles.
- Les fondements d'une gestion responsable des ressources halieutiques et fauniques sont le financement, la science et le soutien social. Nous avons besoin d'un financement accru et dédié, d'objectifs scientifiques pour l'habitat et les populations, de l'établissement de limites de chasse et de pêche saines et de la responsabilisation des ministères qui gèrent le poisson et la faune sauvage.
- Si nous travaillons de toute urgence, avec inspiration et vision, nous pouvons guérir et restaurer l'incroyable biodiversité de la Colombie-Britannique.

Le parti préconise de donner la priorité à la protection de la faune et de son habitat dans l'ensemble du gouvernement, notamment en :

- établir une stratégie de gestion de nos zones humides ;
- protéger les écosystèmes côtiers avec une loi et une stratégie côtières ;
- assurer une surveillance législative appropriée par le biais d'objectifs légiférés pour le poisson et la faune ;
- déplacer la direction du poisson et de la faune du FLNRO et du ministère de l'Environnement ;
- évaluer et dépasser de toute urgence les niveaux de financement provinciaux historiques pour la direction du poisson et de la faune afin de relever les défis sans précédent auxquels nous sommes maintenant confrontés.
- veiller à ce que les données scientifiques sur l'état de notre faune et de notre environnement soient indépendantes de toute ingérence politique et mises gratuitement à la disposition du public.
- un financement accru pour la conservation de la faune, la protection de l'habitat et l'acquisition d'habitats, et l'affectation de tous les droits de licence de pêche, de chasse, de guide et de piégeage à cette fin
- la création d'une loi sur les espèces menacées qui établit une protection juridique des espèces et de leur habitat afin d'assurer leur rétablissement et leur survie.
- prendre des mesures concernant les piscicultures afin de protéger le saumon sauvage, notamment (1) soutenir la mise en œuvre complète des recommandations du Conseil consultatif sur le saumon sauvage et de la Commission Cohen, en travaillant d'urgence à l'application de toutes les mesures relevant de la compétence provinciale ; (2) négocier fermement avec le MPO pour compléter les recommandations relevant de la compétence fédérale ; et (3) travailler avec le MPO, les Premières nations, les communautés locales et l'industrie, en fournissant des stimulants et des incitatifs pour créer une industrie de pisciculture terrestre à confinement étroit et annuler les tenures des piscicultures à enclos ouvert.
- établir une charte de l'environnement en Colombie-Britannique qui énonce (1) des droits substantiels à un air pur, une eau propre et des écosystèmes sains ; (2) des droits procéduraux qui permettent à chacun de participer aux décisions qui affectent l'environnement ; (3) des droits à l'information qui garantissent que nous avons tous accès à toutes les informations pertinentes pour les décisions qui affectent l'environnement ; et (4) l'application du principe de précaution aux décisions qui affectent l'environnement.
- Augmenter le financement des parcs de la Colombie-Britannique et du Conservation Officer Service, à un niveau qui améliorera l'infrastructure et garantira que nos écosystèmes naturels ne sont pas dégradés, y compris la création de plus de terrains de camping pour répondre à la demande, en veillant à ce que la création de nouveaux sites soit proportionnelle à l'expansion de l'ensemble des parcs et n'empiète pas sur les zones protégées existantes.

Il s'agit d'une responsabilité qui doit mûrir sur la base de la dimension globale de la crise écologique actuelle... Cette perspective revêt une importance particulière si l'on considère, dans le contexte des relations étroites qui lient les différentes parties de l'écosystème, la valeur environnementale de la biodiversité, qui doit être gérée avec un sens des responsabilités et protégée de manière adéquate. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 466*

## Énergie et ressources

### L'eau

Le parti déclare que :

- L'eau est fondamentale pour de nombreux aspects de notre vie : l'agriculture, la production d'énergie, le transport, la pêche en eau douce, les loisirs et les processus industriels, sans parler de la consommation et de l'usage personnel.
- Les impacts prévus du changement climatique sur l'approvisionnement en eau varient d'un bout à l'autre de la province, allant de précipitations extrêmes à de longues périodes de sécheresse. Chaque extrémité du spectre présente des défis différents pour les communautés, de la gestion des tempêtes et des eaux usées à la contamination de l'eau, en passant par la turbidité et la salinisation des eaux souterraines dans les zones côtières.
- Les risques liés au climat pour l'eau potable sont nombreux et souvent exacerbés par de mauvaises décisions de gestion. La gestion forestière et la qualité de l'eau sont également inextricablement liées. L'approvisionnement en bois étant de plus en plus limité, l'exploitation forestière s'est rapprochée des communautés et des bassins versants, ce qui a provoqué des divisions douloureuses au sein de la communauté et des menaces pour l'eau potable.
- Nous devons reconnaître que l'accès à l'eau potable est un droit de l'homme, et nous avons le devoir de garantir aux communautés de Colombie-Britannique un accès durable, fiable et équitable à l'eau potable.

À cette fin, le parti préconise :

- l'affectation de 50 millions de dollars à la création d'un Fonds de sécurité des bassins hydrographiques qui créera des emplois durables dans les communautés de la Colombie-Britannique pour la restauration des bassins hydrographiques, la surveillance, la technologie, la formation et l'éducation.
- étendre le modèle du Cowichan Watershed Board à l'ensemble de la province et établir un pouvoir décisionnel partagé avec les conseils de bassin hydrographique, avec la durabilité du bassin hydrographique comme mandat principal.
- la planification globale des bassins versants en collaboration avec les Premières nations, les communautés, les agences gouvernementales, les organisations de gestion et l'industrie, et l'intégration des bassins versants dans une approche du développement basée sur la gestion des écosystèmes au niveau du paysage.
- mettre en œuvre la loi sur la durabilité de l'eau (Water Sustainability Act) afin de garantir les débits environnementaux nécessaires au maintien de rivières, de lacs et de bassins versants sains et fonctionnels.
- collaborer avec les autorités locales, les districts scolaires et d'autres parties prenantes afin d'améliorer les infrastructures municipales et de remplacer les canalisations domestiques grâce à des subventions et à des mesures d'incitation.
- l'exploration de solutions scientifiques pour réduire l'acidité de l'eau.
- l'interdiction de la fracturation, un procédé à forte intensité chimique dont il a été démontré qu'il contaminait l'eau douce, déclenchait des tremblements de terre, provoquait des fuites de méthane et présentait un risque inacceptable pour la santé humaine.

### Développement durable

Parmi ses six principes fondamentaux, le parti préconise - utiliser les ressources naturelles avec sagesse pour protéger les droits et les besoins des générations futures - apprendre à vivre dans les limites physiques et biologiques de notre Terre et à protéger sa nature vivifiante.

### Résilience des communautés et des habitats

Le parti déclare que :

- les communautés doivent être conscientes des risques auxquels elles sont confrontées du fait de l'évolution du climat et disposer de plans pour y faire face. Les communautés doivent renforcer leurs capacités afin de pouvoir réagir efficacement et en toute sécurité aux phénomènes météorologiques extrêmes et aux catastrophes naturelles, et de pouvoir se rétablir rapidement une fois la menace passée.
- Les communautés doivent être protégées contre les incendies de forêt et les inondations grâce à des projets de gestion forestière et de traitement des combustibles à l'échelle du paysage et axés sur l'écologie.
- la province doit également accroître la résilience des écosystèmes régionaux en restaurant les habitats et en protégeant la biodiversité.

Le parti préconise :

- l'allocation de 100 millions de dollars sur 4 ans pour financer des initiatives d'adaptation au climat pour les communautés, y compris le développement d'une approche coordonnée avec les Premières nations et d'autres niveaux de gouvernement pour la réduction des risques de catastrophe.
- renforcer les capacités des communautés afin qu'elles puissent réagir de manière sûre et efficace aux conditions météorologiques extrêmes et aux catastrophes naturelles - et qu'elles puissent se rétablir rapidement une fois la menace écartée.
- protéger les communautés contre les incendies de forêt et les inondations grâce à des projets de gestion forestière et de traitement des combustibles à l'échelle du paysage et axés sur l'écologie
- accroître la résilience des écosystèmes régionaux en restaurant les habitats et en protégeant la biodiversité.

### **Agriculture et sécurité alimentaire**

Le parti déclare que :

- la pandémie de grippe aviaire a fait prendre conscience de l'importance de la sécurité alimentaire ; et les événements survenus en Californie et ailleurs ont renforcé le message : la sécurité alimentaire des Britanno-Colombiens est menacée par le changement climatique dans les principales régions d'approvisionnement telles que la Californie, la Floride et le Mexique. Nous devons nous préparer. Nous devons faire davantage pour protéger les terres agricoles dans nos communautés, étendre la superficie des terres consacrées à la production alimentaire et établir une stratégie de durabilité alimentaire à long terme pour la province. Cela permettra de réduire la dépendance à l'égard des chaînes d'approvisionnement importées, de moins en moins fiables, et de diversifier l'agriculture en Colombie-Britannique.
- il n'y a pas de véritable alimentation sans agriculteurs. Nous devons identifier et mettre en œuvre de toute urgence des solutions pour rendre l'agriculture plus attrayante et plus lucrative, en particulier pour les jeunes agriculteurs
- ces dernières années, les terres agricoles sont devenues liées à l'escalade du marché immobilier dans de nombreuses régions de la Colombie-Britannique, et il est devenu intenable pour les jeunes agriculteurs de se lancer dans l'aventure de la terre. Le gouvernement dispose d'outils pour remédier à cette situation. Tout comme le gouvernement est intervenu pour créer la réserve de terres agricoles il y a plusieurs décennies, il est possible d'assurer l'avenir de l'agriculture en Colombie-Britannique
- l'une des options consiste à créer une banque de terres agricoles appartenant à l'État et pouvant être louées par de nouveaux agriculteurs.
- Il est également important de reconnaître que toutes ces décisions sont liées. Les décisions que nous prenons concernant nos forêts et le développement ont toutes un impact sur notre sécurité alimentaire. Nous devons être plus intelligents dans notre façon de prendre des décisions et reconnaître cette interconnexion. Travailler en vase clos ne résoudra pas ces problèmes.

Le parti préconise la création d'une stratégie de sécurité alimentaire en Colombie-Britannique pour rendre l'agriculture de la province plus résistante au changement climatique, améliorer la sécurité alimentaire locale et soutenir les producteurs agricoles locaux :

- l'établissement d'une stratégie de durabilité alimentaire à long terme pour la province afin de réduire la dépendance à l'égard des chaînes d'approvisionnement importées et de diversifier l'agriculture en Colombie-Britannique.
- l'intégration de la production et de la sécurité alimentaires dans le mandat de la Commission des terres agricoles.
- l'extension de la superficie des terres consacrées à la production alimentaire et la création d'une banque de terres agricoles publiques pouvant être louées par de nouveaux agriculteurs
- reconnaître les disparités régionales et de revenus en matière d'insécurité alimentaire en Colombie-Britannique et s'efforcer d'améliorer l'accès à une alimentation saine et de qualité pour les Britanno-Colombiens à faible revenu, notamment en développant des systèmes pour les Premières nations qui respectent les connaissances et les valeurs indigènes.
- encourager les pratiques agricoles agro-écologiques et aider les petites exploitations à adopter de nouvelles technologies pour réduire les émissions de carbone. - étudier les possibilités de rendre l'agriculture plus attrayante et plus durable, notamment (1) en veillant à ce que les agriculteurs aient accès aux installations de transformation locales et qu'ils partagent les bénéfices de la transformation ; et (2) en permettant la culture de produits de grande valeur, tels que le cannabis, pour compléter le revenu agricole.
- fournir 10 millions de dollars par an pour financer la recherche et établir des bureaux agricoles régionaux afin de fournir une expertise et un soutien aux agriculteurs locaux pour qu'ils appliquent les innovations à la ferme et s'adaptent à un climat changeant.
- la restriction et la réglementation de la propriété étrangère des terres ALR.

### **Sylviculture**

Le parti déclare que :

- nous devons reprendre le contrôle de nos forêts aux grandes entreprises, en veillant à ce que la foresterie réponde aux besoins des communautés locales, tant sur le plan économique qu'écologique.
- Les forêts de la Colombie-Britannique sont une ressource publique qui appartient aux habitants de la province et qui doit être gérée comme telle. Cela signifie qu'il faut rétablir l'autorité du gouvernement dans la prise de décision, entreprendre une réforme majeure du régime foncier et renforcer les capacités scientifiques du FLNRO.
- Bien qu'il ait promis de faire les choses différemment, le gouvernement actuel n'a pas modifié, de manière substantielle, le statu quo de la gestion forestière dans cette province. Récemment, la coupe des forêts anciennes s'est poursuivie aussi rapidement que sous le gouvernement précédent, et aucune réforme significative de la gestion forestière n'a été entreprise. Les pertes d'emplois au niveau local et les pratiques forestières non durables se sont poursuivies.
- Les forêts devraient être gérées de manière holistique, pour toutes les valeurs qu'elles renferment. Plus fondamentalement, cela signifie qu'il faut adopter une législation qui fasse de la conservation de la santé des écosystèmes et de la biodiversité des forêts de la Colombie-Britannique une priorité absolue, l'approvisionnement en bois n'étant qu'un avantage parmi d'autres. Des processus de planification et des méthodes d'exploitation différents découlent de ce changement fondamental dans les pratiques de gestion forestière. Nous ne pouvons pas continuer à liquider nos ressources naturelles au profit des actionnaires de grandes entreprises, tout en continuant à supprimer des emplois locaux dans les communautés de la province à mesure que les usines ferment. Nous devons au contraire générer beaucoup plus d'emplois et de revenus à partir de ce que nous récoltons, par exemple en veillant à ce que les petits producteurs aient accès aux fibres, en encourageant les produits du bois à valeur ajoutée et les utilisations non traditionnelles des fibres de bois, et en partageant les revenus avec les Premières nations, les municipalités et les districts régionaux.

- La province doit reconnaître l'importance cruciale des forêts pour la biodiversité et protéger à jamais les forêts anciennes qui subsistent. Cela signifie qu'il faut mettre pleinement en œuvre les recommandations de la commission d'examen des forêts anciennes en partenariat avec les Premières nations et mettre immédiatement fin à l'exploitation des forêts anciennes dans les écosystèmes à haut risque à travers la province, avec le financement nécessaire pour soutenir cette démarche et créer de nouvelles opportunités pour les communautés, plutôt que de poursuivre les "consultations" avec peu d'action.

Le parti préconise d'agir maintenant pour protéger ce qu'il reste à la province, notamment en

- réformer la gestion forestière en Colombie-Britannique afin qu'elle réponde aux besoins à long terme des communautés locales et qu'elle soutienne une industrie véritablement durable, où les valeurs des communautés et des écosystèmes sont au cœur de la gestion.
- reprendre le contrôle des forêts aux grandes entreprises, en veillant à ce que la sylviculture réponde aux besoins des communautés locales.
- rétablir l'autorité du gouvernement dans la prise de décision aux niveaux provincial et local, y compris en renforçant le pouvoir des gestionnaires de district de refuser ou de modifier les permis. - une réforme de la tenure pour redistribuer les tenures de quelques grandes entreprises et augmenter la proportion de tenures détenues par les Premières nations et les forêts communautaires.
- créer un poste législatif de forestier général, un fonctionnaire de la législature qui est non partisan et qui rend compte à la Chambre chaque année.
- créer un poste de scientifique en chef, homologue du forestier en chef, afin de veiller à ce que les valeurs multiples soient correctement prises en compte dans l'analyse de l'approvisionnement en bois.
- le renforcement des capacités du FLNRO et la mise en place d'un personnel du ministère des forêts basé dans les communautés, afin de soutenir la gestion durable des ressources forestières locales et d'offrir des emplois communautaires bien rémunérés.

Afin de gérer les forêts provinciales de manière holistique, pour toutes les valeurs qu'elles contiennent, le parti préconise :

- de modifier le cadre de gestion en réformant la législation, en s'éloignant d'une focalisation exclusive sur l'approvisionnement en bois et en gérant toutes les valeurs que nos forêts renferment.
- l'adoption d'une plus grande variété de pratiques d'exploitation forestière, y compris l'exploitation sélective et des rotations de peuplements plus longues.
- entreprendre une planification, un reboisement et une restauration des écosystèmes à l'échelle du paysage, en partenariat avec les communautés locales et les Premières nations.
- protéger les communautés contre les incendies et les inondations grâce à des projets de gestion forestière et de traitement des combustibles à l'échelle du paysage, axés sur l'écologie
- rétablir la capacité des pouvoirs publics à assurer la gestion, le suivi et l'application de la législation forestière, et accroître le financement de l'inventaire forestier et de la recherche primaire.

Pour protéger à jamais les forêts anciennes de grande valeur qui subsistent, le parti préconise

- la mise en œuvre complète et immédiate des recommandations de la commission d'examen des forêts anciennes, en partenariat avec les Premières nations. Cela inclut (1) l'arrêt immédiat de l'exploitation des forêts anciennes dans les écosystèmes à haut risque de la province ; (2) une législation qui fasse de la conservation de la santé des écosystèmes et de la biodiversité des forêts de la Colombie-Britannique une priorité absolue.
- établir des mécanismes de financement pour soutenir la préservation des forêts anciennes.

Pour générer plus d'emplois et de revenus à partir de l'exploitation forestière, le parti préconise de

- veiller à ce que les petits producteurs aient accès aux fibres et encourager l'innovation en matière de produits à valeur ajoutée, y compris les utilisations non traditionnelles des fibres de bois, notamment les biocarburants, et les utilisations productives des fibres résiduelles.
- appliquer la taxe carbone au brûlage des rémanents afin de réduire les émissions de carbone de notre secteur forestier et de garantir l'utilisation des matériaux résiduels.
- mettre fin aux exportations de grumes.
- veiller à ce que les bénéfices des ressources de la Colombie-Britannique profitent aux communautés locales, en partageant directement davantage de revenus des ressources avec les Premières nations, les municipalités et les districts régionaux.
- améliorer le soutien aux travailleurs forestiers et aux communautés, notamment en augmentant les investissements dans le recyclage et le soutien aux nouvelles opportunités d'emploi.
- étudier les possibilités de diversifier les activités de broyage et de transformation secondaire afin de mieux utiliser le bois existant.
- la promotion d'un développement plus durable des ressources forestières, notamment en investissant dans les possibilités de tourisme et les économies à faible émission de carbone.

### **Transport**

Le parti affirme que :

- près de 40 % des émissions de gaz à effet de serre en Colombie-Britannique proviennent du secteur des transports. La mise en place d'un système de transport zéro émission d'un bout à l'autre de la province ne ferait pas une grande différence dans nos émissions tout en soutenant la reprise après la pandémie

- il soutient la priorité des investissements dans l'électrification des systèmes de transport provinciaux, y compris le partenariat avec le gouvernement fédéral pour accélérer le soutien aux efforts de BC Transit et de Translink pour électrifier leurs flottes de bus
- une vision claire est également nécessaire pour le secteur des transports provinciaux. Cela signifie qu'il faut renforcer le mandat ZEV et entreprendre un développement complet de l'infrastructure de recharge publique sur toutes les routes de la province, en particulier dans les zones rurales et isolées, afin de permettre aux conducteurs de VE de se déplacer facilement à travers la province. Le gouvernement devrait montrer l'exemple en demandant à toutes les agences gouvernementales de la Colombie-Britannique opérant dans les centres urbains de passer à des flottes 100 % ZEV d'ici 2030.
- Il est également nécessaire de réduire le coût des véhicules électriques pour que les Britanno-Colombiens ordinaires puissent se les offrir. Dans un premier temps, le parti propose de rendre la possession de ZEV plus accessible en supprimant la taxe sur les véhicules électriques d'occasion et en soutenant la recharge des véhicules électriques dans les immeubles à logements multiples.

Le parti préconise :

- prendre des mesures rapides pour renforcer le mandat ZEV en l'accéléralant afin d'exiger des ventes de véhicules non commerciaux 100 % ZEV d'ici 2035 ; et rendre la propriété de ZEV plus accessible en supprimant la TVP sur les VE d'occasion
- travailler avec l'industrie pour développer des programmes d'incitation à l'innovation supplémentaires, et fixer de nouveaux objectifs ZEV pour les véhicules commerciaux et les véhicules moyens et lourds sur route et hors route ;
- passer à des flottes de véhicules de tourisme 100 % ZEV pour les agences gouvernementales de la Colombie-Britannique d'ici 2030.
- donner la priorité aux investissements dans l'électrification des systèmes de transport en commun de la province, notamment en établissant un partenariat avec le gouvernement fédéral pour accélérer le soutien aux efforts de BC Transit et de Translink en vue d'électrifier leurs parcs de bus;
- mettre en place une infrastructure de recharge publique complète sur toutes les routes de la province, en particulier dans les régions rurales et éloignées, afin de permettre aux VE de se déplacer facilement dans toute la province ;
- soutenir la recharge des véhicules électriques dans les immeubles à logements multiples grâce à divers outils, notamment en modifiant le code de la construction et en établissant des règles de "droit à la recharge" ;
- mettre en place une infrastructure de recharge publique sur toutes les routes de la province, en particulier dans les régions rurales et éloignées.



### Gestion de la création

#### Énergie et ressources

Le parti déclare que :

- le programme radical "CleanBC" est un plan élaboré qui, tout en faisant peu pour aider l'environnement ou s'attaquer aux effets du changement climatique, fera grimper les coûts de l'énergie, limitera les possibilités de réduction de la pauvreté dans les communautés rurales et des Premières nations, et rendra généralement la vie misérable aux particuliers et aux entreprises dans toute la province - en frappant particulièrement nos industries de ressources de classe mondiale
- en interdisant le nucléaire et les combustibles fossiles, interdire le nucléaire et les combustibles fossiles, combattre les projets hydroélectriques et les pipelines devant les tribunaux, forcer les industries minières et énergétiques à acheter de l'énergie coûteuse à BC Hydro, et imposer des taxes punitives sur le carbone, le carburant et la santé tout en subventionnant des projets solaires et éoliens coûteux, intermittents et peu fiables qui dépendent eux-mêmes des combustibles fossiles pour leur production, tout cela est mauvais pour l'environnement, mauvais pour l'économie et mauvais pour les Britanno-Colombiens. Les bonnes intentions ne sont pas synonymes de bons résultats, et le plan CleanBC n'est pas une bonne idée.

Le parti préconise :

- libérer les secteurs de l'énergie et des ressources afin que la Colombie-Britannique puisse à nouveau se démarquer en fournissant au monde une énergie et des ressources de classe mondiale, produites dans le respect de l'éthique, qui rendent possible notre monde moderne confortable et nous permettent, ainsi qu'à des millions d'autres personnes dans le monde, d'améliorer leur environnement, de s'adapter au changement climatique et d'améliorer leur vie
- adopter une approche plus intelligente de la réglementation en matière d'énergie et de ressources, en libérant les principales industries des nombreuses charges bureaucratiques et réglementaires inefficaces qui pèsent sur elles, tout en donnant aux propriétaires fonciers, aux municipalités et aux Premières nations les moyens de protéger leurs droits de propriété, et en faisant économiser aux contribuables des milliards de dollars par an grâce à l'élimination de toutes les formes de protection sociale des entreprises, en permettant au marché de fonctionner sans que le gouvernement ne récompense les perdants par des renflouements et ne punisse les innovateurs et les gagnants par des taxes et des réglementations excessives qui font augmenter les coûts d'exploitation, réduisent la compétitivité, limitent la création d'emplois et ralentissent l'innovation.

- il continue d'inviter les parties prenantes à faire part de leurs commentaires sur les questions cruciales des ressources naturelles, du pétrole et de l'essence, de l'exploitation forestière, des droits d'utilisation des terres, de la pisciculture, de la réserve de terres agricoles et d'autres encore.
- abroger le plan de GreenBC visant à créer un monopole gouvernemental dans le domaine de l'énergie
- permettre aux fournisseurs d'énergie privés de vendre directement aux consommateurs, et non à BC Hydro
- mettre fin à l'opposition juridique du gouvernement aux pipelines et aux projets d'exportation de ressources
- demander au gouvernement fédéral de lever l'interdiction des pétroliers dans le nord de la Colombie-Britannique
- demander au gouvernement fédéral de lever le moratoire sur le forage en mer
- mettre fin à l'aide sociale aux entreprises et au traitement préférentiel accordé aux entreprises du secteur de l'énergie et des ressources
- éliminer la taxe sur le carbone



### **Gestion de la création**

Le parti déclare que :

- La Colombie-Britannique a une économie forte, un environnement naturel magnifique, des ressources naturelles abondantes et une main-d'œuvre hautement qualifiée et talentueuse qui fait avancer l'économie. Au cours de son mandat au gouvernement, il a continué à tirer parti des atouts de la Colombie-Britannique en réalisant des investissements et en mettant en œuvre des mesures visant à soutenir une croissance inclusive.
- Son budget provincial 2024 prévoit de nouveaux investissements pour protéger les Britanno-Colombiens des effets du changement climatique et construire une économie plus forte et plus propre qui fonctionne pour tout le monde. Plus de 1,3 milliard de dollars de nouvelles mesures de financement aideront à :
  - (1) atténuer et mieux répondre aux impacts des urgences climatiques,
  - (2) investir dans une économie plus propre et plus verte, et
  - (3) maintenir et améliorer l'accès aux communautés grâce à des investissements dans les routes, les transports en commun et les infrastructures communautaires
- certains investissements commenceront en 2023/24 et s'ajoutent au financement fourni dans le cadre du budget 2023.

### **Répondre aux urgences climatiques**

Le parti déclare que :

- La Colombie-Britannique a subi les effets du changement climatique à travers des situations d'urgence liées au climat de plus en plus fréquentes et graves, depuis les inondations record de novembre 2021 jusqu'à la sécheresse inégalée et aux incendies de forêt de 2023.
- La réponse de la Colombie-Britannique aux situations d'urgence a toujours été menée par Emergency Management BC, qui est maintenant devenu un ministère dédié à la gestion des urgences et à la préparation au changement climatique.
- Au cours de son mandat actuel, ce ministère s'est engagé à investir 252 millions de dollars de nouveaux fonds sur quatre ans pour renforcer la capacité de la province à se préparer et à répondre aux futures urgences climatiques.
- L'investissement de 252 millions de dollars comprend 18 millions de dollars sur le plan financier pour soutenir la mise en œuvre tout au long de l'année des programmes gouvernementaux d'intervention et de rétablissement, tels que le soutien des centres d'opérations provinciaux et régionaux et une meilleure coordination des communications vitales qui alertent les résidents des dangers imminents et des ordres d'évacuation.
- Son budget 2024 élargit le soutien aux personnes évacuées en finançant des agents du centre d'appel de Service BC spécialement formés qui fournissent une navigation virtuelle pour accéder aux informations et aux services d'urgence. D'autres nouveaux employés de Service BC peuvent être déployés directement dans les communautés touchées pour faciliter les services d'urgence essentiels, tels que la distribution de fonds d'urgence et le remplacement sur place des documents officiels.
- Les 234 millions de dollars restants du nouveau financement soutiennent pendant deux ans des projets d'infrastructure et des programmes prioritaires visant à réduire les risques d'inondation dans le Lower Mainland et à améliorer la capacité de la province à gérer les ressources en eau, en particulier en période de pénurie d'eau. Cela comprend :
  - \* 77 millions de dollars en 2023/24 pour moderniser la station de pompage de Barrowtown à Abbotsford, qui a été essentielle pour répondre aux inondations de novembre 2021 dans la prairie de Sumas.
  - \* 83 millions de dollars en 2023/24 pour augmenter le financement du programme d'infrastructure hydraulique agricole. Ce programme aide l'industrie agricole et les communautés à gérer, collecter, transporter et stocker efficacement l'eau à des fins agricoles et d'irrigation. L'amélioration de la gestion de l'eau à des fins agricoles est essentielle en période de sécheresse pour garantir la sécurité des sources d'alimentation des hommes et du bétail
  - \* 50 millions de dollars en 2024/25 pour l'achat et l'installation de compteurs d'eau dans certaines communautés afin de leur permettre de mieux conserver l'eau en identifiant les fuites, en établissant des tarifs appropriés et en éduquant les utilisateurs sur leur consommation réelle d'eau ;

- \* 14 millions de dollars en 2023/24 pour aider à remplacer le déversoir du lac Cowichan, vieux de 50 ans. Un déversoir plus haut permettra de stocker davantage d'eau dans le lac Cowichan, une importante source d'eau potable, et de mieux gérer les débits d'eau afin d'améliorer l'habitat des poissons dans la rivière Cowichan. Ce projet sera réalisé en partenariat avec le Cowichan Tribus ; et
- \* 10 millions de dollars en 2024/25 pour augmenter la capacité de stockage de l'eau et mieux soutenir le débit environnemental requis du lac Saint Mary sur l'île de Salt Spring en augmentant la hauteur du barrage.

#### **Gestion des incendies de forêt**

Le parti déclare que :

- à la suite de la saison record des feux de forêt en Colombie-Britannique en 2023, il s'est engagé à investir 154 millions de dollars en nouveaux fonds de fonctionnement et 21 millions de dollars en fonds d'investissement au cours des trois prochaines années pour soutenir des ressources supplémentaires en matière d'intervention, de rétablissement et d'infrastructure en cas de feux de forêt.
- Alors que le financement statutaire pour répondre aux incendies de forêt reste disponible quel que soit le coût de la saison des incendies, le parti s'est engagé à augmenter le budget pour les activités de réponse et de récupération des incendies de forêt tout au long de l'année. Cette approche reconnaît que le coût de la lutte contre les incendies et de la remise en état du paysage est en augmentation et doit être planifié dans la mesure du possible.
- Les fonds supplémentaires d'investissement et de fonctionnement comprennent
  - \* 56 millions de dollars pour la préparation et l'intervention dans le domaine de l'aviation, grâce à une augmentation du financement des contrats pour les services d'hélicoptères et d'avions-citernes ;
  - \* 60 millions de dollars pour la Forest Enhancement Society of BC afin de poursuivre la réduction des risques d'incendie de forêt et la gestion des combustibles, axées sur l'industrie et les communautés ;
  - \* 38 millions de dollars pour soutenir des ressources stables tout au long de l'année, notamment les chefs d'équipe de pompiers et le personnel de première ligne qui assure la protection des structures, la prévention et la réduction des risques, et la récupération terrestre en cas d'incendie de forêt ; et
  - \* 21 millions de dollars de financement en capital pour un nouveau dépôt d'équipement à Prince George.



#### **Gestion de la création**

Le parti déclare que :

- à un moment où les familles sont surchargées, le gouvernement actuel a doublé la taxe carbone. Il préconise d'annuler le projet du gouvernement actuel de tripler encore la taxe carbone, et d'annuler complètement la taxe carbone si le gouvernement fédéral le fait.
- Tout le monde ne peut pas prendre le bus pour se rendre au travail ou à l'entraînement de football de ses enfants. L'abrogation de la taxe sur les carburants permettrait aux familles d'économiser 15 cents par litre, soit environ 30 dollars pour un pick-up Ford ou un monospace Dodge.
- Pour donner aux Britanno-Colombiens le même pain que les Canadiens de l'Atlantique sur la taxe carbone pour le chauffage domestique, il préconise d'abolir la taxe carbone pour tout le chauffage domestique.

Pour rendre les produits d'épicerie moins chers :

- les prix des produits d'épicerie ont atteint des sommets. La réduction de la taxe sur les carburants et l'annulation des hausses de la taxe sur le carbone rendront les produits d'épicerie moins chers en réduisant le coût de la culture et du transport des denrées alimentaires.
- Les familles qui n'ont pas les moyens de s'acheter une voiture de base ne devraient pas avoir à payer pour que les riches achètent des Teslas et autres VE de luxe. BC United supprimera cette aide injuste.

#### **Énergie et ressources**

Le parti déclare que :

- Les ressources naturelles de la Colombie-Britannique sont le moteur économique de notre province, mais le gouvernement actuel et les activistes veulent que les Britanno-Colombiens en aient honte. Il est temps d'arrêter de s'excuser pour nos ressources.
- Sous le gouvernement actuel, les projets d'extraction et de développement des ressources sont étouffés par des impôts élevés, la bureaucratie et l'incertitude. Il est temps de mettre fin à la culture du "non", de simplifier et d'accélérer les approbations, et de recommencer à faire de grandes choses.
- Il préconise de se lancer à fond dans le développement du gaz naturel liquéfié (GNL), afin de réduire la dépendance au charbon à l'étranger et de contribuer à une planète plus propre, tout en créant des emplois et en augmentant les salaires au niveau national.

## Conservation et développement durable

Le parti déclare que :

- le "CleanBC Plan" du gouvernement actuel supprimera des emplois et des chèques de paie et plongera la province dans une récession, sans rien faire pour l'environnement. Son propre modèle économique le confirme. Il préconise l'abandon du plan.
- La Colombie-Britannique devrait être une puissance en matière d'énergie propre, mais les politiques du gouvernement actuel ont annulé des projets d'énergie propre et ont rendu la province dépendante de l'énergie importée. Elle préconise des investissements massifs dans des projets d'énergie propre afin de rendre la Colombie-Britannique à nouveau indépendante sur le plan énergétique.

Pour protéger l'environnement et les ressources naturelles de la province, le parti préconise :

- la modernisation des services provinciaux de lutte contre les incendies. Le parti déclare que les flottes de pompiers de la Colombie-Britannique ont besoin d'aide. Il s'engage à mettre en place un service de lutte contre les incendies moderne et à temps plein, avec davantage de personnel de première ligne, une flotte d'avions provinciale élargie et une technologie de pointe en matière d'extinction des incendies pour protéger les habitations et les infrastructures.
- tirer parti de l'expertise locale en matière de lutte contre les incendies et des équipes d'intervention. Le parti déclare que l'expertise locale ne peut pas continuer à être ignorée dans la réponse aux incendies de forêt. Il s'engage à déployer des entrepreneurs locaux pour l'extinction rapide des incendies et à équiper en matériel et en ressources les équipes locales de lutte contre les incendies, y compris les Premières nations et les membres des communautés.
- Soutien immédiat aux personnes évacuées à la suite d'un incendie de forêt. Le parti déclare que les personnes évacuées et les communautés touchées par les incendies de forêt sont laissées sans soutien pendant trop longtemps dans le système actuel. Il s'engage à fournir un soutien financier automatique aux personnes évacuées au cours des 72 premières heures, ainsi qu'une aide efficace par le biais de services sociaux d'urgence rationalisés pour les personnes et les communautés.
- déplacer le ministère des forêts et réformer la gestion des forêts. Le parti déclare que les personnes qui prennent les décisions concernant les forêts provinciales devraient être issues des communautés concernées par ces décisions. Il s'engage à déplacer le ministère des forêts de Victoria à Prince George, afin de protéger les emplois forestiers des bureaucrates. Il préconise une révision radicale des pratiques de gestion forestière et la réduction des risques d'incendie de forêt par le biais d'une récolte sélective, de l'accélération de l'octroi des permis, de modifications de la réglementation et d'incitations financières.
- protection des espèces sauvages en déclin. Le parti déclare que les populations d'animaux sauvages de la province ont désespérément besoin d'aide. Il s'engage à investir 200 millions de dollars pour revitaliser les populations en déclin des espèces emblématiques de la Colombie-Britannique et leurs habitats, et à développer une stratégie avec des experts de l'industrie pour gérer durablement les ressources naturelles utilisées pour la chasse, la pêche et l'observation.
- établir un modèle de financement indépendant, géré par une nouvelle agence comprenant les détenteurs de titres et les parties prenantes afin de maximiser les fonds provinciaux, en attirant le soutien des ONG, des gouvernements locaux, des entreprises, et par de nouveaux moyens tels que les plaques d'immatriculation pour les espèces sauvages et les amendes.
- la restructuration de la surveillance des ressources naturelles, y compris la centralisation de la gestion des poissons, de la faune et de l'habitat au sein d'un ministère dédié, garantissant que les pratiques durables sont au premier plan de la gouvernance provinciale et qu'elles ne sont pas sapées par d'autres législations basées sur les ressources.

## Points à méditer : La gestion de la création

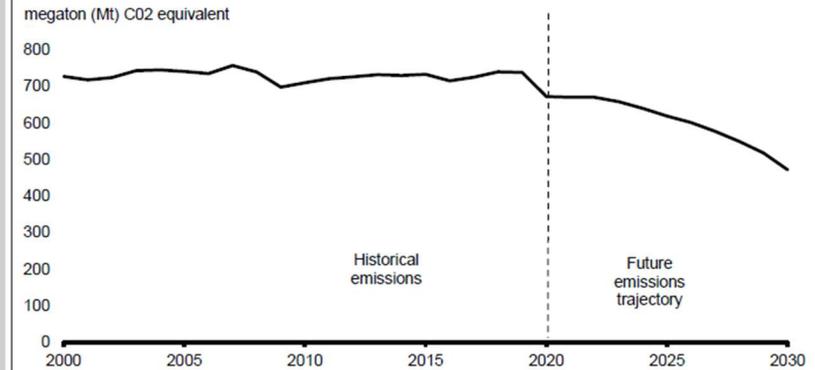
Les données suivantes sont très importantes pour qu'une conscience bien formée puisse les prendre en compte pour discerner son vote :

De nombreuses voix, dont celles des scientifiques, du Vatican et des Nations unies, s'accordent à dire que pour éviter un réchauffement catastrophique de la planète, avec pour conséquence une augmentation imprévisible du nombre et de la gravité des phénomènes météorologiques extrêmes, la perte de terres agricoles, en particulier dans les pays les plus pauvres, et l'effondrement des écosystèmes, l'augmentation de la température moyenne mondiale doit être limitée à 1,5 degré centigrade ; et que pour atteindre cette limite, les émissions de dioxyde de carbone, de méthane et d'oxyde nitreux doivent être réduites de moitié d'ici 2030 et ramenées à un niveau d'augmentation nette nul d'ici 2050. Le Canada s'est actuellement engagé à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 30 % par rapport aux niveaux de 2005 d'ici à 2030, mais, selon le vérificateur général, il pourrait ne pas atteindre cet objectif.

- Que peuvent ou doivent faire les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux, les organisations non gouvernementales, les familles et les particuliers, le cas échéant, pour contribuer à prévenir des dommages irréversibles, voire catastrophiques, à l'atmosphère terrestre ?
- Comment le gouvernement provincial peut-il ou doit-il orienter la Colombie-Britannique vers une économie et un mode de vie durables, adaptables et résilients, afin de protéger les générations futures et les habitants d'autres régions du monde, tout en permettant aux Britanno-Colombiens d'occuper des emplois durables sur le plan matériel et épanouissants sur le plan spirituel ?
- L'élimination des plastiques, des emballages et des outils à usage unique doit-elle devenir une priorité sociale ? Dans l'affirmative, que peuvent ou doivent faire les gouvernements fédéral ou provinciaux, ou les organisations locales ou caritatives ? Quelles sont les autres questions qui devraient figurer en tête de notre programme sur le climat ?

Graphique : Tendances à partir de 2020, extrait du budget fédéral du Canada 2023, p. 16

Chart 20  
Aggregate Historical and Future Trajectory of GHG Emissions, 2000-2030



Note: Historical data excludes effects from land use, land use change and forestry sector (LULUCF) while future emissions include these effects.

Source: Environment and Climate Change Canada (2022), National Inventory Report 1990-2020 and 2030 Emissions Reduction Plan.

## Famille, communauté et bien commun

Rôle de la famille | Soins de santé et soins aux personnes âgées | Éducation et jeunes travailleurs | Culture, arts et tourisme

**La priorité de la famille sur la société et l'État doit être affirmée. (Compendium de la doctrine sociale de l'Église)**

### L'enseignement catholique

Les exigences du bien commun... sont étroitement liées au respect et à la promotion intégrale de la personne et de ses droits fondamentaux. Ces exigences concernent avant tout l'engagement pour la paix, l'organisation des pouvoirs de l'État, un système juridique sain, la protection de l'environnement et la fourniture à tous des services essentiels, dont certains sont en même temps des droits de l'homme : alimentation, logement, travail, éducation et accès à la culture, transports. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 166*

#### Le rôle et le développement de la famille

**"Honore ton père et ta mère".**  
- le 4<sup>e</sup> commandement

La famille est la première unité de la société. C'est là que commence l'éducation et que la Parole de Dieu est cultivée pour la première fois. La priorité de la famille sur la société et l'État doit être affirmée. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 209-214*

L'Église enseigne que le rôle propre du gouvernement et des autres institutions humaines est de favoriser la vie et la dignité humaines en maintenant des conditions sociales qui nous permettent et nous encouragent à grandir de manière authentique et à servir Dieu les uns dans les autres, et donc à promouvoir ce qui est vraiment dans l'intérêt commun. Cela commence par l'encouragement et l'épanouissement des familles, ainsi que par le soutien aux personnes âgées et aux autres membres marginalisés de la société.



#### Rôle de la famille

Le parti déclare que :

- Il estime que la cellule familiale est essentielle au bien-être des individus et de la société, car c'est là que les enfants apprennent les valeurs et développent leur sens des responsabilités.
- Par conséquent, la législation et les programmes gouvernementaux doivent soutenir et respecter le rôle de la famille britannico-colombienne et le riche héritage de cette province où la cellule familiale a traditionnellement été valorisée et soutenue par le gouvernement.
- il croit au droit et au devoir des parents d'élever leurs propres enfants de manière responsable selon leur propre conscience et leurs propres croyances. Nous pensons qu'aucune personne, aucun gouvernement ni aucune agence n'a le droit d'interférer dans l'exercice de ce devoir, sauf dans le cadre d'une procédure légale régulière et uniquement lorsqu'il est raisonnablement possible de le faire.

#### Soins de santé et soins aux personnes âgées

Le parti déclare que le système de soins de santé de la Colombie-Britannique ne répond pas de manière adéquate aux besoins de tous les Britannico-Colombiens. Il existe actuellement une longue liste d'attente pour de nombreuses procédures médicales. En outre, de nombreux habitants des zones rurales doivent désormais parcourir de longues distances, parfois dans des conditions hivernales extrêmes, pour accéder à certains types de soins de santé.

Le parti préconise donc:

- couvrir le coût des hôpitaux en Colombie-Britannique par des paiements du gouvernement provincial sur une base de "performance", afin d'amener les administrations des hôpitaux à prendre conscience des coûts et des revenus et de les aider à rechercher la manière la plus rentable de traiter leurs patients et, dans de nombreux cas, d'offrir plus de services, plutôt que d'en offrir moins. Cela permettra de réduire les listes d'attente pour les opérations chirurgicales
- lorsque des prestataires de soins privés peuvent fournir un service de manière plus rentable et/ou plus rapide, les patients sont envoyés vers ces prestataires de soins privés et le coût de leurs services est pris en charge par le système de santé de la Colombie-Britannique. C'est ce que font actuellement la plupart des médecins, qui exploitent des cliniques privées à but lucratif en Colombie-Britannique
- en mettant à la disposition du patient ou de son parent survivant des copies de toutes les factures payées par le gouvernement provincial, y compris tous les paiements effectués à des établissements appartenant au gouvernement ainsi que tous les paiements effectués à des prestataires de soins de santé privés. Cela permettra aux habitants de la Colombie-Britannique de voir ce que les soins de santé coûtent aux contribuables et aux praticiens médicaux de savoir que leurs factures sont vues par le client
- créer un bureau de chirurgien général provincial pour superviser l'ensemble du système de soins de santé provincial et garantir l'équité des paiements aux hôpitaux et aux cliniques, ainsi que pour arbitrer les plaintes des patients.
- remédier à la pénurie de médecins et d'infirmières en accélérant l'accréditation des professionnels formés à l'étranger et en augmentant le nombre de places de formation dans les établissements d'enseignement provinciaux
- encourager la création de cliniques sans rendez-vous, y compris de cliniques offrant un service 24 heures sur 24, et encourager le personnel des salles d'urgence à orienter les patients non urgents vers ces cliniques sans rendez-vous, où ils peuvent être traités de manière plus rentable
- ouvrir ou rouvrir les hôpitaux qui ont été fermés dans les petites communautés de la Colombie-Britannique rurale, lorsque le nombre et/ou la distance par rapport aux hôpitaux existants le justifient, afin que moins de patients aient à parcourir de si grandes distances, parfois dans des conditions météorologiques extrêmes, pour accéder aux soins de santé primaires. Cela permettra également d'alléger la pression sur nos hôpitaux régionaux. Lorsque le nombre de patients le justifie, des soins palliatifs seront dispensés dans ces petits hôpitaux ruraux afin que les personnes en fin de vie puissent être plus proches de leur famille et bénéficier d'un certain confort.
- mettre l'accent sur la médecine préventive et promouvoir la forme physique et la nutrition comme clés d'une vie plus saine et pour réduire la demande sur nos installations de soins de santé. Cela inclura des programmes de santé et de remise en forme dans nos écoles, y compris l'éducation physique obligatoire de la maternelle à la 12<sup>e</sup> année.
- créer un groupe de travail sur les soins de santé qui consultera les professionnels de la santé et les résidents de la province et étudiera les services de soins de santé dans d'autres pays afin de déterminer ce qui fonctionne et ce qui pourrait être bénéfique pour les résidents de la Colombie-Britannique
- veiller à ce que les cinq principes de base de la loi canadienne sur la santé soient appliqués dans tout le pays, même si l'administration des services de santé relève de la

## Soins de santé

Les exigences du bien commun concernent avant tout l'engagement en faveur de la paix, un système juridique sain, la protection de l'environnement et la fourniture de services essentiels à tous, dont certains sont en même temps des objectifs à long terme de l'Union européenne.

les droits humains temporels : l'alimentation, le logement, le travail, l'éducation et l'accès à la culture, les transports, les soins de santé de base, la liberté de communication et d'expression, et la protection de la liberté religieuse.

Parmi les causes qui contribuent fortement au sous-développement et à la pauvreté, il faut mentionner l'analphabétisme, le manque de sécurité alimentaire, l'absence de structures et de services, les mesures inadéquates pour garantir les soins de santé de base, le manque d'eau potable et d'assainissement.

*Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 166, 447.*

## Soutien aux personnes âgées

Si les personnes âgées se trouvent dans des situations de souffrance et de dépendance, elles ont besoin non seulement de services de santé et d'une assistance appropriée, mais aussi et surtout d'être traitées avec amour.

*Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 222*

## L'éducation

Que Nazareth nous rappelle ce qu'est la famille, ce qu'est la communion d'amour, sa beauté pure et simple, son caractère sacré et inviolable ; qu'il nous aide à voir combien l'éducation familiale est douce et irremplaçable ; qu'il nous enseigne sa fonction naturelle dans l'ordre social. Qu'enfin nous apprenions la leçon du travail.

*Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 222 (citant St Paul VI, discours à Nazareth le 5 janvier 1964).*

compétence des provinces. Les résidents d'une province ou d'un territoire qui ont besoin d'une assistance ou de services médicaux lors d'un séjour ailleurs au Canada devraient avoir un accès aussi complet et égal à tous les établissements et services de soins de santé que les résidents de la province ou du territoire où ces services sont nécessaires.

### **Avortement, chirurgie non urgente et mort socialement assistée (MSA)**

Le parti déclare que :

- Bien que des avortements soient actuellement pratiqués par des professionnels de la santé britannico-colombiens, tant dans des établissements provinciaux que dans des cliniques privées, elle ne pense pas que les avortements (le meurtre de minuscules êtres humains) puissent être considérés comme des "soins de santé", ni que les contribuables britannico-colombiens, dont beaucoup sont consciencieusement opposés à l'avortement, devraient être contraints de les payer
- elle pense également que l'argent dépensé pour les avortements en Colombie-Britannique pourrait être mieux utilisé pour les soins aux femmes enceintes et le soutien aux nouvelles mères. De nombreuses études indiquent des effets négatifs sur la santé des femmes qui subissent des avortements, notamment le suicide, la dépression, les complications liées à l'accouchement et une incidence plus élevée de cancers du sein.
- c'est pourquoi le parti préconise de retirer l'avortement de la liste des interventions chirurgicales financées par les contribuables
- le parti estime en outre que les contribuables de la Colombie-Britannique ne devraient pas être contraints de payer pour des interventions chirurgicales qui ne sont pas nécessaires d'un point de vue médical. (L'avortement est une chirurgie électorale et n'est pas médicalement nécessaire).
- il préconise de rétablir l'accès aux informations statistiques sur les avortements pratiqués dans tous les hôpitaux et cliniques privées de la Colombie-Britannique, notamment en rendant obligatoire la documentation de toutes les procédures médicales en Colombie-Britannique. Ces informations doivent être mises à la disposition du public par le biais de demandes de liberté d'information.
- abroger la législation provinciale sur la "zone de bulle" (Access to Abortion Services ACT de 1995) et rétablir la liberté d'expression en C.-B.
- défendre les personnes âgées et les personnes handicapées contre les tentatives d'instaurer l'euthanasie et le suicide assisté dans la province de la Colombie-Britannique.

### **Soins de longue durée et soins à domicile**

Le parti préconise :

- l'ouverture d'un plus grand nombre d'établissements de soins de longue durée en Colombie-Britannique afin de sortir les patients de nos hôpitaux et de les placer dans un environnement plus confortable, et de libérer des lits d'hôpitaux pour les patients en soins aigus.
- l'ouverture d'un plus grand nombre d'établissements de soins de proximité dans les zones rurales de la Colombie-Britannique, afin de soulager nos hôpitaux dans ces communautés
- l'augmentation de l'offre de soins à domicile et le rétablissement des services d'entretien ménager et autres, afin que davantage de personnes âgées puissent vivre dignement chez elles et que la demande de soins hospitaliers coûteux soit encore réduite

## Éducation et jeunes travailleurs

### **Enseignement primaire et secondaire**

Le parti affirme que :

- les parents sont les premiers éducateurs de leurs propres enfants. Un gouvernement CHP-BC protégera le droit des parents à choisir le meilleur type d'enseignement pour leurs enfants.
- Les fonds provinciaux alloués à l'éducation des enfants britannico-colombiens dans les écoles primaires et secondaires "suivront l'élève" et seront dirigés vers l'établissement scolaire choisi par les parents. Le "choix de l'école" signifie que les parents peuvent choisir la meilleure école pour leurs enfants et que l'allocation provinciale par élève sera dirigée vers cette école, qu'il s'agisse d'une école publique, d'une école à charte, d'une école indépendante ou d'une école à domicile.
- veiller à ce que le ministère de l'éducation établisse des normes académiques minimales pour s'assurer que les établissements ou les écoles à domicile dotent les élèves de connaissances et de compétences de base adéquates, ainsi qu'un "tarif par élève" qui s'appliquera à tous les élèves de la Colombie-Britannique. - Lorsque des établissements extérieurs au système scolaire public sont en mesure de fournir une éducation équivalente ou supérieure à un coût inférieur, le ministère ajustera les frais en conséquence pour tous les élèves, ce qui constituera une incitation à l'excellence et à la rentabilité
- aucune école financée par l'argent des contribuables n'enseignera/promouvra/condamnera les dommages physiques
- en veillant à ce que les bénévoles et les employés rémunérés non agréés soient autorisés à fournir des services non académiques pour les écoles indépendantes. La rémunération de ces services sera entièrement laissée à la discrétion de l'organe directeur des écoles indépendantes
- négocier les salaires et les conditions de travail des enseignants des écoles publiques à l'échelle de la province
- mettre fin à la pratique selon laquelle les écoles de la Colombie-Britannique financées par les contribuables sont utilisées pour promouvoir l'ingénierie sociale en matière de sexualité humaine, d'orientation sexuelle, etc. Les parents sont les premiers responsables de l'éducation morale de leurs enfants. Les éducateurs publics ont pour mission - pendant le temps précieux où les enfants sont sous leur responsabilité et leur surveillance
- de soutenir les parents en tant que modèles, et non d'usurper leur autorité ou de saper les valeurs enseignées à la maison. À cette fin, l'accord Corren de 2005
- qui prévoit l'abandon de la promotion généralisée de la "lutte contre les brimades" en tant que stratégie visant à promouvoir d'autres modèles sexuels et familiaux - sera abandonné. Tous les élèves seront protégés contre toutes les formes d'intimidation, y compris les pressions exercées par les enseignants et les pairs pour qu'ils se conforment aux nouvelles normes en matière d'étiquetage et d'attitudes sexuelles.

Le maintien de l'emploi dépend de plus en plus des capacités professionnelles de chacun. Les systèmes d'instruction et d'éducation ne doivent pas négliger la formation humaine ou technologique, qui est nécessaire à l'exercice rémunéré des responsabilités.

Il faut apprendre aux jeunes à agir de leur propre initiative, à accepter la responsabilité d'affronter avec des compétences adéquates les risques liés à un contexte économique fluide et souvent imprévisible dans son évolution. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 289, 290.*

### Culture, arts et tourisme

Face à la rapidité des progrès technologiques et économiques, et à la transformation tout aussi rapide des processus de production et de consommation, un important travail éducatif et culturel s'impose d'urgence. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 376, 401*

Certains pays économiquement prospères ont tendance à être proposés comme modèles culturels aux pays moins développés ; au contraire, chacun de ces pays devrait être aidé à grandir de manière distincte et à développer sa capacité d'innovation tout en respectant les valeurs de sa propre culture. Le désir superficiel et pathétique d'imiter les autres conduit à copier et à consommer au lieu de créer, et favorise le manque d'estime de soi au niveau national.

Nous oublions qu'il n'y a pas pire forme d'aliénation que de se sentir déraciné, de n'appartenir à personne. Une terre ne sera féconde, et ses habitants ne porteront des fruits et ne donneront naissance à l'avenir, que dans la mesure où elle pourra favoriser le sentiment d'appartenance de ses membres, créer des liens d'intégration entre les générations et les différentes communautés, et éviter tout ce qui nous rend insensibles aux autres et conduit à une plus grande aliénation. *Pape François, Fratelli tutti, 51-53*

- la promotion d'une norme de conduite élevée pour tous les élèves et les enseignants, y compris des références positives à l'abstinence, à la chasteté et au mariage.

### L'enseignement postsecondaire

Afin de promouvoir l'emploi et la création d'emplois, le parti préconise :

- l'encouragement et le soutien aux résidents de la Colombie-Britannique qui souhaitent terminer leurs études jusqu'à la douzième année d'études incluse
- dans la mesure où les contribuables peuvent en financer le coût, en augmentant les dépenses provinciales consacrées à l'éducation dans les instituts techniques, les collèges et les universités en accordant des prêts aux étudiants qui en font la demande et qui remplissent les conditions minimales requises. Ces prêts pourront être annulés pour les étudiants de l'enseignement post-secondaire qui obtiennent un diplôme dans un établissement de la Colombie-Britannique et qui continuent à vivre, à travailler et à payer des impôts dans la province. L'annulation des prêts sera calculée au prorata sur une période de dix ans. Si un diplômé cesse d'être résident de la Colombie-Britannique à tout moment au cours des dix années suivant l'obtention de son diplôme, la partie non remboursée du prêt étudiant, calculée au prorata, deviendra exigible.



### Rôle et développement de la famille

Le parti préconise - une aide à tous les nouveaux parents pour la prise en charge directe des frais de garde, tout en incitant le secteur privé à créer de nouvelles places de garde. Ce plan inclut la formation de partenariats avec les municipalités.

### Soins de santé et soins aux personnes âgées

Le parti déclare que :

- il préconise une réforme sérieuse et substantielle des soins de santé. Les performances du système de santé de la Colombie-Britannique tout au long de la pandémie de COVID-19 ont été catastrophiques. Les pénuries chroniques de médecins, d'infirmières et de capacités de soins intensifs sont devenues douloureusement évidentes. Il est temps de procéder à une réforme sérieuse.
- Il soutient le choix et la concurrence dans les soins de santé, permettant le choix et la concurrence dans la prestation des services de soins de santé tout en maintenant l'accès universel pour tous les Britanno-Colombiens et en mettant fin à l'action en justice du gouvernement contre les cliniques privées et en libérant le pouvoir d'innovation du secteur privé.
- il préconise de réduire les temps d'attente dans le domaine de la santé. À moins que la province n'adopte des réformes audacieuses, les Britanno-Colombiens continueront à souffrir de délais déraisonnables pour de nombreuses procédures médicales. Réformer le financement des hôpitaux pour encourager la production - comme l'ont fait de nombreux pays européens (et l'Australie) pour améliorer les résultats.
- Il préconise l'augmentation du nombre de médecins et d'infirmières, notamment en incitant les établissements d'enseignement postsecondaire à former davantage d'infirmières autorisées, d'infirmières auxiliaires et de médecins, en accordant la priorité au financement et au soutien du gouvernement pour ces programmes et ces étudiants.
- il soutient l'opposition et l'abrogation du projet de loi 36. Les professionnels de la santé de la Colombie-Britannique ont droit à la liberté de conscience et à l'autonomie corporelle. En vertu du projet de loi 36, les travailleurs de la santé que nous applaudissions autrefois comme des "héros de première ligne" pourraient être condamnés à des amendes ou emprisonnés pour avoir refusé les décrets gouvernementaux, y compris les mandats de vaccination COVID. Elle s'oppose à ce projet de loi.

### Éducation et jeunes travailleurs

Le parti déclare que :

- il soutient les choix des parents. Les parents ont le droit de déterminer comment et où leurs enfants seront éduqués. Le gouvernement doit fournir un financement juste et raisonnable aux familles pour le type d'éducation qu'elles choisissent pour leurs enfants. Il peut s'agir d'un enseignement public, privé ou à domicile.
- Il préconise de supprimer l'idéologie de la salle de classe. Les préjugés politiques et l'idéologie n'ont pas leur place dans le programme d'enseignement de la Colombie-Britannique et doivent être supprimés immédiatement. Les écoles doivent être des lieux d'apprentissage et non des outils d'activisme et d'endoctrinement.
- Elle soutient la protection de la liberté d'expression sur les campus. Les universités et les collèges qui ne soutiennent pas et ne défendent pas la liberté d'expression sur le campus seront défaits. L'argent du contribuable ne sera pas utilisé pour soutenir des lieux de censure et d'intimidation.
- il préconise la réaffectation des fonds destinés à l'enseignement postsecondaire. Les fonds publics alloués aux établissements d'enseignement postsecondaire seront réaffectés à la promotion et à l'encouragement de la formation dans des domaines essentiels tels que la médecine, l'ingénierie et les métiers spécialisés.



### Rôle et développement de la famille

Le parti déclare que :

- les familles sont soumises à une pression énorme en Colombie-Britannique aujourd'hui. La génération qui élève de jeunes enfants doit jongler avec de longues heures de travail et de multiples exigences, alors que les revenus des ménages stagnent et que les coûts du logement montent en flèche
- son plan de soutien aux jeunes familles est conçu pour donner aux parents la possibilité de trouver un équilibre qui leur convienne. Les parents qui choisissent de travailler bénéficieront d'un meilleur accès à des services de garde d'enfants de qualité et de modalités de travail plus souples ; ceux qui choisissent de rester à la maison avec leurs enfants recevront un complément de revenu et nous encourageons les formules de travail flexibles pour aider les gens à trouver un équilibre.
- une première priorité est d'accélérer la mise en place d'un système universel de garde d'enfants. Il est bien établi que la pandémie de COVID-19 a eu des effets disproportionnés sur les femmes et que nous risquons de perdre tous les progrès réalisés dans la participation des femmes au marché du travail au cours des dernières décennies, si nous ne mettons pas en place des programmes ciblés pour soutenir les femmes. Mais il ne suffit pas de fournir des services de garde d'enfants. En créant des places, nous ne devrions pas renforcer un système défectueux qui dépend trop des prestataires à but lucratif. Nous devons également améliorer la flexibilité pour les parents en leur donnant la possibilité de trouver le bon équilibre entre le travail et la famille en fonction de leurs besoins. Il est temps de dépasser l'approche du XXe siècle en matière de vie professionnelle et de mettre en place des mesures de soutien qui tiennent compte des besoins des familles d'aujourd'hui.

Le parti préconise :

- Soutenir les parents au foyer, en fournissant jusqu'à 500 \$ par mois aux familles avec des enfants de moins de 3 ans et un parent au foyer.

### **Garde d'enfants**

Le parti préconise

- un programme complet pour la garde d'enfants et une augmentation du financement des programmes de garde d'enfants de 674 millions de dollars en 2020/21 à 897 millions de dollars en 2023/24. Ce montant s'ajoute au financement de 300 millions de dollars pour l'éducation préscolaire des enfants de 3 et 4 ans qui est inclus dans le budget de l'éducation. Le financement couvrirait la mise en place progressive des différents éléments de ce plan pour un programme complet qui inclurait :

- \* l'expansion des espaces physiques disponibles, en donnant la priorité aux partenariats avec les écoles publiques, les organisations communautaires à but non lucratif et les Premières nations

- \* la gratuité de la garde d'enfants pour les parents qui travaillent et qui ont des enfants de moins de 3 ans ;

- \* des possibilités de développement professionnel pour accroître les qualifications des travailleurs des services de garde d'enfants existants, et la formation d'un plus grand nombre d'éducatrices de la petite enfance dans des programmes agréés ;

- \* l'établissement de salaires professionnels pour les éducatrices de la petite enfance.

- le maintien des subventions et des aides à la garde d'enfants, en fonction des besoins, afin de garantir un soutien financier adéquat à toutes les familles.

- le rattachement du ministère d'État chargé de l'enfance au ministère de l'éducation, en reconnaissance de l'importance de l'éducation et de la formation des jeunes enfants dans les résultats scolaires de nos enfants.

Afin de favoriser des modalités de travail flexibles, le parti préconise de prendre les premières mesures pour mettre en place des politiques qui garantissent aux familles un choix viable entre reprendre un travail à temps plein, rester à la maison ou concilier les deux, y compris :

- en consultation avec les entreprises, les syndicats et d'autres parties prenantes, étudier les possibilités de réduction de la semaine de travail ou d'assouplissement des horaires de travail. Par exemple, encourager les employeurs à adopter une semaine de travail de quatre jours, ou des horaires réduits pour une semaine de travail standard tout en conservant le statut de travailleur à temps plein afin de maintenir les avantages sociaux, ou encore des arrangements de semaine de travail modifiée.

- soutenir le télétravail afin d'économiser du temps de trajet

- aider les employeurs à continuer à soutenir le télétravail lorsque c'est possible

- renforcer les investissements pour fournir un accès à l'internet à haut débit dans toute la Colombie-Britannique

### **Soins de santé et soins aux personnes âgées**

Le parti déclare que : - si une crise peut faire ressortir ce qu'il y a de meilleur chez les gens, elle peut aussi révéler les fissures de la société qui sont masquées en temps normal. C'est précisément ce qu'a fait la pandémie de COVID, en mettant en lumière les crises des soins aux personnes âgées, de la santé mentale et de la toxicomanie. - La crise des soins aux personnes âgées est une tempête parfaite alimentée par le nombre croissant de personnes âgées, le coût des soins, la capacité inadéquate des autorités sanitaires à fournir les soins, le personnel surmené et sous-estimé, la sous-traitance des soins aux personnes âgées à des maisons de soins privées à but lucratif et l'incapacité du gouvernement à garantir le maintien de la qualité des soins. - Les soins de santé

mentale sont également défaillants à tous les niveaux, de l'intervention précoce pour les enfants et les jeunes aux soins tertiaires pour les adultes souffrant de problèmes psychologiques complexes, le système ne dispose pas de ressources suffisantes, les gens attendant des semaines et des mois pour obtenir une aide financée par l'État, et l'aide qu'ils reçoivent ne répond pas toujours entièrement à leurs besoins. -

Dans le même temps, la Colombie-Britannique est en proie à deux autres crises sanitaires très graves. Depuis le début du printemps 2020, la Colombie-Britannique est l'épicentre de la crise des opioïdes au Canada. Les gouvernements successifs n'ont pas réussi à fournir des options de traitement adéquates pour les toxicomanes et la dépendance aux drogues toxiques de la rue. Les décès par overdose ont fortement augmenté pendant la pandémie, en raison des ruptures d'approvisionnement qui ont entraîné une augmentation des niveaux de toxines dans les drogues vendues dans la rue. - Bon nombre de ces problèmes ont été causés par les années d'austérité du gouvernement précédent, lorsque la

province pensait qu'économiser de l'argent en n'investissant pas dans les services destinés à nos proches était une bonne idée. Le gouvernement actuel prend des mesures dans la bonne direction, mais il reste encore beaucoup de chemin à parcourir

### **Soins primaires**

Le parti déclare que :

- Les Britanno-Colombiens sont à juste titre fiers du système de santé provincial et de ses travailleurs de santé de première ligne, y compris dans la réponse au COVID-19.
- Après le COVID, l'une des priorités les plus importantes est de s'attaquer à la pénurie de médecins de famille en C.-B. Les gouvernements successifs ont eu du mal à augmenter le nombre de médecins de famille. Les gouvernements successifs ont lutté pour augmenter le nombre de médecins de famille en Colombie-Britannique. médecins disponibles.
- Elle continuera à travailler avec les médecins et d'autres parties prenantes pour améliorer les incitations à l'installation de médecins de famille en Colombie-Britannique. Les médecins qualifiés formés à l'étranger peuvent également jouer un rôle plus important dans la prestation de services dans notre province.
- Il a aidé le dernier gouvernement à promouvoir la création de réseaux de soins primaires. Ces équipes interprofessionnelles et intégrées offrent un meilleur accès aux physiothérapeutes, aux infirmières praticiennes, aux sages-femmes, aux diététiciennes et à d'autres professionnels de la santé, ce qui contribue à alléger le fardeau des médecins et à accroître leur capacité à prendre de nouveaux patients. - Les réseaux de soins primaires auront besoin d'un soutien continu pour atteindre leurs objectifs.
- L'accessibilité des soins fait partie d'une autre valeur fondamentale du parti, qui consiste à veiller à ce qu'une part beaucoup plus importante des dépenses de santé soit affectée au soutien de la prévention.

Le parti préconise

- la poursuite du déploiement des réseaux de soins primaires afin d'élargir l'accès aux services de santé, tout en augmentant le nombre de Britanno-Colombiens ayant un médecin de famille.
- la mise en œuvre d'un programme de médicaments essentiels, conçu pour réduire le coût des médicaments sur ordonnance et faire en sorte que le coût des médicaments ne soit pas un obstacle à la gestion de la santé.
- la création d'un groupe de travail chargé d'élaborer un plan de rééquilibrage des ressources entre les soins aigus et les soins préventifs, y compris l'examen du financement et de la gamme de services couverts par le système de soins de santé, afin de garantir une combinaison de services qui répond mieux aux besoins de la population en matière de traitement et de prévention.
- des consultations avec les médecins et d'autres parties prenantes pour améliorer l'efficacité, réduire l'administration et encourager les services de médecine générale.
- la collaboration avec le College of Physicians and Surgeons de la province pour créer une voie permettant aux médecins qualifiés formés à l'étranger d'exercer en Colombie-Britannique.

### **Soins aux personnes âgées**

Le parti déclare que :

- depuis des années, de sérieuses questions ont été soulevées au sujet de la responsabilité, du suivi et de la surveillance financière dans les foyers de soins de longue durée de la Colombie-Britannique. La pandémie de COVID a exacerbé et a mis en lumière ces questions, montrant que nos aînés ont subi les pires conséquences de la pandémie. Elles méritent bien mieux que les soins qu'elles ont reçus.
- il préconise un débat plus large sur la façon dont les gens vieillissent et sur les moyens de réduire l'isolement des personnes âgées. Nous devrions élargir notre imagination quant à la place qu'occupent les personnes âgées dans nos quartiers, nos communautés et notre société.
- Les salaires et les conditions de travail dans le secteur doivent être améliorés, et la question de la propriété à but lucratif dans le système public de soins doit être réexaminée. L'argent public soutient les personnes placées dans des maisons de soins, qu'elles soient gérées par les autorités sanitaires, des organisations à but non lucratif ou des entreprises privées.
- Il convient de s'assurer que les entreprises qui existent aujourd'hui respectent les normes requises pour des soins adéquats. Il y a beaucoup trop peu de comptes à rendre sur la manière dont les fonds publics sont utilisés. Il faudrait mettre en place des inspections annuelles et exiger des états financiers normalisés et des rapports de dépenses vérifiés de tous les établissements privés, afin de s'assurer que les fonds publics sont utilisés pour améliorer les résultats des soins de santé pour les personnes âgées, et non pour générer davantage de profits pour les actionnaires.
- Par-dessus tout, le secteur devrait s'éloigner d'un modèle d'entreprise privée à but lucratif. Nos aînés ne sont pas une marchandise qui doit rapporter des bénéfices à un investisseur - ce sont nos parents, nos grands-parents. Il est temps que l'argent de nos impôts soit détourné des soins de longue durée à but lucratif en Colombie-Britannique et que nous mettions en place un système de soins aux personnes âgées accessible et de grande qualité dans cette province.

Le parti préconise :

- commencer à faire passer le secteur d'un modèle d'entreprise privée à but lucratif à un mélange de services publics, non lucratifs et communautaires et de coopératives
- veiller à ce que les fonds publics ne soient utilisés que pour soutenir les soins directs aux personnes âgées, et renforcer la responsabilité en exigeant des inspections annuelles, des états financiers et des rapports de dépenses vérifiés

- en faisant des aidants une profession de santé reconnue, avec le salaire qu'ils méritent
- en soutenant des projets pilotes qui rapprochent les jeunes et les personnes âgées et intègrent plus profondément les personnes âgées dans les communautés
- en donnant au Bureau du défenseur des personnes âgées une plus grande indépendance et un mandat élargi.

### **Soins de santé mentale**

Le parti déclare que :

- un nombre croissant de Britanno-Colombiens sont aux prises avec des problèmes de santé mentale et nous devons les traiter comme n'importe quel autre problème de santé en leur accordant les ressources nécessaires dans notre système public.
- Les soins de santé mentale sont défaillants à tous les niveaux, de l'intervention précoce pour les enfants et les jeunes jusqu'aux soins tertiaires pour les adultes souffrant de problèmes psychologiques complexes. Outre les préoccupations liées à la pandémie, les jeunes sont également confrontés aux crises aggravantes du changement climatique et de l'accessibilité financière. Les jeunes sont les leaders émergents de notre province et ils devraient être confiants et enthousiastes quant à leur avenir.
- La protection de notre santé mentale, comme il en existe une pour la santé physique, commence par l'amélioration de l'accessibilité aux services de santé mentale. Les données montrent clairement que le manque d'accès aux soins de santé mentale est plus prononcé chez les personnes ayant des revenus plus faibles, moins d'années d'études, ainsi que chez les groupes vulnérables et minoritaires.
- Le manque d'options en matière de santé mentale pour la majorité de la population a entraîné de nombreux problèmes avant même l'apparition du COVID-19. Si nous voulons vraiment reconstruire une province plus forte, l'amélioration de l'accessibilité et de l'abordabilité des services de santé mentale doit être une priorité à l'avenir.
- Le manque d'accès a conduit notre système médical à devenir le prestataire de facto pour les personnes souffrant de problèmes de santé mentale. Cependant, ce système n'a pas la capacité de traiter ces personnes de manière appropriée, ce qui les conduit à surutiliser le système de santé médicale parce que leurs besoins en matière de santé mentale ne sont pas traités.
- Pour de nombreux patients, il suffit de quelques rendez-vous avec un professionnel de la santé mentale pour améliorer de manière significative leur santé mentale et physique. Nous devons investir dans les services de santé mentale à chaque étape de la vie des Britanno-Colombiens afin de les aider à mener une vie saine et épanouissante.

Le parti préconise

- investir pour mettre en place un système de santé mentale abordable et accessible, où le coût n'est pas un obstacle à la recherche d'aide.
- allouer 1,0 milliard de dollars sur un cycle de quatre ans pour les soins de santé mentale dans le cadre du plan de services médicaux. Des fonds devraient être alloués à un ensemble complet d'initiatives comprenant : (1) l'établissement d'options de traitement de la santé mentale accessibles à tous ceux qui luttent contre l'anxiété ou la dépression ; (2) l'intervention précoce, les initiatives de santé mentale des jeunes, les soins primaires intégrés spécifiques aux jeunes et à la santé mentale permettant aux familles de naviguer facilement dans les ressources dans un environnement favorable ; (3) les options communautaires pour répondre à ceux qui ont besoin de soins de santé mentale et à leurs familles, telles que Clubhouse International ; et (4) l'amélioration des services de conseil de proximité pour travailler avec la communauté des sans-abri.
- allouer 200 millions de dollars par an pour investir dans des établissements fournissant des services de santé mentale et des centres communautaires de santé mentale et de réadaptation ; accélérer les plans d'investissement pour la construction d'établissements de soins tertiaires et de lits de désintoxication ; et protéger le financement du fonctionnement des établissements.
- l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de lutte contre la solitude
- une campagne d'information publique pour accroître la sensibilisation et fournir des informations sur les endroits où obtenir de l'aide.

### **Crise des opioïdes**

Le parti déclare que :

- La Colombie-Britannique est au cœur de la pire crise de surdose qu'elle ait jamais connue. Environ 170 Britanno-Colombiens meurent chaque mois d'overdoses liées à l'approvisionnement en drogues illégales et toxiques. Depuis qu'une urgence de santé publique a été déclarée en 2016, plus de 6 000 personnes en Colombie-Britannique sont mortes d'une surdose évitable. COVID-19 a rendu la situation plus dangereuse pour les personnes qui consomment des drogues en perturbant les sources d'approvisionnement et en réduisant les services en place pour aider les gens à rester en sécurité. Les politiques en matière de drogues doivent soutenir la santé publique et être basées sur une réponse compatissante et fondée sur des preuves. La clé de cette approche est de fournir aux personnes qui consomment des drogues des ressources adéquates pour minimiser les risques liés à la consommation de drogues et soutenir la santé individuelle et publique.
- Les interventions de réduction des risques, telles que la fourniture de matériel stérile, les services de consommation supervisée, les sites de prévention des overdoses et la naloxone, sont rentables et essentielles pour garantir que les personnes exposées au risque d'overdose restent en vie. Il a été prouvé que la réduction des risques réduisait les risques de maladies transmissibles, prévenait les décès par overdose, réduisait les troubles à l'ordre public et créait des liens permettant aux personnes d'accéder aux services de santé et de suivre un traitement.
- La décriminalisation de la possession personnelle de drogues est une option politique de plus en plus demandée par les experts. Récemment préconisée par l'Association canadienne des chefs de police et par le Dr Bonnie Henry, responsable provincial de la santé en Colombie-Britannique, la décriminalisation réduira la stigmatisation de la consommation de drogues, qui crée des obstacles à l'accès à d'importants services de santé. Elle nous permettrait de réduire les coûts du maintien de l'ordre et du système de justice pénale, que nous pourrions réaffecter à l'amélioration des programmes de traitement et d'éducation fondés sur des données probantes.
- Face à l'offre illégale et toxique de drogues, la sécurité de l'approvisionnement est une intervention cruciale pour assurer la sécurité des personnes. En donnant accès à des alternatives par l'intermédiaire de médecins et d'infirmières, l'approvisionnement sûr aide les personnes à risque d'overdose à entrer en contact avec des professionnels de la santé

et à réduire le risque de décès par overdose.

- L'une des crises les plus urgentes de notre génération n'a pas encore reçu l'attention et l'action qu'elle mérite. Grâce à un leadership courageux et fondé sur des données probantes, nous pouvons changer cette situation et sauver des vies.

Le parti préconise

- l'augmentation de l'approvisionnement sûr au-delà de son niveau actuel en (1) travaillant avec les collègues de médecins et de pharmaciens pour encourager leurs membres à participer aux programmes existants ; (2) le financement d'une gamme plus large de ressources d'approvisionnement sûr, y compris des moyens de distribution à faible barrière (par exemple des distributeurs automatiques) ; et (3) la consultation continue des personnes qui consomment des drogues afin de créer des programmes accessibles et à faible barrière.

- l'amélioration du financement des services de réduction des risques et la création de plans adaptés à COVID afin de s'assurer que les personnes y ont accès et ne consomment pas seules.

- la décriminalisation de la simple possession de drogues par : (1) la décriminalisation de la simple possession par la mise en œuvre des amendements recommandés par le Dr. Bonnie Henry à la loi sur la police, et (2) la poursuite de la décriminalisation avec le gouvernement fédéral pour la C.-B.

## Éducation et jeunes travailleurs

### L'éducation

Le parti déclare que :

- La Colombie-Britannique entre dans une période de changements économiques rapides, où beaucoup des emplois que nos enfants occuperont n'existent pas encore, et où ils utiliseront des technologies qui n'ont pas encore été inventées pour résoudre les incroyables défis de la société

- l'éducation doit être repensée pour préparer nos enfants à cet avenir, et leur inculquer un engagement envers l'apprentissage tout au long de la vie. La capacité d'adaptation, la persévérance, la résolution de problèmes et la créativité sont quelques-unes des compétences les plus importantes que nos enfants apprendront. - Après seize années d'austérité, les classes sont trop nombreuses, les salaires des enseignants peinent à être compétitifs au niveau national et les districts scolaires ont du mal à trouver les fonds nécessaires pour garantir une éducation de qualité à tous les élèves.

Pour garantir une éducation de qualité, des environnements scolaires sûrs et une certaine flexibilité pour les parents et les élèves, le parti préconise de

- veiller à ce que chaque district scolaire dispose des ressources nécessaires pour développer des options crédibles et solides d'apprentissage à distance et d'apprentissage hybride, afin de s'assurer que même lorsqu'ils apprennent à la maison, les élèves sont en mesure de garder un lien avec l'école qu'ils fréquentent et la communauté dans laquelle ils vivent

- soutenir la santé mentale des élèves grâce à un nouveau financement de 24 millions de dollars pour augmenter le nombre de conseillers dans les écoles, à partir de l'année scolaire en cours

- élaborer et mettre en œuvre un plan à l'échelle de la province pour lutter contre le racisme qui existe dans les écoles, et s'engager à un financement supplémentaire et continu pour approfondir le travail de réconciliation et d'éducation autochtone dans l'ensemble de la maternelle à la 12e année

Pour aider à soutenir l'intégration de l'éducation de la petite enfance (EPE) dans notre système scolaire public, le parti préconise :

- d'allouer 300 millions de dollars de nouveaux fonds pour commencer à mettre en place progressivement jusqu'à 25 heures de programmes gratuits d'éducation de la petite enfance par semaine pour les enfants de 3 et 4 ans, puis 550 millions de dollars au fur et à mesure de l'augmentation de la capacité

- de fournir 100 millions de dollars de nouveaux fonds pour créer un nouveau programme d'investissement au sein du ministère de l'Éducation afin de financer la rénovation et l'agrandissement des écoles existantes pour accueillir des espaces d'EPE

Pour aider à résoudre le problème de l'accessibilité financière, pour veiller à ce qu'aucun enfant n'aille à l'école le ventre vide et pour mieux intégrer la nutrition dans notre programme scolaire, le parti préconise un nouveau fonds de 25 millions de dollars pour les districts scolaires afin de développer un programme alimentaire pour leurs écoles dans leur district, y compris :

- des propositions à développer par le district pour s'assurer que les besoins locaux sont pris en compte

- conditionner le financement en s'assurant que le programme intègre la nutrition dans le curriculum et en démontrant comment le plan éliminerait la stigmatisation associée à l'accès aux programmes alimentaires

- travailler avec les partenaires de l'éducation sur un plan à long terme pour l'amélioration du financement provincial par élève, y compris : s'attaquer aux disparités persistantes en matière de salaires, de taille et de composition des classes entre les districts, d'accès aux orthophonistes et aux psychologues scolaires, et de développement de nouvelles ressources pour les élèves ayant des besoins particuliers

- commencer par le développement d'une nouvelle formule de financement qui soutienne un système éducatif du 21e siècle

- doubler le financement de la B. C. Access Grant pour aider à soutenir les étudiants postsecondaires et les élèves ayant des besoins particuliers. C. Access Grant pour aider les étudiants à temps partiel de l'enseignement postsecondaire et ceux qui sont inscrits dans des programmes pluriannuels.

## Culture, arts et tourisme

Le parti déclare que :

- les petites entreprises ont été profondément touchées par la pandémie de grippe aviaire. Non seulement en ce qui concerne les coûts, mais aussi l'incertitude quant à l'avenir, le fait de ne pas savoir si ce qu'elles ont construit va durer ou si elles vont devoir licencier des employés
- pour les opérateurs touristiques, les difficultés ont été exacerbées par la fermeture des frontières et les interdictions de voyager
- le simple fait est que le gouvernement provincial n'a pas fait assez pour relever les défis auxquels sont confrontés nos petites entreprises et notre secteur du tourisme.

Le parti préconise d'allouer 300 millions de dollars à la création d'un programme d'aide au loyer de 6 mois pour les petites entreprises, notamment :

- pour les entreprises éligibles, couvrant 25 % des coûts de location. Les critères seraient notamment la limitation à 50 000 dollars des coûts de location mensuels.
- réorganiser le programme de subventions provinciales afin de mettre l'accent sur le soutien aux petits opérateurs touristiques
- collaborer immédiatement avec l'industrie pour établir des critères logiques
- l'accélération du calendrier afin que les subventions puissent commencer à être versées immédiatement
- travailler avec les entreprises touristiques à but non lucratif, les installations culturelles et les attractions pour développer un programme de subvention distinct qui garantira que ces entreprises emblématiques pourront survivre à COVID 19 et au-delà.
- collaborer avec le gouvernement fédéral pour mettre en place un programme de prêts remboursables pour le secteur de l'hôtellerie et de la restauration et pour les opérateurs touristiques qui dépassent les critères du programme de subvention pour les petits opérateurs touristiques.



## Rôle de la famille

Le parti n'a publié aucune déclaration officielle concernant sa conception du rôle de la famille dans la société.

## Soins de santé et soins aux personnes âgées

Le parti déclare que :

- la province dispose actuellement d'un système de santé à payeurs multiples dans lequel les travailleurs blessés au travail (WCB), les personnes blessées dans des accidents (ICBC), la GRC, les forces armées, les employés fédéraux, les politiciens et même les prisonniers fédéraux peuvent accéder à des soins en dehors du système public et obtenir des procédures et des interventions chirurgicales très rapidement.
- 65 000 interventions chirurgicales sont effectuées chaque année en Colombie-Britannique dans les dizaines de centres de chirurgie privés qui fonctionnent depuis des décennies.
- En outre, de nombreux services médicalement nécessaires, tels que les médicaments sur ordonnance, les transports en ambulance, les soins dentaires et les conseils en matière de santé mentale, sont exclus de notre système public, en dépit de leur importance pour les résultats en matière de santé. Les usagers paient pour ces services ou souscrivent une assurance privée qui prend en charge une partie ou la totalité des coûts.
- sa police ne modifierait pas ce modèle, puisque les 70 % restants du système de santé sont financés directement par le gouvernement provincial, conformément à la loi canadienne sur la santé.
- De nombreux gouvernements provinciaux consécutifs ont tenté de s'attaquer à la part croissante de leur budget consacrée aux soins de santé. Ils ont tenté d'accroître l'efficacité de notre système actuel, d'améliorer l'éducation sanitaire générale des citoyens, de réduire les temps d'attente et de mettre en œuvre de nombreuses autres réformes bien intentionnées. Ce qui a été présenté à maintes reprises comme des solutions de rechange a à peine fait bouger l'aiguille. Les soins de santé absorbent 40 % du budget provincial.
- Avec le vieillissement démographique, l'augmentation de la population et la disponibilité croissante de nouveaux traitements vitaux, les dépenses de santé devraient augmenter de 6 % par an, dépassant ainsi la croissance économique et augmentant la part du budget consacrée aux soins de santé (jusqu'à 50 % ou plus, sans nouvelles taxes significatives). Il en résultera une crise budgétaire qui nécessitera un plus grand rationnement des soins.
- Les gains d'efficacité cachés qui restent à trouver ne peuvent être découverts que par les forces concurrentielles dans la prestation des services de soins de santé. Par exemple, les patients coûtent aux hôpitaux 1200 dollars par jour en occupant des lits d'hôpitaux, alors qu'ils pourraient recevoir des soins mieux adaptés dans un établissement de soins de longue durée qui facturerait au gouvernement 300 dollars par jour. Les admissions à l'hôpital sont coûteuses et constituent un goulot d'étranglement dans le système, ce qui a des répercussions imprévues sur la prestation des soins, notamment dans les salles d'urgence qui sont surchargées. Cela augmente les temps d'attente et fait que les patients sont même vus dans les couloirs, car les médecins s'efforcent de faire face à la diminution du nombre de lits disponibles.
- La diversité institutionnelle dans la prestation des soins permettrait aux médecins, aux infirmières et aux infirmières praticiennes entrepreneurs de se regrouper et d'ouvrir leurs propres établissements spécialisés qui répondent spécifiquement aux besoins des patients hospitalisés mal desservis. Le transfert de ces patients vers des établissements de soins plus appropriés permettra de libérer des ressources hospitalières pour améliorer les résultats dans les domaines où elles sont le mieux adaptées.

Le parti préconise:

- donner la priorité aux besoins des patients et de leurs familles et protéger les droits garantis par la Charte dans toutes les décisions législatives
- maintenir le système actuel de paiement multiple pour l'ensemble des coûts des soins de santé
- libérer les soins de santé en légalisant les options de prestation privée
- promouvoir les soins préventifs, primaires et de longue durée.
- la réduction des coûts de l'administration des soins de santé sans réduire les dépenses de prestation, en liant le financement aux résultats et en réduisant le financement des programmes qui ne donnent pas de résultats acceptables par rapport à leur coût. Nous utiliserons l'action législative pour légaliser les options de prestation privée et garantir la transparence des prix, ce qui créera immédiatement une ruée pour fournir aux patients les soins de santé les moins chers et de la meilleure qualité possible.
- augmenter le nombre de Médecins de famille dans la province, notamment en augmentant la rémunération des médecins qui travaillent dans des régions mal desservies jusqu'à ce que la pénurie soit éliminée, en recourant à la prestation de services non gouvernementaux pour accroître la diversité et la créativité de l'ensemble des mesures de rémunération
- orienter davantage de patients vers les soins de longue durée
- l'application de l'arrêt *Chaoulli c. Québec*, selon lequel le fait d'empêcher les individus de se procurer leurs propres soins constitue une violation de leurs droits garantis par la Charte, en Colombie-Britannique

### Éducation et jeunes travailleurs

Le parti déclare que :

- Depuis de nombreuses années, l'enseignement primaire et secondaire n'a jamais atteint ses objectifs. Cette situation a été accueillie par un chœur de groupes réclamant davantage de financement, et cette question du financement a occupé la quasi-totalité du discours sur l'enseignement public pendant des décennies. Selon la manière dont il est mesuré, le financement a été à la fois augmenté et diminué pendant des périodes plus ou moins longues.
- elle se demande si le montant du financement est vraiment le facteur le plus important pour déterminer si nos enfants recevront une éducation de qualité, et que peu d'éléments prouvent qu'il fait une grande différence dans un sens ou dans l'autre.
- il estime que pour garantir l'accès de chaque enfant à une éducation de qualité, les parents devraient avoir davantage de choix quant à la manière dont cette éducation est dispensée. Il est d'ores et déjà reconnu qu'une approche unique a pour conséquence que beaucoup trop d'élèves sont laissés pour compte. Le prolongement logique de ce point de vue est que la disponibilité d'un plus grand nombre d'approches laissera moins d'élèves sur le carreau.
- Le COVID-19 et la fermeture des écoles ont été l'occasion de tester un certain nombre d'approches alternatives, telles que l'apprentissage en ligne, les groupes d'étudiants, l'école à la maison et les cours particuliers, avec des degrés de réussite très variables. Nous pensons que l'éducation devrait être un processus innovant en temps normal également, où l'exploration de nouvelles méthodes peut conduire à la découverte de meilleures adéquations pour chaque enfant.
- il estime qu'une éducation de qualité ne devrait pas dépendre de la situation géographique ou des moyens financiers de la famille. Le choix de l'éducation est le moyen d'égaliser les chances entre les personnes défavorisées et celles qui ont la chance de vivre à proximité des meilleures écoles. En effet, le système actuel n'a pas réussi à atteindre cet objectif depuis suffisamment longtemps.

Le parti préconise

- le transfert d'un maximum de décisions du ministère de l'éducation vers les districts scolaires locaux, où les parents peuvent avoir davantage leur mot à dire sur les politiques et les procédures, y compris la consultation des fournisseurs d'éducation sur la façon dont un système par lequel le financement de l'éducation publique peut suivre l'élève, sur une base d'adhésion, peut être introduit et utilisé à la discrétion des parents dans le cadre d'une gamme élargie d'options éducatives.

### Culture, arts et tourisme

#### *Enseignement post-secondaire*

Le parti déclare que :

- les subventions à l'enseignement postsecondaire sont particulièrement coûteuses pour les contribuables, puisqu'elles représentent environ 4 milliards de dollars par an.
- Ces subventions sont destinées à rendre les frais de scolarité plus abordables. Cependant, les écoles sont là pour gagner de l'argent et, comme toutes les entreprises, elles doivent prendre des décisions difficiles pour couvrir leurs coûts. Pour faire correspondre l'offre à la demande, ces subventions ne réduisent pas le coût de l'école, mais s'ajoutent simplement au montant que les étudiants sont généralement en mesure de payer et, paradoxalement, augmentent le coût de l'éducation. En d'autres termes, les subventions augmentent la demande d'enseignement post-secondaire et poussent les prix à la hausse. Il en résulte des frais de scolarité plus élevés, des étudiants qui quittent l'école avec des dettes plus importantes, des impôts plus élevés et une économie moins productive.

Le parti préconise

- l'élimination progressive des subventions à l'enseignement postsecondaire sur une période de 10 ans, ce qui réduirait les dépenses de 400 millions de dollars par an.

## Rôle et développement de la famille

### **Services de protection de l'enfance, Aide sociale à l'enfance**

Le parti déclare que :

- en tant que parti au pouvoir, il s'engage à veiller à ce que les enfants et les jeunes dont les parents ne peuvent pas s'occuper reçoivent les services et le soutien dont ils ont besoin
- à cette fin, son budget provincial 2024 prévoit 114 millions de dollars sur trois ans pour soutenir les enfants pris en charge par le gouvernement ou qui sont placés dans des arrangements de prise en charge alternative (ou hors de la prise en charge) avec un membre de la famille ou une personne ayant une relation établie ou un lien culturel.
- Des travaux sont également en cours pour améliorer le soutien et la surveillance en première ligne, ainsi que la gestion de l'information au sein du système de protection de l'enfance. Il est prévu de recruter jusqu'à 72 nouveaux employés dans le domaine de la protection de l'enfance et de la surveillance, et notamment d'augmenter le nombre de travailleurs sociaux de 14 à 25 personnes.
- Les travailleurs sociaux soutiennent les enfants et les jeunes indigènes vivant dans des foyers pris en charge ou non en leur permettant d'établir des liens familiaux et culturels significatifs et de planifier leur culture, par exemple en retraçant les lignées familiales, en identifiant les contacts avec la famille et la communauté et en renouant avec la communauté indigène de l'enfant. Cela permet de construire une base solide fondée sur les enseignements traditionnels culturels, spirituels, mentaux et émotionnels, tout en soutenant et en encourageant les liens avec la famille, la famille élargie et la communauté indigène. Cela favorise le bien-être de tous les enfants et jeunes de la Colombie-Britannique, qui doivent vivre dans des familles sûres, saines et épanouies, et être fortement liés à leur communauté et à leur culture.
- Le budget provincial 2024 prévoit en outre 10 millions de dollars sur trois ans pour assurer un financement stable et continu du Director's Legal Counsel et du Indigenous Child and Family Service Agencies Secretariat (secrétariat des organismes de services aux enfants et aux familles autochtones). Ces services soutiennent les enfants pris en charge et s'attaquent notamment à la surreprésentation des enfants autochtones pris en charge, et travaillent à l'amélioration du bien-être des enfants, des jeunes, des familles et des communautés autochtones.

### **Enfants et jeunes ayant des besoins d'assistance**

Le parti déclare que :

- dans le cadre de son travail continu pour soutenir les familles et les défenseurs des enfants ayant divers besoins de soutien, son budget provincial de 2024 prévoit 26 millions de dollars de plus que le plan financier pour soutenir davantage d'enfants et de jeunes ayant reçu un diagnostic d'autisme, ainsi que des familles ayant accès à des prestations médicales pour les enfants et les jeunes ayant un handicap grave ou des besoins complexes en matière de soins de santé. Ce nouveau financement permettra d'aider plus de 2 800 enfants supplémentaires, ce qui portera le total estimé en 2024/25 à près de 28 000 enfants et jeunes.
- Le financement de l'autisme soutient les enfants de moins de six ans en leur remboursant jusqu'à 22 000 dollars par an de services, et les jeunes de 6 à 18 ans en leur remboursant jusqu'à 6 000 dollars par an.
- aide les familles et les prestataires de soins à faire face aux coûts extraordinaires liés à la prise en charge d'un enfant ou d'un jeune gravement handicapé ou ayant des besoins complexes, notamment en fournissant des fournitures et du matériel médical aux enfants ayant des besoins médicaux aigus. Le nouveau financement permettra de faire face à la croissance attendue de la demande pour le programme.
- Un financement supplémentaire de 30 millions de dollars est prévu pour soutenir les enfants atteints de dyslexie et de différences d'apprentissage connexes dans le système scolaire de la maternelle à la 12e année, y compris des fonds pour soutenir le dépistage précoce de l'alphabétisation pour les élèves de la maternelle à la 3e année, fournir des programmes d'intervention et de sensibilisation supplémentaires pour les élèves de la maternelle à la 12e année, et mieux équiper les enseignants et le personnel de soutien dans les écoles publiques et indépendantes par le biais du perfectionnement professionnel. Le financement aide les écoles à effectuer des dépistages précoces de la lecture et de l'écriture pour plus de 150 000 élèves, et à fournir des interventions à plus de 9 000 élèves par an, comme cela sera nécessaire une fois que la mise en œuvre sera terminée.

## Soins de santé et soins aux personnes âgées

### **Soins de santé**

Le parti déclare que :

- afin de renforcer les capacités dans le secteur de la santé, le budget provincial 2024 du parti prévoit plus de 2 milliards de dollars supplémentaires dans l'ensemble du plan financier
- avec une population vieillissante et une grande partie de la main-d'œuvre qui prendra sa retraite au cours de la prochaine décennie, la province a besoin de nouveaux arrivants pour combler les lacunes du marché du travail. Il faut plus de personnes pour répondre à la demande actuelle et future dans le secteur de la santé
- compte tenu de la pandémie de COVID-19, qui a démontré que la province doit être mieux préparée à répondre aux urgences de santé publique, son budget 2024 propose 3 milliards de dollars sur l'ensemble du plan financier pour soutenir les coûts permanents des mesures précédemment financées par des contingences pandémiques limitées dans le temps et des fonds fédéraux, tels que les coûts du COVID-19 et des vaccins contre la vaccination/grippe, l'équipement de protection individuelle, les tests de laboratoire et la surveillance.

- Le budget prévoit également un financement continu pour soutenir l'accès aux soins d'urgence dans les zones rurales et éloignées par le biais d'ambulances terrestres et aériennes et pour soutenir l'augmentation des capacités en personnel et des services virtuels, en particulier dans les communautés historiquement mal desservies.

### ***Fécondation in vitro***

Le parti déclare que :

- pour les personnes qui souhaitent fonder une famille, l'infertilité et d'autres obstacles à la parentalité peuvent avoir un effet profond sur leur bien-être et leur qualité de vie.
- Pour soutenir les personnes qui ont besoin d'aide sur le chemin de la parentalité, le budget 2024 du parti alloue 68 millions de dollars pour la mise en place d'un programme d'aide au coût des services de fécondation in vitro (FIV), y compris des consultations avec un groupe clinique d'experts pour définir les services de FIV financés, y compris les considérations d'âge, les options de prestation de services et les voies de soins pour accéder au service dans toute la C.-B. Le programme sera lancé le 1er avril 2025, pour aider à couvrir les coûts du traitement et des médicaments pour un seul cycle de traitement.
- Le nouveau programme financé par l'État profitera aux parents pleins d'espoir de la Colombie-Britannique, quels que soient leur statut relationnel, la personne qu'ils aiment et leur revenu, en supprimant un obstacle pour les personnes qui, autrement, ne pourraient pas avoir accès aux services de fertilité.

### ***Soins contre le cancer***

Dans son budget provincial 2024, le parti préconise d'investir 270 millions de dollars supplémentaires sur trois ans pour soutenir un plan d'action contre le cancer sur dix ans, lancé au printemps. L'objectif est d'augmenter le nombre d'équipes de soins en oncologie et les heures de service, d'introduire des structures de rémunération révisées pour s'assurer que la Colombie-Britannique est attrayante et compétitive pour les oncologues et les professionnels des soins en oncologie, d'améliorer les programmes de dépistage du cancer, de soutenir la recherche sur le cancer, d'augmenter le nombre de postes de soutien aux patients indigènes et de soutenir les patients qui doivent se déplacer pour recevoir des soins dans les communautés rurales.

Le parti déclare que :

- le nouveau financement soutiendra le plan d'action avec des services de prévention et de dépistage tels que les vaccins contre le papillomavirus et les dépistages du cancer du col de l'utérus, le dépistage des cancers héréditaires et les stratégies d'imagerie médicale. Le nouveau financement soutiendra également l'amélioration de la collaboration, du partenariat et de la capacité du personnel de soins en oncologie.
- Il propose également d'améliorer l'accès en temps voulu aux traitements contre le cancer en développant les services spécialisés, tels que l'hématologie maligne, l'immunothérapie, la théranostique et les services d'oncologie pédiatrique, afin de fournir des traitements difficiles d'accès ou actuellement indisponibles dans la province.

### ***Services de soins à domicile et communautaires pour les personnes âgées***

Dans son budget provincial 2024, le parti déclare que :

- pour améliorer la qualité de vie des personnes âgées en leur permettant de vivre plus longtemps chez elles, il alloue 354 millions de dollars sur trois ans aux soins à domicile et aux soins communautaires pour les personnes âgées.
- Les investissements dans les soins à domicile augmentent également la capacité d'autres parties du système de soins de santé et s'alignent ainsi sur l'engagement du gouvernement à fournir des soins de santé au moment et à l'endroit où ils sont nécessaires
- les investissements comprennent 227 millions de dollars pour les services de santé à domicile afin d'aider les personnes âgées et les personnes souffrant d'un handicap à court ou à long terme à gérer leurs besoins en matière de soins de santé et à continuer à vivre chez elles. Ces services sont assurés par des professionnels réglementés, notamment des infirmières, des ergothérapeutes, des kinésithérapeutes et des travailleurs sociaux. Les services de santé à domicile comprennent également des services fournis par des agents de santé communautaire qui aident les clients dans leurs activités de la vie quotidienne, telles que le bain, la toilette, les levées et les transferts, et la nutrition.
- 127 millions de dollars supplémentaires sont alloués aux services communautaires destinés aux personnes âgées, tels que Better at Home, un programme qui aide les personnes âgées à accomplir des tâches quotidiennes telles que les courses, les travaux ménagers légers, les petites réparations à domicile, le déneigement et le transport pour se rendre à des rendez-vous médicaux ou en revenir.
- Des investissements supplémentaires de 13 milliards de dollars sont prévus au cours des trois prochaines années pour l'infrastructure des soins de santé, y compris le soutien à la construction d'hôpitaux dans toute la province, de nouveaux établissements de soins de longue durée dont la construction a été approuvée à Abbotsford, Richmond et Nanaimo, entre autres, et davantage d'établissements de soins aigus et de cancérologie.

### ***Éducation et jeunes travailleurs***

#### ***Croissance des effectifs de la maternelle à la 12e année***

Le parti déclare que :

- en 2023, la Colombie-Britannique a connu sa plus forte croissance démographique depuis 30 ans. Cela a conduit à une augmentation de 13 000 élèves supplémentaires inscrits dans les écoles de la Colombie-Britannique en septembre 2023 par rapport à l'année précédente.
- Pour soutenir le nombre croissant d'élèves, le budget 2024 investit 968 millions de dollars de nouveaux fonds sur trois ans, notamment pour fournir plus d'enseignants et de personnel de soutien dans les salles de classe.
- Ce financement comprend 651 millions de dollars pour la croissance des effectifs des écoles publiques et 62 millions de dollars pour les coûts d'éducation des écoles

indépendantes.

- Un montant de 255 millions de dollars sur trois ans est également prévu pour augmenter le financement du Fonds pour l'amélioration de la qualité de l'enseignement. Ce fonds permet d'embaucher des enseignants supplémentaires, y compris des enseignants spécialisés, des enseignants psychologues et des conseillers.
- Le financement annuel total de l'éducation de la maternelle à la 12e année atteindra le chiffre record de 8,7 milliards de dollars en 2024/25. - En outre, son plan d'investissement provincial prévoit un montant record de 4,2 milliards de dollars au cours des trois prochaines années pour construire, rénover et améliorer sur le plan sismique les écoles et les terrains de jeux dans toute la Colombie-Britannique.



**Le parti n'a publié aucune déclaration concernant ses politiques en la matière :**

- Le rôle de la famille

#### ***Garde d'enfants***

Le parti déclare que, selon le modèle du gouvernement actuel, seulement 10 % des familles ont accès à une garde d'enfants de 10 \$ par jour.

Le parti préconise

- l'octroi de subventions financières directes aux parents, en veillant à ce que les frais de garde soient plafonnés à 10 dollars par jour pour toutes les familles de la classe moyenne et de la classe inférieure
- l'octroi de crédits d'impôt aux personnes dont les enfants sont gardés par les parents, les grands-parents ou un autre membre de la famille
- l'intégration de structures de garde d'enfants dans les écoles et les hôpitaux, tout en élargissant les options grâce à des partenariats public-privé et à des mesures incitatives en faveur du secteur privé.

#### **Soins de santé et soins aux personnes âgées**

Le parti préconise de faire de la Colombie-Britannique la première province, et non la pire, en matière de santé, en faisant passer les intérêts des patients avant ceux des bureaucrates. Il s'agit par exemple :

- de veiller à ce que des lits de traitement soient disponibles pour ceux qui en ont besoin, quand ils en ont besoin, plutôt que de les refuser avec des listes d'attente de PDD qui refusent des patients. Le parti s'engage à veiller à ce qu'il y ait suffisamment de lits de traitement pour tous ceux qui en ont besoin.
- fournir des soins involontaires avec compassion, là où c'est nécessaire et quand c'est nécessaire. Le parti déclare que ce n'est pas faire preuve de compassion que de fermer les yeux et de laisser les malades mentaux graves et les toxicomanes dépérir dans les rues sans pouvoir s'occuper d'eux-mêmes. Il s'engage à faire preuve de compassion pour les traitements involontaires possibles pour ceux qui risquent de se faire du mal ou d'en faire à d'autres.
- Mettre fin au chaos en Colombie-Britannique. Le parti déclare que le traitement du cancer dans la province est maintenant le pire au Canada, avec un traitement si mauvais que les patients sont envoyés aux États-Unis pour y être traités. Il s'engage à mettre fin à cette situation.
- réembaucher les travailleurs de la santé non vaccinés. Le parti déclare que bien que le système de santé provincial soit en ruine, le gouvernement actuel a licencié des milliers de travailleurs de la santé dont le soutien est plus que jamais nécessaire. Il s'engage à réembaucher immédiatement les travailleurs de la santé licenciés non vaccinés.

#### **Éducation et jeunes travailleurs**

##### ***Éducation de la petite enfance***

Le parti déclare que :

- il reconnaît le rôle essentiel des éducateurs de la petite enfance (EPE) et des prestataires de services de garde d'enfants
- il préconise donc la mise en œuvre immédiate d'une grille de salaires équitables pour les travailleurs des services de garde d'enfants afin de refléter leurs qualifications et le service essentiel qu'ils fournissent.

##### ***Éducation de la maternelle à la 12e année***

Pour ramener le bon sens dans l'éducation, le parti préconise :

- le retour des notes en lettres. Le parti affirme que le nouveau système de notation mis en place par le gouvernement actuel n'a de sens pour personne. Il s'engage à rétablir des notes en lettres pleines de bon sens et compréhensibles par tous.
- interdire les téléphones portables en classe. Le parti déclare que bien que les téléphones portables en classe soient mauvais pour l'apprentissage, le gouvernement actuel refuse d'introduire une interdiction à l'échelle de la province. Le parti s'engage à interdire les téléphones portables dans les salles de classe afin que les enfants puissent retourner à

l'apprentissage et non au défilement.

- Construire des écoles permanentes, et non des écoles portables, Le parti déclare que plus d'enfants que jamais sont coincés dans des écoles portables. Il s'engage à construire davantage d'écoles pour que les enfants puissent apprendre dans de vraies salles de classe.
- consulter les parents. Le parti déclare que les parents méritent de savoir ce qui se passe dans les écoles de leurs enfants. Il s'engage à rétablir des programmes transparents et adaptés à l'âge des enfants et à veiller à ce que les parents soient inclus dans le système éducatif.
- obtenir des résultats. Le parti déclare que si, sous les gouvernements précédents, les élèves de la province étaient les meilleurs du Canada en matière d'éducation, la Colombie-Britannique se situe aujourd'hui bien en dessous de la moyenne. Il s'engage à veiller à ce que les enfants apprennent les bases et à améliorer les résultats.

#### **Enseignement postsecondaire**

Pour atténuer la crise du logement pour les étudiants, le parti préconise :

- d'exiger des universités qu'elles prouvent qu'elles ont de la place pour loger les étudiants de la Colombie-Britannique avant d'accepter des étudiants à l'étranger

## **Points à méditer : La famille, la communauté et le bien commun**

Une conscience bien formée par les enseignements sociaux de l'Église prendra au sérieux les questions suivantes :

### **Familles et bien-être des enfants**

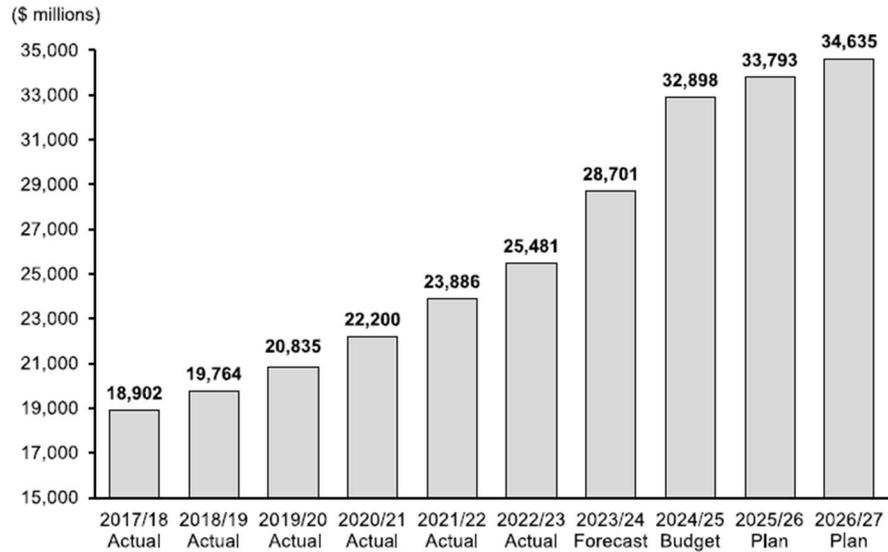
- 1) Dans quelles circonstances, le cas échéant, est-il approprié que les gouvernements limitent le droit des parents à prendre des décisions concernant les soins ou l'éducation de leurs enfants ?
- 2) Dans quelle mesure la pauvreté des enfants est-elle un problème au Canada ? Dans l'affirmative, que peut-on faire pour y remédier ?
- 3) Certains partis politiques ont suggéré que la pleine participation de tous les membres éligibles de la population active, y compris les deux parents des couples biparentaux et tous les parents célibataires, est essentielle pour maximiser le rendement de l'économie nationale - de sorte que le bien-être économique puisse être optimisé. De plus, afin de maximiser ces rendements et de garantir une pleine participation économique, il est essentiel de veiller à ce que des services de garde d'enfants abordables soient accessibles à toutes les familles. Examinons donc la question suivante : qu'est-ce qui est le plus important pour les enfants ? Qu'est-ce qui est le plus important pour les enfants : un foyer stable et digne avec deux parents aimants, dont l'un peut être disponible pour rester à la maison à temps partiel ou complet, ou la maximisation des rendements économiques nationaux ? Dans la mesure où le fait de rester à la maison avec un parent est le mieux pour un enfant, comment la société peut-elle l'encourager ?

### **Soins de santé**

Étant donné que l'Église parle d'un **droit à des soins de santé adéquats**, il convient de se poser les questions suivantes, auxquelles tout catholique informé devrait réfléchir avant de voter pour tel ou tel parti politique :

- 1) Que faut-il faire pour garantir que des niveaux adéquats de soins de santé de qualité sont disponibles pour tous ceux qui en ont besoin, sans délais ou temps d'attente excessifs ?
- 2) Alors que les pilules contraceptives sont couvertes par le système de santé provincial et qu'au moins un parti a proposé de couvrir (y compris les frais de déplacement, si nécessaire) la fécondation in vitro, les coûts des conseils pour la planification familiale naturelle ne le sont pas. Est-il raisonnable de fournir gratuitement des médicaments et des procédures coûteuses et invasives aux jeunes couples, tout en demandant à ceux qui recherchent des méthodes naturelles et non chimiques de payer ? Ou bien le gouvernement fédéral devrait-il envisager de couvrir les méthodes naturelles de planification familiale qui ont fait leurs preuves ?
- 3) Dans un système de soins de santé public, existe-t-il une obligation pour une personne de prendre des mesures raisonnables pour éviter les problèmes de santé (par exemple, porter un masque pendant une pandémie ou un casque en faisant du vélo), afin d'éviter de devenir une charge pour les soins de santé financés par l'État lorsque survient une maladie ou une blessure évitable ? Dans l'affirmative, que peut-on ou doit-on faire pour encourager les individus à adopter de telles mesures ?
- 4) Est-il judicieux pour un pays de s'assurer qu'il est autonome en ce qui concerne les produits de soins de santé importants, tels que les vaccins contre les maladies graves ? Dans l'affirmative, que peut ou doit faire le gouvernement fédéral pour encourager et soutenir cette autosuffisance ?
- 5) Le tableau ci-dessous, extrait du budget provincial 2024-2025, montre les coûts actuels, historiques et projetés pour les soins de santé publique en Colombie-Britannique. Ces coûts sont-ils suffisants pour fournir les soins de santé adéquats dont parle l'Église ? Existe-t-il des alternatives moins coûteuses ou des moyens de partager le fardeau des soins de santé ? Par exemple, qu'est-ce qui pourrait ou devrait être fait par les organisations privées, à but non lucratif ou communautaires, y compris l'Église et les organisations catholiques laïques, pour garantir que des soins de santé de base efficaces et de qualité soient disponibles pour tous ceux qui en ont besoin, sans coûts ou retards excessifs ?

### Chart 1.1.1 Investing In Health and Mental Health Care\*



\*Chart represents operating funding for the Ministry of Health and Ministry of Mental Health and Addictions

#### BUDGET AND FISCAL PLAN - 2024/25 to 2026/27

#### Soins aux personnes âgées

1. Certaines parties réclament une augmentation de l'espace dans les établissements financés par l'État pour les personnes âgées et les patients en soins de longue durée. D'autres solutions, telles que la promotion d'une culture de cohésion et de soutien familial intergénérationnel tout au long de la vie, y compris les soins à domicile, devraient-elles être envisagées également, en complément ou en remplacement des soins résidentiels de longue durée ?
2. Qui devrait être responsable de l'aide à long terme aux personnes âgées ? Elles-mêmes ? Leurs familles ? Les gouvernements fédéral ou provinciaux ? Les institutions caritatives ? Une combinaison de ces éléments ? Dans quelle mesure ?

#### L'éducation

1. Il a été suggéré que trop de Canadiens ne comprennent pas les principes démocratiques de base, tels que les responsabilités des gouvernements fédéral, provinciaux et locaux, et les rôles appropriés des institutions non gouvernementales telles que les organisations caritatives, les écoles, les entreprises, les médias d'information et les organisations morales et religieuses. Que peut ou doit faire le gouvernement provincial pour promouvoir une meilleure compréhension de l'éducation civique en Colombie-Britannique ?
2. Un cours d'économie, d'une durée d'au moins un semestre, devrait-il être obligatoire dans les écoles secondaires ?
3. Dans quelle mesure l'étude de l'histoire devrait-elle être obligatoire dans les écoles secondaires ? Un seul cours donnant droit à un crédit complet ? Chaque année au lycée ? Quels aspects de l'histoire devraient être obligatoires ? L'histoire nationale ? Provinciale ? mondiale ? Ancienne ? Moderne ?
4. Les techniques de planification familiale naturelle (PFN) devraient-elles être enseignées dans les écoles secondaires ?

# Une économie au service de tous

Dignité du travail | Logement et réduction de la pauvreté | Syndicats, emploi | Industries et entreprises

**Cherchez d'abord le royaume de Dieu et sa justice, et toutes ces choses vous seront données par surcroît. (Matthieu 6:33)**

## L'enseignement catholique

Jésus dit aux foules : "C'est pourquoi je vous dis: **Ne vous inquiétez pas pour votre vie de ce que vous mangerez, ni pour votre corps de quoi vous serez vêtus. La vie n'est-elle pas plus que la nourriture, et le corps plus que le vêtement ? Regardez les oiseaux du ciel : ils ne sèment ni ne moissonnent, ils n'amassent rien dans des greniers, et votre Père céleste les nourrit. N'êtes-vous pas plus importants qu'eux ? L'un d'entre vous peut-il, en s'inquiétant, ajouter un seul instant à sa durée de vie ? ...cherchez d'abord le royaume de Dieu et sa justice, et toutes ces choses vous seront données par surcroît**".

Matthieu 6:25-33

Certaines personnes naissent dans des familles économiquement stables, reçoivent une bonne éducation, grandissent bien nourries ou possèdent naturellement de grands talents. Elles n'auront certainement pas besoin d'un État proactif ; il leur suffira de revendiquer leur liberté. Mais la même règle ne s'applique évidemment pas à une personne handicapée, à une personne née dans la misère, à ceux qui n'ont pas reçu une bonne éducation et qui n'ont guère accès à des soins de santé adéquats. Si une société est gouvernée principalement par les critères de la liberté du marché et de l'efficacité, il n'y a pas de place pour ces personnes, et la fraternité restera un vague idéal de plus. Pape François - *Fratelli tutti*, 109

### La dignité et l'importance du travail

L'utilisation de ses dons pour chercher et servir Dieu inclut nécessairement le travail, par lequel l'homme coopère avec Dieu dans l'acte continu de création de Dieu. Le travail a une place



### Travail, syndicats et emploi

Pour promouvoir l'emploi et la création d'emplois, le parti préconise :

- l'encouragement et le soutien aux résidents de la Colombie-Britannique et le soutien aux personnes qui souhaitent terminer leurs études jusqu'à la douzième année d'études incluse
- dans la limite de la capacité des contribuables à en financer le coût, augmenter les dépenses provinciales en matière d'éducation dans les instituts techniques, les collèges et les universités en accordant des prêts aux étudiants qui en font la demande et qui remplissent les conditions minimales. Ces prêts pourront être annulés pour les étudiants de l'enseignement post-secondaire qui obtiennent un diplôme d'un établissement de la Colombie-Britannique et qui continuent à vivre, à travailler et à payer des impôts dans la province. L'annulation des prêts sera calculée au prorata sur une période de dix ans. Si un diplômé cesse d'être résident de la Colombie-Britannique à tout moment au cours des dix années suivant l'obtention de son diplôme, la partie non remboursée du prêt étudiant, calculée au prorata, deviendra exigible.
- modifier la politique actuelle en matière de salaires équitables afin qu'à l'avenir, elle inclue les entités syndiquées et non syndiquées dans le processus d'appel d'offres pour la construction publique, y compris la construction d'écoles, y compris la révision de la politique dans le but d'assurer une concurrence équitable pour les projets de construction publique
- utiliser des incitations fiscales, y compris des exonérations de redevances, pour encourager l'établissement de nouvelles entreprises et industries en Colombie-Britannique
- la mise en place d'un "mécanisme de règlement des litiges relatifs aux services essentiels", qui constitue un moyen équitable et impartial de résoudre les problèmes entre le gouvernement provincial et ses employés
- intégrer des réglementations environnementales appropriées dans l'exploitation des ressources naturelles provinciales afin de garantir une protection adéquate de l'environnement à tous les stades de la prospection, du développement et de l'extraction des ressources
- négocier un accord avec le gouvernement fédéral, semblable à celui qu'il a conclu avec la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve, afin de donner à la Colombie-Britannique le contrôle des ressources offshore et les redevances qui en découlent.
- décourager la poursuite de l'urbanisation du Lower Mainland, qui est déjà allée trop loin et a créé des problèmes de circulation pratiquement insolubles et des niveaux de pollution dangereux, notamment en encourageant l'implantation d'industries et le développement d'infrastructures et de services publics, y compris les liaisons routières, ferroviaires et aériennes nécessaires, dans le Nord et l'Intérieur, en rendant les terres de la Couronne facilement disponibles pour un tel usage, créant ainsi des possibilités d'emploi dans les zones rurales qui souffrent économiquement des réductions d'activité dans les secteurs minier, forestier, gouvernemental, etc.
- l'ajout d'un droit d'exportation sur les grumes, qui serait utilisé pour former les personnes travaillant actuellement dans l'industrie forestière. L'objectif serait de promouvoir la fabrication de produits du bois en Colombie-Britannique au lieu d'exporter des emplois avec les grumes.

### Industries, entreprises, concurrence et consommateurs

#### Agriculture

Le parti préconise :

- veiller à ce que l'agriculture de la Colombie-Britannique reste compétitive par rapport à d'autres juridictions en libérant autant que possible le secteur de la bureaucratie et du contrôle du gouvernement.
- encourager la croissance de l'industrie secondaire dans le secteur agricole en offrant des incitations aux agriculteurs pour qu'ils construisent des installations de transformation des produits agricoles, telles que des abattoirs pour transformer le bœuf de la Colombie-Britannique, et en établissant des installations de transformation.
- collaborer avec l'industrie agricole pour promouvoir ses produits à l'intérieur et à l'extérieur de la Colombie-Britannique, et pour promouvoir le développement de nouveaux produits agricoles en Colombie-Britannique.
- garantir un budget agricole provincial annuel pour le secteur agroalimentaire, à la hauteur de la moyenne canadienne des rendements en pourcentage du produit intérieur brut agricole.
- la pleine participation à toutes les initiatives fédérales en matière d'agriculture et d'environnement, ainsi que l'examen et l'administration de tous les programmes canadiens de gestion des risques agricoles.

d'honneur parce qu'il est la source des conditions d'une vie décente et qu'il est, en principe, un instrument efficace de lutte contre la pauvreté. Mais il ne faut pas succomber à la tentation de faire du travail une idole, car le sens ultime et définitif de la vie ne se trouve pas dans le travail. Le travail est indispensable, mais c'est Dieu - et non le travail - qui est l'origine de la vie et le but ultime de l'homme.

Le principe sous-jacent de la sagesse est la crainte du Seigneur. L'exigence de justice, qui en découle, précède le souci du profit : "Mieux vaut un peu de crainte du Seigneur qu'un grand trésor et des ennuis avec lui" (Pr 15,16). "Mieux vaut un peu de justice que de gros revenus d'injustice" (Pr 16,8). *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 257.*

Le travail n'est pas seulement une partie essentielle de la vie, mais lorsque nous travaillons en accord avec nos passions intérieures - nos vocations individuelles - c'est une joie. C'est aussi une obligation envers sa famille, ses voisins et sa nation. L'homme doit travailler, à la fois parce que le Créateur l'a ordonné et pour répondre à la nécessité de maintenir et de développer sa propre humanité. Nous sommes les héritiers du travail des générations et en même temps les artisans de l'avenir de tous ceux qui vivront après nous. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 274*

Mais le travail, et en particulier le travail digne, n'est pas facilement accessible à tous ceux qui le recherchent. Ceux qui sont au chômage ou sous-employés souffrent des conséquences négatives profondes qu'une telle situation crée dans une personnalité et ils courent le risque d'être marginalisés dans la société, de devenir des victimes de l'exclusion sociale. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 289.*

### Réduction de la pauvreté

Les pauvres, les marginalisés et, dans tous les cas, ceux dont les conditions de vie entravent leur bon développement doivent faire l'objet d'une attention particulière. À cette fin, l'option préférentielle pour les pauvres doit

- fournir un système d'assurance-récolte durable en Colombie-Britannique, basé sur des garanties de production complètes et des valeurs assurables qui reflètent la diversité unique du secteur agroalimentaire de la Colombie-Britannique.

- la mise en place d'un système moderne de conservation qui remplacera la Commission des terres agricoles. Le processus décisionnel relatif à l'utilisation des terres agricoles sera remis sous le contrôle des autorités locales/régionales.

- la création d'une autorité de développement régional agricole chargée d'accorder des prêts d'infrastructure provinciaux à long terme sans intérêt pour financer des projets d'approvisionnement en eau et de purification de l'eau par l'intermédiaire des gouvernements locaux, des districts régionaux, des gouvernements des Premières nations et des districts d'eau d'irrigation certifiés.

### Pêche

Le parti déclare que :

- le gouvernement fédéral doit être tenu de respecter ses engagements en matière de pêche envers la Colombie-Britannique, tels qu'ils sont énoncés dans les conditions de l'union de la Colombie-Britannique avec le Canada. Dans les conditions de l'union, le gouvernement fédéral s'est engagé à "assumer et à défrayer les coûts" de la "protection et de l'encouragement des pêcheries". Un gouvernement du Parti de l'Héritage Chrétien de la C.-B. insistera pour que le gouvernement fédéral remplisse sa part du marché.

Le parti préconise :

- une législation qui reconnaît et protège le droit public de pêcher, de sorte que tous les Canadiens aient un droit égal de pêcher et un accès égal à la pêche, indépendamment de leur race, de leur patrimoine ou de leur origine ethnique.

- veiller à ce que les traités et les négociations de traités soient cohérents et respectueux du droit public à la pêche et garantir aux autochtones l'égalité d'accès aux ressources halieutiques avec tous les autres Canadiens.

- demander des compensations au gouvernement fédéral pour les pêcheurs lorsque les politiques fédérales en matière de pêche ont sapé les moyens de subsistance des pêcheurs de la Colombie-Britannique, et défendre les pêcheries de la Colombie-Britannique.

- la nomination d'un ministre de la pêche de la Colombie-Britannique et la garantie que l'aquaculture fonctionne de manière à ne pas nuire ou menacer les stocks de poissons sauvages. Un calendrier sera établi, dans lequel toutes les exploitations piscicoles devront passer à l'élevage en milieu fermé.

### Transport

Le parti préconise :

- la conception ou le réaménagement des réseaux routiers de banlieue et la construction de lignes de métro léger plus rapides pour permettre aux voyageurs de se rendre à leur destination plus rapidement et avec un nombre minimal de transferts

- l'encouragement du covoiturage, du covoiturage en fourgonnette et de l'utilisation de tous les autres véhicules à occupation multiple

- l'encouragement de l'utilisation de la bicyclette et des déplacements à pied

- l'encouragement de l'extension des réseaux de métro léger rapide - l'encouragement de la production et de l'utilisation de véhicules plus économes en carburant, y compris les véhicules hybrides ainsi que les véhicules qui dépendent de sources alternatives de carburant telles que l'électricité, l'hydrogène ou le biodiesel - la garantie que les recettes affectées à des objectifs de transport spécifiques ne seront utilisées qu'à ces fins garantir que les recettes affectées à des objectifs spécifiques en matière de transport ne seront utilisées qu'à ces fins

- garantir que tout service de transport public exploité par un gouvernement régional n'exclura pas le développement ou la gestion de la propriété privée de nouveaux services de transport

- lorsque les fonds sont disponibles et après avoir négocié un accord de partage des coûts avec le gouvernement fédéral, "

envisager en priorité des voies de contournement des centres urbains de l'intérieur de la Colombie-Britannique, ces voies de contournement ne pouvant être mises en place qu'avec l'approbation des habitants des communautés concernées

- un moratoire sur la mise en place de nouveaux péages sur les autoroutes existantes, et envisager des péages sur de nouvelles autoroutes ou de nouveaux ponts uniquement lorsque d'autres voies sans péage sont disponibles.



### Une économie au service des personnes

Par principe, le parti déclare que :

- il estime qu'une économie compétitive de libre entreprise et le droit à la propriété privée sont essentiels pour encourager l'esprit d'entreprise qui crée la prospérité

### Logement et réduction de la pauvreté

être réaffirmée dans toute sa force.

Aujourd'hui, cet amour de préférence pour les pauvres, et les décisions qu'il nous inspire, ne peuvent qu'embrasser les immenses multitudes des affamés, des nécessiteux, des sans-abri, de ceux qui n'ont pas de soins de santé et, surtout, de ceux qui n'ont pas l'espoir d'un avenir meilleur. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 182*

Les catholiques sont appelés à se souvenir des paroles mêmes de Jésus : Ce que nous faisons au plus petit d'entre nous, c'est à Lui que nous le faisons. *Matthieu 25, 31-46*

L'aide financière aux pauvres doit toujours être une solution provisoire face à des besoins pressants. L'objectif plus large doit toujours être de leur permettre une vie digne par le travail. Pape François, *Laudato si', 128*

### Une économie au service de tous

*J'encourage les experts financiers et les dirigeants politiques à méditer les paroles de l'un des sages de l'Antiquité : "Ne pas partager ses richesses avec les pauvres, c'est les voler et les priver de leurs moyens de subsistance. Ce ne sont pas nos propres biens que nous détenons, mais les leurs..." L'argent doit servir et non régner ! -Pape François, La joie de l'Évangile, 57-58*

Le développement de l'activité économique et la croissance de la production ont pour but de répondre aux besoins des êtres humains. La vie économique n'est pas seulement destinée à multiplier les biens produits et à accroître le profit ou la puissance ; elle est d'abord ordonnée au service des personnes, de l'homme tout entier et de la communauté humaine dans son ensemble. Pour de nombreuses personnes, un salaire décent et un logement digne sont hors de portée. *Catéchisme de l'Église catholique, 2426*

La capacité de planification d'une société orientée vers le bien commun et tournée vers l'avenir se mesure... avant tout sur la base des perspectives d'emploi qu'elle est en mesure d'offrir. Le maintien de l'emploi dépend de plus en plus des capacités professionnelles. Les

Le parti déclare que :

- Les Britanno-Colombiens sont taxés et réduits à la pauvreté. Les prix de l'essence étant les plus élevés d'Amérique du Nord, il est temps de supprimer la taxe sur le carbone et la norme sur les carburants à faible teneur en carbone et de veiller à ce que davantage de produits raffinés arrivent sur le marché de la Colombie-Britannique.
- elle croit en un filet de sécurité sociale solide qui prend en charge les personnes vulnérables de notre société tout en encourageant l'autosuffisance individuelle

Le parti préconise :

- encourager un marché du logement stable et prévisible. Cela signifie qu'il faut maîtriser les prix en encourageant le développement d'une nouvelle offre de logements tout en luttant contre le blanchiment d'argent illégal qui a gonflé les prix et facilité l'activité criminelle.

### Industries et entreprises

Le parti déclare que :

- les petites et moyennes entreprises sont l'épine dorsale de l'économie provinciale et le fondement de nos communautés. Les réglementations inutiles et redondantes doivent être supprimées, tandis que les grandes entreprises doivent être tenues pour responsables si elles se livrent à des pratiques déloyales ou anticoncurrentielles.
- L'Insurance Corporation of British Columbia (ICBC) est un monopole d'État pléthorique et inefficace qui pratique des tarifs parmi les plus élevés du pays. Il est temps d'autoriser le choix et la concurrence afin que les Britanno-Colombiens puissent rechercher le prix et le plan qui leur conviennent.



### Logement et réduction de la pauvreté

#### Sécurité des revenus

Le parti déclare que :

- la croissance de l'économie provinciale n'a pas profité à tous de manière égale. De nombreux Britanno-Colombiens se sentaient délaissés et exclus des bénéfices de notre prospérité bien avant la loi COVID. Le COVID a exacerbé les inégalités sociales existantes et a augmenté le nombre de personnes confrontées à l'insécurité économique.
- En reconstruisant, la province ne doit pas revenir à son ancien patchwork d'aides sociales qui ne répondaient pas aux besoins des gens. Il est nécessaire de mettre en place un filet de sécurité sociale plus résistant, qui permette d'élever les gens et de ne laisser personne de côté
- les personnes les plus marginalisées ne sont pas les seules à souffrir de l'insécurité économique. Comme toutes les autres juridictions, la Colombie-Britannique compte de grandes sociétés multinationales actives qui exercent leurs activités et paient des impôts. des salaires inférieurs au minimum vital, alors qu'elles distribuent d'énormes bénéfices à leurs actionnaires à l'étranger. C'est un problème et cela contribue au cycle de la pauvreté dans notre province, même parmi ceux qui ont un emploi à temps plein. En même temps, elle reconnaît que pour de nombreuses entreprises locales, des salaires minimums nettement plus élevés peuvent nuire à leur viabilité, en particulier lorsqu'elles se remettent de l'épidémie de grippe aviaire.
- La priorité de la Commission est de veiller à ce que tous les Britanno-Colombiens bénéficient d'une sécurité de revenu et d'éliminer la peur de ne pas pouvoir s'offrir les nécessités de la vie
- cette tâche peut être accomplie en intégrant les principes du revenu de base - simplicité, sécurité économique et réduction de la stigmatisation - dans notre filet de sécurité sociale. Plutôt que d'enfermer les gens dans la pauvreté avec des programmes comme ceux qui existent actuellement, l'objectif et l'effet du filet de sécurité sociale devraient être d'aider les gens à sortir de la pauvreté. Pour ce faire, les gens ont besoin de certitude, de sécurité et de la possibilité d'épargner et de planifier leur avenir.

Le parti préconise :

- la mise en place d'un revenu de base pour les jeunes en fin de droits
- l'amorce d'une transition vers le revenu de base avec les mesures initiales suivantes :
- augmenter les niveaux d'aide au revenu, en commençant par rendre permanent le supplément de crise de 300 dollars et en indexant l'aide sur l'inflation ;
- supprimer l'examen des actifs ;
- la réduction de la récupération des revenus du travail afin de réduire la désincitation au travail ;
- l'établissement d'une période de 12 mois pendant laquelle les personnes qui ont droit à une aide au revenu peuvent gagner un revenu supplémentaire sans subir de récupération ;
- la création d'un bureau du logement chargé spécifiquement d'aider les personnes handicapées et les jeunes en fin de droits à trouver un logement adapté et de soutenir la transition ;
- la création d'un groupe de travail chargé de donner des conseils sur la modernisation des normes d'emploi et la réduction des inégalités dans les relations de travail modernes, le groupe de travail :
- comprenant des représentants du secteur technologique, des entreprises, des travailleurs et des économistes
- est chargé de recommander des moyens de moderniser les normes d'emploi provinciales afin de les adapter à la nature changeante du travail et de la technologie, d'évaluer les

systèmes d'instruction et d'éducation ne doivent pas négliger la formation humaine ou technologique, nécessaire à l'exercice rémunéré des responsabilités.

Il faut apprendre aux jeunes à agir de leur propre initiative, à accepter la responsabilité d'affronter avec des compétences adéquates les risques liés à un contexte économique fluide dont l'évolution est souvent imprévisible. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 271-290.*

### **Petites entreprises, commerce et artisanat**

La décentralisation de la production, qui confie à des entreprises plus petites plusieurs tâches auparavant assumées par des intérêts productifs plus importants, donne de la vitalité et une nouvelle énergie au secteur des petites et moyennes entreprises. Ainsi, à côté des artisans traditionnels, apparaissent de nouvelles entreprises caractérisées par de petits intérêts productifs qui travaillent dans des secteurs de production modernes ou dans des activités décentralisées de plus grandes entreprises.

Le travail dans les petites et moyennes entreprises, le travail des artisans et le travail indépendant peuvent représenter une occasion d'humaniser l'expérience du travail, tant par la possibilité d'établir des relations personnelles positives dans des communautés de petite taille que par les possibilités de faire preuve de plus d'initiative et d'ardeur au travail. Toutefois, dans ces secteurs, les cas de traitements injustes, de travail mal rémunéré et surtout incertain ne sont pas rares. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 315.*

### **Industries, innovation et agriculture**

Grâce aux innovations technologiques, le monde s'enrichit de nouvelles professions tandis que d'autres disparaissent. Dans la phase actuelle de transition, on assiste à un mouvement continu des travailleurs du secteur industriel vers celui des services. En particulier, on observe une augmentation des emplois à temps partiel, des emplois temporaires et des

compétences et de donner des conseils sur les stratégies de collaboration avec le gouvernement fédéral afin de garantir que les entreprises multinationales paient leur juste part d'impôts en C.-B.

- le mandat du groupe de travail comprend la prise en compte du partage des bénéfices comme moyen de garantir que les entreprises rentables versent à leurs travailleurs un salaire décent et que les travailleurs bénéficient des bénéfices qui, trop souvent, ne s'accumulent qu'au sommet d'une organisation
- la création d'une commission permanente sur les salaires équitables chargée de recommander des augmentations cohérentes et prévisibles du salaire minimum et de réduire les ingérences politiques.

### **Logement abordable**

Le parti déclare que :

- malgré les progrès réalisés ces dernières années pour refroidir quelque peu le marché du logement, celui-ci reste loin d'être abordable, en particulier pour les jeunes. Beaucoup trop de Britanno-Colombiens ont eu du mal à trouver des logements à louer à des prix abordables et ont été exclus du marché du logement.
- Il y a beaucoup à faire pour que le logement soit abordable pour les personnes qui vivent et travaillent dans nos villes, et qu'il ne soit pas traité comme un véhicule dont les spéculateurs peuvent tirer profit.
- Elle préconise la définition d'un objectif clair en matière d'accessibilité et d'un plan d'action pour l'atteindre, afin de garantir que chacun dispose d'un logement qu'il peut s'offrir et qui répond à ses besoins. Cela nécessitera un ensemble complet de politiques pour faire face à la crise du logement abordable pour tous.

Le parti préconise :

- dans un premier temps, soutenir davantage les locataires de la Colombie-Britannique, qui sont confrontés à des loyers très élevés et à l'escalade du coût de la vie. En Colombie-Britannique, 43 % des ménages locataires paient plus de 30 % de leur revenu en loyer. Cette situation a des effets négatifs importants sur leur santé mentale et leur bien-être, et il leur est plus difficile d'épargner et de planifier leur avenir.
- L'augmentation du coût de l'assurance de la copropriété, qui est un facteur de stress important pour les propriétaires de condominiums. Ces dernières années, nous avons assisté à une augmentation considérable du coût de l'assurance, qui a parfois doublé ou triplé. Nous devons prendre des mesures pour veiller à ce que les Britanno-Colombiens à revenu fixe ne soient pas expulsés de leur logement, notamment en convoquant un groupe de travail pour faire face à l'augmentation du coût de l'assurance des copropriétés et élaborer des solutions dès que l'autorité des services financiers de la Colombie-Britannique (BCFSA) aura achevé son enquête. Ce groupe de travail devrait comprendre des courtiers d'assurance, des assureurs et des propriétaires de copropriétés.
- en collaborant avec les autorités locales pour accroître l'offre provinciale de logements plus diversifiés et plus abordables, y compris les coopératives d'habitation, les logements locatifs abordables et les logements intermédiaires manquants, tels que les maisons en rangée et les triplex.
- renforcer les lois et les politiques provinciales afin de combler les lacunes et de réduire la spéculation sur notre marché.

Afin d'élargir la diversité des formes de logement et de veiller à ce que le logement soit abordable pour les personnes qui vivent et travaillent dans les villes de la Colombie-Britannique, le parti préconise de :

- d'adopter une approche axée sur le logement d'abord et d'accélérer les investissements dans le logement abordable, le logement social et le logement avec services de soutien sur une base prioritaire ;
- d'élargir le soutien à l'habitation coopérative en prolongeant les baux des coopératives existantes sur le point d'expirer, en créant une banque de terres pour les nouvelles coopératives et en assurant la sécurité d'occupation des coopératives sur les terres louées ;
- de travailler avec les gouvernements locaux pour élargir le "milieu manquant", comme les maisons en rangée et les triplex ;
- créer un fonds de capital pour soutenir l'acquisition et l'entretien de logements locatifs par des organisations à but non lucratif afin de maintenir des unités locatives abordables et de lutter contre la financiarisation du marché locatif ;
- supprimer l'échappatoire du "bare trust" et les échappatoires de l'impôt sur la spéculation qui permettent à un trop grand nombre de propriétaires étrangers et de familles satellites d'en être exemptés.

Pour aider les locataires, le parti préconise :

- l'introduction d'un supplément au loyer qui comblera l'écart entre le loyer abordable et ce que les locataires paient réellement, et l'introduction d'une subvention sous condition de ressources qui s'applique aux personnes à revenus faibles et modérés qui paient plus de 30 % de leur revenu en loyer.

### **Travail, syndicats et emploi**

Le parti déclare que :

- la province doit s'assurer que les Britanno-Colombiens sont en mesure de profiter des innombrables possibilités d'emplois significatifs et sûrs qu'une économie à faibles émissions de carbone peut créer
- au fil du temps, de nombreux nouveaux emplois seront créés grâce à l'innovation et à la création de nouvelles entreprises, mais il y a un besoin immédiat de fournir aux gens des emplois bien rémunérés et significatifs, en particulier pour ceux qui ont perdu leur emploi pendant la pandémie, et pour les travailleurs des industries en transition
- son plan d'emplois propres comporte trois grands volets :

emplois "non traditionnels". *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 313.*

### **Syndicats et droits des travailleurs**

Les exigences de la concurrence, de l'innovation technologique et de la complexité des flux financiers doivent être mises en harmonie avec la défense des travailleurs et de leurs droits. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 313.*

Toute forme de matérialisme ou de doctrine économique qui tente de réduire le travailleur à un simple instrument de production, à une simple force de travail ayant une valeur exclusivement matérielle, déformerait désespérément l'essence du travail et le dépouillerait de sa qualité humaine la plus noble et la plus fondamentale. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 270-271.*

Parmi les droits des travailleurs, l'Église reconnaît :

- le droit à un salaire équitable ; - le droit au repos ;
- le droit à un environnement de travail et à des procédés de fabrication qui ne nuisent pas à la santé physique des travailleurs ni à leur intégrité morale ;
- le droit à ce que sa personnalité sur le lieu de travail soit sauvegardée "sans qu'il soit porté atteinte à sa conscience ou à sa dignité personnelle" ; - le droit aux subventions appropriées nécessaires à la subsistance des travailleurs en chômage et de leur famille ;
- le droit à une pension et à une assurance vieillesse, maladie et accidents du travail ;
- le droit à la sécurité sociale liée à la maternité ;
- le droit de s'assembler et de former des associations.

*Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 301*

L'Église reconnaît le rôle fondamental des syndicats... Ces organisations, tout en poursuivant leur but spécifique en ce qui concerne le bien commun, exercent une influence positive sur l'ordre social et la solidarité, et constituent donc un élément indispensable de la vie sociale. Le travail, en

- (1) la mise en œuvre d'un programme de transition équitable pour les travailleurs du secteur pétrolier et gazier et d'autres industries en transition, et la collaboration avec eux sur la voie d'un emploi garanti dans l'économie propre.
- (2) la mise en place d'un programme d'emplois propres pour achever le redressement de la province après la pandémie de COVID-19 et remettre immédiatement les gens au travail. Cela permettrait de créer des milliers d'emplois pour améliorer les atouts naturels de la Colombie-Britannique, la plantation d'arbres, la restauration des habitats, l'assainissement des responsabilités environnementales, ainsi que l'adaptation au climat et l'amélioration de la résilience des communautés face au changement climatique.
- (3) étendre le programme CleanBC Better Buildings et en faire un véritable créateur d'emplois en augmentant les incitations à court terme offertes pour stimuler les rénovations, en accélérant les exigences du code du bâtiment et les exigences d'efficacité de l'équipement pour stimuler l'action à long terme et renforcer l'analyse de rentabilité des rénovations, et en établissant des partenariats avec des collègues, des instituts techniques et des organisations privées pour développer des programmes de formation afin d'accroître l'emploi dans le domaine des rénovations écologiques. La programmation devrait se concentrer sur le soutien aux secteurs touchés par COVID-19, ainsi que sur le soutien au programme de transition juste pour les travailleurs du secteur pétrolier et gazier.

À cette fin, le parti préconise :

- l'établissement d'un fonds de 500 millions de dollars pour soutenir les emplois durables
- le développement d'un programme d'emplois propres axé sur l'amélioration des actifs naturels de la Colombie-Britannique, la plantation d'arbres, la conservation, l'assainissement des responsabilités environnementales, ainsi que l'adaptation au climat et l'amélioration de la résilience des communautés au changement climatique.
- mise en œuvre d'un programme de transition juste pour les travailleurs du secteur pétrolier et gazier et d'autres industries en transition, en travaillant avec eux sur une voie vers un emploi garanti dans l'économie propre
- travailler avec les partenaires de l'industrie pour améliorer le programme "Better Homes, Better Buildings" de Clean BC, y compris en : (i) en augmentant les incitations à court terme offertes pour stimuler les rénovations ; (ii) en accélérant les exigences du code du bâtiment et les exigences d'efficacité de l'équipement pour stimuler l'action à long terme et renforcer l'analyse de rentabilité des rénovations ; et (iii) en établissant des partenariats avec des collègues, des instituts techniques et des organisations privées pour développer des programmes de formation afin de développer l'emploi dans le domaine des rénovations vertes. La programmation devrait se concentrer sur le soutien des secteurs touchés par COVID 19, ainsi que sur le soutien du programme de transition juste pour les travailleurs du secteur pétrolier et gazier.

### **Industries et entreprises**

#### **L'innovation**

Le parti déclare que :

- il s'est fait le champion du groupe de travail sur l'économie émergente, qui a examiné l'avenir, les opportunités et les défis auxquels notre économie est confrontée et s'est concentré sur le changement climatique comme l'une des principales forces qui façonnent l'économie provinciale, et a mis en évidence les opportunités qui découlent du développement d'une économie à faible émission de carbone.
- Pour saisir ces opportunités, les Britanno-Colombiens doivent aller au-delà de l'atténuation du changement climatique dans la province et se concentrer sur des investissements délibérés dans l'innovation verte
- dans un premier temps, il préconise la mise en place d'une stratégie d'innovation provinciale ayant pour mission de faire de la Colombie-Britannique une économie à faible émission de carbone de premier plan au niveau Mondial
- La Colombie-Britannique doit immédiatement mettre fin aux subventions accordées à l'industrie des combustibles fossiles et consacrer ces fonds à de nouveaux secteurs économiques verts
- Trop de gouvernements utilisent l'innovation comme un mot à la mode et ne font pas grand-chose pour l'orienter dans la bonne direction. Le parti s'engage à faire de sa politique d'innovation en Colombie-Britannique une partie plus importante de la stratégie économique qu'il propose pour construire délibérément l'avenir que la Colombie-Britannique souhaite.

Le parti préconise :

- l'établissement d'un fonds d'investissement stratégique d'un milliard de dollars pour soutenir l'innovation des entreprises qui s'aligne sur les objectifs de la province, en mettant particulièrement l'accent sur le soutien aux innovations qui aident à passer à une économie zéro carbone
- le soutien à la création d'une stratégie sur les biocarburants et d'une feuille de route sur l'hydrogène propre dans le cadre du mélange énergétique utilisé pour remplacer les combustibles fossiles dans le secteur des transports.
- l'intégration d'une perspective d'émissions de GES dans tous les processus de passation de marchés publics
- le rétablissement immédiat de l'augmentation prévue de la taxe sur le carbone et le retour à des augmentations régulières et prévisibles de la taxe sur le carbone de 10 dollars par an
- le partenariat dans les pôles d'innovation dans les domaines où la Colombie-Britannique dispose d'un avantage stratégique, sur la base de la proposition du rapport du commissaire à l'innovation
- l'adoption d'une législation sur l'énergie propre évaluée par la propriété (PACE).

raison de son caractère subjectif ou personnel, est supérieur à tout autre facteur lié à la productivité ; ce principe s'applique en particulier au capital.

La doctrine sociale de l'Église enseigne que les relations dans le monde du travail doivent être marquées par la coopération : la haine et les tentatives d'éliminer l'autre sont totalement inacceptables. Il en est de même parce que, dans tout système social, le "travail" et le "capital" représentent des éléments indispensables du processus de production.

Aucun chrétien, du fait de son appartenance à une communauté unie et fraternelle, ne doit se sentir autorisé à ne pas travailler et à vivre aux dépens des autres (cf. 2 Th 3, 6-12). Au contraire, tous sont chargés... de mettre un point d'honneur à travailler de leurs propres mains, afin de n'être à la charge de personne (1 Th 4,12), et de pratiquer une solidarité également matérielle en partageant les fruits de leur travail avec "ceux qui sont dans le besoin" (Ep 4,28). *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 264, 305-397.*

#### **Entreprises, concurrence et consommateurs**

***Tu ne convoiteras pas les biens de ton prochain.***

*- le 10e commandement*

Le profit individuel d'une entreprise économique, bien que légitime, ne doit jamais devenir le seul objectif. L'utilité sociale est un objectif encore plus important. Lorsque le marché libre remplit les fonctions importantes mentionnées ci-dessus, il devient un service pour le bien commun et le développement humain intégral. En revanche, lorsqu'il est axé sur le seul profit, le marché peut dégénérer en une institution inhumaine et aliénante, avec des répercussions incontrôlables.

La liberté dans le secteur économique... doit être réglementée par des normes juridiques appropriées afin d'être mise au service de la liberté intégrale de l'homme... *Un important travail éducatif et culturel est nécessaire de toute urgence, y compris l'éducation des consommateurs à l'utilisation responsable de leur pouvoir de choix, la formation d'un sens*

#### **Agriculture**

Le parti déclare que :

- la pandémie de grippe aviaire a fait prendre conscience de l'importance de la sécurité alimentaire ; et les événements survenus en Californie et ailleurs ont renforcé le message : la sécurité alimentaire des Britanno-Colombiens est menacée par le changement climatique dans les principales régions d'approvisionnement telles que la Californie, la Floride et le Mexique. Nous devons nous préparer. Nous devons faire davantage pour protéger les terres agricoles dans nos communautés, étendre la superficie des terres consacrées à la production alimentaire et établir une stratégie de durabilité alimentaire à long terme pour la province. Cela permettra de réduire la dépendance à l'égard des chaînes d'approvisionnement en produits importés, de moins en moins fiables, et de diversifier l'agriculture en Colombie-Britannique.
- il n'y a pas de véritable alimentation sans agriculteurs. Nous devons identifier et mettre en œuvre de toute urgence des solutions pour rendre l'agriculture plus attrayante et plus lucrative, en particulier pour les jeunes agriculteurs
- ces dernières années, les terres agricoles sont devenues liées à l'escalade du marché immobilier dans de nombreuses régions de la Colombie-Britannique, et il est devenu intenable pour les jeunes agriculteurs de se lancer dans l'aventure de la terre. Le gouvernement dispose d'outils pour remédier à cette situation. Tout comme le gouvernement est intervenu pour créer la réserve de terres agricoles il y a plusieurs décennies, il est possible d'assurer l'avenir de l'agriculture en Colombie-Britannique
- l'une des options consiste à créer une banque de terres agricoles appartenant à l'État et pouvant être louées par de nouveaux agriculteurs.
- Il est également important de reconnaître que toutes ces décisions sont liées. Les décisions que nous prenons concernant nos forêts et le développement ont toutes un impact sur notre sécurité alimentaire. Nous devons être plus intelligents dans notre façon de prendre des décisions et reconnaître cette interconnexion. Travailler en vase clos ne résoudra pas ces problèmes.

Le parti préconise la création d'une stratégie de sécurité alimentaire en Colombie-Britannique pour rendre l'agriculture de la province plus résistante au changement climatique, améliorer la sécurité alimentaire locale et soutenir les producteurs agricoles locaux :

- l'établissement d'une stratégie de durabilité alimentaire à long terme pour la province afin de réduire la dépendance à l'égard des chaînes d'approvisionnement importées et de diversifier l'agriculture en Colombie-Britannique.
- l'intégration de la production et de la sécurité alimentaires dans le mandat de la Commission des terres agricoles.
- étendre la superficie des terres consacrées à la production alimentaire et créer une banque de terres agricoles publiques pouvant être louées par de nouveaux agriculteurs
- reconnaître les disparités régionales et de revenus en matière d'insécurité alimentaire en Colombie-Britannique et s'efforcer d'améliorer l'accès à une alimentation saine et de qualité pour les Britanno-Colombiens à faible revenu, notamment en développant des systèmes pour les Premières nations qui respectent les connaissances et les valeurs indigènes.
- encourager les pratiques agricoles agro-écologiques et aider les petites exploitations à adopter de nouvelles technologies pour réduire les émissions de carbone.
- étudier les possibilités de rendre l'agriculture plus attrayante et plus durable, notamment (1) en veillant à ce que les agriculteurs aient accès aux installations de transformation locales et qu'ils partagent les bénéfices de la transformation ; et (2) en permettant la culture de produits de grande valeur, tels que le cannabis, pour compléter le revenu agricole.
- fournir 10 millions de dollars par an pour financer la recherche et mettre en place des bureaux agricoles régionaux afin de fournir une expertise et un soutien aux agriculteurs locaux pour qu'ils puissent appliquer les innovations à la ferme et s'adapter à un climat changeant.
- la restriction et la réglementation de la propriété étrangère des terres ALR.

#### **Sylviculture**

Le parti déclare que :

- nous devons reprendre le contrôle de nos forêts aux grandes entreprises, en veillant à ce que la foresterie réponde aux besoins des communautés locales, tant sur le plan économique qu'écologique.
- Les forêts de la Colombie-Britannique sont une ressource publique qui appartient aux habitants de la province et qui doit être gérée comme telle. Cela signifie qu'il faut rétablir l'autorité du gouvernement dans la prise de décision, entreprendre une réforme majeure du régime foncier et renforcer les capacités scientifiques du FLNRO.
- Bien qu'il ait promis de faire les choses différemment, le gouvernement actuel n'a pas modifié, de manière substantielle, le statu quo de la gestion forestière dans cette province. Récemment, la coupe des forêts anciennes s'est poursuivie aussi rapidement que sous le gouvernement précédent, et aucune réforme significative de la gestion forestière n'a été entreprise. Les pertes d'emplois au niveau local et les pratiques forestières non durables se sont poursuivies.
- Les forêts devraient être gérées de manière holistique, pour toutes les valeurs qu'elles renferment. Plus fondamentalement, cela signifie qu'il faut adopter une législation qui fasse de la conservation de la santé des écosystèmes et de la biodiversité des forêts de la Colombie-Britannique une priorité absolue, l'approvisionnement en bois n'étant qu'un avantage parmi d'autres. Des processus de planification et des méthodes d'exploitation différents découlent de ce changement fondamental dans les pratiques de gestion forestière. Nous ne pouvons pas continuer à liquider nos ressources naturelles au profit des actionnaires de grandes entreprises, tout en continuant à supprimer des emplois locaux dans les communautés de la province à mesure que les usines ferment. Nous devons au contraire générer beaucoup plus d'emplois et de revenus à partir de ce que nous récoltons, par exemple en veillant à ce que les petits producteurs aient accès à la fibre, en encourageant les produits du bois à valeur ajoutée et les utilisations non traditionnelles de la fibre de bois, et en partageant les revenus avec les Premières nations, les municipalités et les districts régionaux.
- La province doit reconnaître l'importance cruciale des forêts pour la biodiversité et protéger à jamais les forêts anciennes qui subsistent. Cela signifie qu'il faut mettre pleinement en œuvre les recommandations de la commission d'examen des forêts anciennes en partenariat avec les Premières nations et mettre immédiatement fin à l'exploitation des forêts anciennes dans les écosystèmes à haut risque à travers la province, avec le financement nécessaire pour soutenir cette démarche et créer de nouvelles opportunités pour les communautés, plutôt que de poursuivre les "consultations" avec peu d'action.

aigu des responsabilités chez les producteurs et les personnes travaillant dans les médias en particulier, ainsi que l'intervention nécessaire des pouvoirs publics.

Afin d'équilibrer le principe de solidarité avec les droits et obligations de l'individu, l'intervention de l'État dans l'environnement économique ne doit être ni envahissante ni absente, mais proportionnée aux besoins réels de la société. "L'État a le devoir de soutenir les activités économiques en créant des conditions qui assurent des possibilités d'emploi, en stimulant ces activités là où elles font défaut ou en les soutenant dans les moments de crise.

L'État a en outre le droit d'intervenir lorsque des monopoles particuliers créent des retards ou des obstacles au développement.

*Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 305-307, 351, 376.*

Le sens de l'histoire se perd de plus en plus, ce qui conduit à une rupture encore plus grande. Une sorte de "déconstructionnisme", où la liberté humaine prétend tout créer à partir de zéro, progresse dans la culture d'aujourd'hui. La seule chose qu'il laisse dans son sillage, c'est la volonté de consommer sans limites et l'expression d'un individualisme vide. *Fratelli tutti, 12*

### **Transports et infrastructures**

Les exigences du bien commun sont étroitement liées au respect et à la promotion intégrale de la personne et de ses droits fondamentaux. Ces exigences concernent, entre autres, l'engagement à fournir à tous les services essentiels, dont certains sont en même temps des droits de l'homme : alimentation, logement, travail, éducation et accès à la culture, transports... *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 166*

Le parti préconise d'agir maintenant pour protéger ce qu'il reste à la province, notamment en :

- réformer la gestion forestière en Colombie-Britannique afin qu'elle réponde aux besoins à long terme des communautés locales et qu'elle soutienne une industrie véritablement durable, où les valeurs des communautés et des écosystèmes sont au cœur de la gestion.
- reprendre le contrôle des forêts aux grandes entreprises, en veillant à ce que la sylviculture réponde aux besoins des communautés locales.
- rétablir l'autorité du gouvernement dans la prise de décision aux niveaux provincial et local, y compris en renforçant le pouvoir des gestionnaires de district de refuser ou de modifier les permis.
- une réforme de la tenure pour redistribuer les tenures de quelques grandes entreprises et augmenter la proportion de tenures détenues par les Premières nations et les forêts communautaires.
- créer un poste législatif de forestier général, un fonctionnaire de la législature qui est non partisan et qui rend compte à la Chambre chaque année.
- créer un poste de scientifique en chef, homologue du forestier en chef, afin de veiller à ce que les valeurs multiples soient correctement prises en compte dans l'analyse de l'approvisionnement en bois.
- le renforcement des capacités du FLNRO et la mise en place d'un personnel du ministère des forêts basé dans les communautés, afin de soutenir la gestion durable des ressources forestières locales et d'offrir des emplois communautaires bien rémunérés.

Afin de gérer les forêts provinciales de manière holistique, pour toutes les valeurs qu'elles contiennent, le parti préconise :

- de modifier le cadre de gestion en réformant la législation, en s'éloignant d'une focalisation exclusive sur l'approvisionnement en bois et en gérant toutes les valeurs que nos forêts renferment.
- l'adoption d'une plus grande variété de pratiques d'exploitation forestière, y compris l'exploitation sélective et des rotations de peuplements plus longues.
- entreprendre une planification, un reboisement et une restauration des écosystèmes à l'échelle du paysage, en partenariat avec les communautés locales et les Premières nations.
- protéger les communautés contre les incendies et les inondations grâce à des projets de gestion forestière et de traitement des combustibles à l'échelle du paysage, axés sur l'écologie
- rétablir la capacité des pouvoirs publics à assurer la gestion, le suivi et l'application de la législation forestière, et accroître le financement de l'inventaire forestier et de la recherche primaire.

Pour protéger à jamais les forêts anciennes de grande valeur qui subsistent, le parti préconise :

- la mise en œuvre complète et immédiate des recommandations de la commission d'examen des forêts anciennes, en partenariat avec les Premières nations. Cela inclut (1) l'arrêt immédiat de l'exploitation des forêts anciennes dans les écosystèmes à haut risque de la province ; (2) une législation qui fasse de la conservation de la santé des écosystèmes et de la biodiversité des forêts de la Colombie-Britannique une priorité absolue.
- mettre en place des mécanismes de financement pour soutenir la préservation des forêts anciennes.

Pour générer plus d'emplois et de revenus à partir de l'exploitation forestière, le parti préconise de :

- veiller à ce que les petits producteurs aient accès aux fibres et encourager l'innovation en matière de produits à valeur ajoutée, y compris les utilisations non traditionnelles des fibres de bois, notamment les biocarburants, et les utilisations productives des fibres résiduelles.
- appliquer la taxe carbone au brûlage des résidus afin de réduire les émissions de carbone de notre secteur forestier et de garantir l'utilisation des matériaux résiduels.
- mettre fin aux exportations de grumes.
- veiller à ce que les bénéfices des ressources de la Colombie-Britannique profitent aux communautés locales, en partageant directement davantage de revenus des ressources avec les Premières nations, les municipalités et les districts régionaux.
- améliorer le soutien aux travailleurs forestiers et aux communautés, notamment en augmentant les investissements dans le recyclage et le soutien aux nouvelles opportunités d'emploi.
- étudier les possibilités de diversifier les activités de broyage et de transformation secondaire afin de mieux utiliser le bois existant.
- la promotion d'un développement plus durable des ressources forestières, notamment en investissant dans les possibilités de tourisme et les économies à faible émission de carbone.

### **Petites entreprises et tourisme**

Le parti déclare que :

- les entrepreneurs qui, à force de travail, ont créé leur propre entreprise, sont présents dans toutes les communautés des provinces. Ces entreprises sont souvent au cœur des communautés dans lesquelles nous vivons. Elles emploient nos amis et nos voisins, donnent de la vie à nos rues et contribuent énormément au quartier environnant.
- Ces entreprises ont été profondément touchées par la pandémie de COVID. Non seulement en termes de coûts, mais aussi d'incertitude quant à l'avenir, car elles ne savent pas si ce qu'elles ont construit va durer ou si elles vont devoir licencier des employés
- pour les opérateurs touristiques, les défis ont été exacerbés par la fermeture des frontières et les interdictions de voyager.
- le simple fait est que le gouvernement provincial n'a pas fait assez pour relever les défis auxquels sont confrontés nos petites entreprises et nos secteurs touristiques.

Le parti préconise d'allouer 300 millions de dollars à la création d'un programme d'aide au loyer de 6 mois pour les petites entreprises :

- pour les entreprises admissibles, couvrir 25 % des coûts de location. Les critères incluraient des limites à 50 000 dollars en coûts de location mensuels
- réorganiser le programme de subventions provinciales pour se concentrer sur le soutien aux petits opérateurs touristiques
- travailler immédiatement avec l'industrie pour établir des critères qui ont du sens
- accélérer le calendrier pour s'assurer que l'argent des subventions peut commencer à être versé immédiatement
- travailler avec les entreprises touristiques à but non lucratif, les installations culturelles et les attractions pour développer un programme de subventions distinct qui garantira que ces entreprises emblématiques puissent survivre à COVID 19 et au-delà.
- collaborer avec le gouvernement fédéral pour mettre en place un programme de prêts remboursables pour le secteur de l'hôtellerie et de la restauration et pour les opérateurs touristiques qui dépassent les critères du programme de subvention pour les petits opérateurs touristiques.

### **Transit**

Le parti déclare que :

- l'un des domaines les plus importants pour créer des villes où il fait bon vivre est de répondre aux besoins en matière de transport d'une manière réfléchie.
- La planification régionale doit être abordée de manière holistique et réfléchie, plutôt que de simplement choisir des projets en fonction de leur potentiel à remporter plus de voix.
- Les objectifs climatiques doivent être intégrés dans chaque décision d'infrastructure, tout comme il faut s'assurer que les fonds publics dépensés pour le transport servent à développer les réseaux de transport en commun et de transport actif
- Investir dans le transport en commun, les villes vivables et le transport actif nous aidera non seulement à atteindre nos objectifs climatiques, mais aussi à améliorer le bien-être physique et mental, la force et la cohésion des communautés, ainsi que la qualité de vie globale de la province.

Le parti préconise

- donner la priorité aux investissements dans les services de transport en commun et veiller à ce que TransLink, BC Transit et BC Ferries bénéficient d'un soutien financier à long terme. Pour les communautés côtières et certaines communautés de l'intérieur, les ferries font partie du mode de vie et constituent un élément essentiel du réseau de transport. Nous devons cesser de prétendre que les ferries devraient, ou pourraient, être gérés dans un but lucratif et les recentrer sur les services essentiels qu'ils fournissent à nos communautés.
- travailler avec les gouvernements locaux pour établir une vision du transport durable dans une ère de croissance démographique accrue sur l'île du Sud, y compris par le biais de : une stratégie régionale des transports ; l'établissement d'un organe de gouvernance régionale pour surmonter les fractures du processus décisionnel et fournir une planification intégrée pour la région en pleine croissance ; l'investissement pour soutenir l'expansion des options de transport public afin d'aider les gens à se déplacer plus facilement ; construire des liaisons de transport public fréquentes et abordables entre les villes, comme entre Cowichan et le CRD
- investir en priorité dans les services de transport en commun pour soutenir la reprise économique, améliorer l'habitabilité des communautés et réduire les émissions de gaz à effet de serre
- veiller à ce que les pertes à long terme prévues pour TransLink, BC Transit et BC Ferries soient traitées de manière à ce que les niveaux de service soient maintenus, ce qui permettra à la clientèle de rebondir rapidement pendant la période de reprise économique
- travailler avec les gouvernements locaux et régionaux pour repenser le modèle de financement des transports en commun et établir un modèle de financement à long terme équitable et stable pour les transports en commun, y compris les services de transport en commun et les services d'autobus, travailler avec les gouvernements locaux et régionaux pour repenser le modèle de financement des transports en commun et établir un modèle de financement à long terme équitable et stable pour les transports en commun, y compris la prise en compte de la tarification de la mobilité
- développer des critères de climat et de durabilité, y compris la prise en compte des impacts cumulatifs, à appliquer à tous les projets d'investissement futurs, y compris les investissements dans les infrastructures de transport
- ramener BC Ferries au sein du gouvernement en tant que société d'État, et mener un examen complet des opérations de BC Ferries axé sur la fourniture d'un service public efficace pour les Britanno-Colombiens, et le rôle des ferries dans le réseau de transport de la Colombie-Britannique.



### **Logement et réduction de la pauvreté**

#### **Logement**

Le parti affirme que :

- les aides au logement abordables accordées aux acquéreurs rendent le logement moins abordable. Leur introduction encourage les initiés à spéculer sur les gains de prix qui se produiront lorsque tous les nouveaux acheteurs seront bientôt en concurrence pour les mêmes propriétés avec une plus grande capacité d'emprunt.
- Les aides au logement abordable destinées aux locataires peuvent augmenter marginalement l'offre de logements locatifs et, par conséquent, faire baisser les prix. Mais le coût

de cette mesure, qui s'élève à près de 500 millions de dollars par an (et devrait augmenter considérablement), est beaucoup trop élevé par rapport à l'impact réel qu'elle aura (même si elle réussit, elle ne fera que suivre la croissance de la population). Si l'on ajoute à cela les mauvaises incitations introduites par les modifications apportées à la loi sur la location résidentielle, il est probable que le nombre de logements locatifs par personne diminuera à nouveau.

Les partisans du parti :

- éliminer les subventions provinciales au logement abordable, afin d'économiser environ 500 millions de dollars par an
- en se concentrant plutôt sur des mesures qui augmenteront l'offre de logements d'entrée de gamme, telles que la réduction de la complexité des codes de construction et l'encouragement des municipalités à offrir un ratio de surface de plancher supplémentaire pour les immeubles locatifs uniquement.
- redonner aux propriétaires le contrôle des lois sur la location, en permettant à un plus grand nombre d'entre eux de mettre leurs biens en location sans risquer d'être enfermés avec un mauvais locataire.

### **Réduction des taxes**

Le parti préconise :

- l'élimination des taxes provinciales sur les carburants et le carbone, ce qui permettrait à la famille moyenne d'économiser plus de 1 000 dollars par an. Tout le monde paie davantage lorsque les transports sont taxés dans la mesure où ils le sont aujourd'hui. La construction et l'entretien des infrastructures de transport coûtent cher, mais la majorité de ces coûts ne sont pas financés par les taxes sur les carburants et sur le carbone. La plupart des travaux d'entretien sont pris en charge par les municipalités, tandis que les projets d'investissement sont financés de manière indépendante. Les recettes fiscales perçues sur les carburants (et bientôt sur le carbone) sont affectées aux recettes générales des gouvernements provinciaux.
- Étant donné que ces taxes s'appliquent à tous les produits d'épicerie que nous achetons ainsi qu'à la consommation d'essence, elles sont régressives et touchent davantage les personnes les moins à même de payer que les riches. Elles ciblent aussi injustement ceux qui doivent se rendre au travail, ajoutant l'insulte à l'injure pour ceux qui fuient les logements urbains inabordable et les embouteillages.
- la révision des réglementations qui font obstacle à la création de nouvelles capacités de raffinage dans les régions où la demande est la plus forte, afin que les coûts de transport de l'essence puissent être réduits davantage.

### **Industries et entreprises**

#### **Petites et moyennes entreprises**

Le parti préconise :

- l'élimination de l'impôt sur la santé des employeurs. Le gouvernement a récemment pris des mesures pour remplacer les primes du Medical Service Plan (MSP) payées par les particuliers par une taxe sur les employeurs pouvant atteindre 1,9 % de la masse salariale totale. Cette approche augmente les obstacles à la création d'emplois, décourage l'expansion des entreprises, encourage les entreprises à investir dans les technologies d'automatisation et exerce une pression sur les augmentations de salaires et d'avantages sociaux pour les employés.
- Comme pour les particuliers et leurs tranches d'imposition, les chefs d'entreprise tenteront d'éviter le déclenchement de taux d'imposition plus élevés sur la santé en réduisant leur activité globale et en embauchant moins de travailleurs. Les employeurs ne prévoient dans leur budget que les augmentations de coûts de main-d'œuvre qu'ils peuvent se permettre. Avec une taxe patronale sur la masse salariale, ils reporteront leurs projets d'augmentation des salaires ou accéléreront leurs projets d'automatisation. Les travailleurs marginaux sont les plus touchés par cette modification de la charge des coûts, ce qui en fait un impôt très régressif en excluant totalement de la main-d'œuvre les travailleurs les plus vulnérables.
- Comme dans le cas des augmentations du salaire minimum et d'autres interventions, l'augmentation artificielle du coût du travail aura un effet négatif sur les plus vulnérables, les adolescents et les étudiants, ainsi que sur les personnes souffrant d'un handicap qui réduit leur capacité de production. Les tendances actuelles font que les travailleurs entrent sur le marché du travail à un âge plus avancé, ce qui réduit leur potentiel de gain tout au long de leur vie, l'acquisition de leur capital humain et le sentiment général de leur contribution et de leur valeur. Le gouvernement ne doit pas jeter de l'huile sur le feu de ces tendances.

#### **Transit**

Le parti préconise

- l'abrogation de la loi sur les transports de passagers ; le financement de l'application de la loi, au lieu de favoriser une concurrence de marché axée sur la qualité pour le covoiturage, les taxis, les bus et d'autres modes de transport pour compte d'autrui, y compris la dissolution du Bureau des transports de passagers qui fixe les prix pour l'industrie du taxi, les navettes, les limousines et les services d'autobus interurbains. Cela permettra d'éliminer la fixation par le gouvernement des prix et des tarifs des véhicules de transport et l'obligation d'obtenir une "autorisation spéciale" pour obtenir une licence d'exploitation. Les exigences de l'Office des transports, selon lesquelles les fournisseurs potentiels doivent d'abord démontrer qu'il existe un "besoin public" et que la demande "favorise des conditions économiques saines dans l'industrie", supposent beaucoup trop de connaissances de la part des bureaucrates qui dirigent l'Office, tout en offrant une protection aux fournisseurs en place contre la concurrence. Ce type d'ingérence dans le marché se traduit par un mauvais service à la clientèle et a entraîné de nombreuses lacunes dans la couverture des services dans l'ensemble de la province.
- supprimer les obstacles juridiques et réglementaires aux services de covoiturage comme Uber et Lyft et mettre fin à l'aide sociale à l'industrie du taxi. Des services comme Uber, Lyft et d'autres améliorent radicalement le transport des personnes et des marchandises partout où ils sont introduits. Ces solutions de transport modernes perturbent l'industrie

des taxis et des transports publics, inefficace et coûteuse, de la même manière qu'Amazon, iTunes, Netflix et Airbnb ont bouleversé les modèles de leurs industries respectives. Le covoiturage apporte la mobilité à ceux qui ne pouvaient pas se l'offrir auparavant, améliore la qualité, la fiabilité et la confiance dans les services de transport et permet aux gens ordinaires de générer un revenu supplémentaire à partir de leur véhicule. Il n'appartient pas aux pouvoirs publics de décider qui peut ou ne peut pas louer sa voiture à des tiers contre de l'argent. Voyager par n'importe quel moyen comporte des risques, des coûts et des avantages différents, qu'il s'agisse de marcher, de faire du vélo, de conduire, de prendre le bus ou de prendre un Uber, parmi beaucoup d'autres. Chaque individu devrait être autorisé à déterminer la récompense et le risque relatifs d'un moyen de transport donné. En outre, un système fondé sur le choix individuel, plutôt que sur un contrôle central, sera plus efficace, plus accessible et plus productif, car l'individu est le mieux placé pour faire les choix qui s'imposent. Après tout, c'est son propre corps et son propre argent qu'il met en danger, et seul chaque individu sait à quel point il est important d'arriver à une destination donnée à un rythme et à un prix donnés.

- autoriser la concurrence dans tous les types d'assurance automobile et transformer l'activité d'assurance de l'ICBC en une coopérative détenue et gérée par ses membres.
- mettre fin au monopole de TransLink sur les services de bus dans le Lower Mainland ; recentrer ses activités sur les services intégrés de transport en commun rapide tels que le SeaBus, le SkyTrain et le West Coast Express. Les Britanno-Colombiens devraient s'attendre à de meilleurs services de transport à l'ère moderne, et l'argent que les contribuables déboursent pour certains de ces services devrait être consacré à des projets qui profiteront au plus grand nombre, notamment l'amélioration et la modernisation de la Canada Line, du SeaBus, du SkyTrain et du West Coast Express, ainsi que la construction accélérée de nouvelles lignes grâce à des partenariats public-privé, comme l'extension du SkyTrain jusqu'à UBC, un tramway sur la voie verte d'Arbutus, un TLR à Surrey, et peut-être d'autres encore.
- l'élimination des taxes sur le carbone et les carburants, ainsi que de la TVP sur les ventes de véhicules privés.
- l'interdiction des radars photo en Colombie-Britannique et le rétablissement des péages sur les ponts et les autoroutes express.
- soutenir les recours fondés sur les droits de la Charte par principe
- demander au MOTI de donner la priorité au financement de projets d'infrastructure essentiels, tels que : le remplacement du tunnel Massey, l'expansion du SkyTrain, l'élargissement à quatre voies de la route TC 1 jusqu'à la frontière de l'Alberta, et le contournement de Malahat
- mettre fin aux contrats d'infrastructure du gouvernement fondés sur des "accords de bénéfices communautaires" réservés aux syndicats, dont plus de 4 milliards de dollars ont déjà été attribués par le biais d'une nouvelle société d'État appelée "BC Infrastructure Benefits Inc." qui embauchera des travailleurs syndiqués pour la construction de grands projets publics. Cette société n'embauchera que des travailleurs syndiqués - les citoyens non syndiqués de la Colombie-Britannique ne sont pas les bienvenus pour profiter des "avantages communautaires" qui en découlent. Le premier ministre Horgan affirme que cette approche exclusivement syndicale favorisera les embauches locales, encouragera l'apprentissage, la formation et les possibilités d'emploi pour les femmes et les populations autochtones, que les projets seront plus sûrs, plus efficaces et plus économiques, et qu'il n'y aura "qu'une modeste augmentation de 4 à 7 %" des coûts de construction. Ce qui signifie que l'augmentation sera supérieure à 4-7 %. Les CBA obligent les travailleurs des projets désignés à s'affilier à l'un des 19 syndicats favorisés par le gouvernement dans les 30 jours suivant leur entrée en fonction. Tous les salaires et avantages sociaux des travailleurs de la construction passeront par cette nouvelle société d'État. (Le BCIB sera considéré comme l'employeur de tous les employés travaillant dans le cadre du CBA. Les entrepreneurs doivent reconnaître le BCIB comme employeur. Les entreprises à guichet ouvert peuvent soumissionner pour des projets, mais leurs employés devront adhérer à un syndicat désigné (le nouveau "Allied Infrastructure and Related Construction Council of BC") après 30 jours de travail.

### **L'agriculture**

Le parti déclare que :

- la loi actuelle de la Colombie-Britannique interdit la distribution d'un produit - le lait non pasteurisé - qui est légal dans 43 États américains ainsi qu'en Angleterre, en Irlande, en Nouvelle-Zélande et dans toutes les nations européennes. La vente de lait cru est actuellement illégale en vertu d'un règlement fédéral de 1991 et de la loi provinciale sur l'industrie laitière. - Le partage des troupeaux est illégal en Colombie-Britannique depuis que le ministre de la Santé du Crédit social, Peter Dueck, a promulgué le Health Hazard Regulation il y a trente ans, en 1988. Cette loi, aujourd'hui section 2(a) du Health Hazards Regulation sous le Public Health Act, définit tout lait non pasteurisé comme un "danger pour la santé".
- Il n'existe aucune preuve ou documentation à l'appui de l'interdiction de la vente de lait cru. L'étalon-or des tests microbiens, les évaluations quantitatives du risque microbien ("QMRA"), montrent que le lait cru est un aliment à faible risque. Enfin, les épidémies citées par le CDC pour vilipender le lait cru sont souvent causées par du fromage mexicain "baignoire" importé illégalement et par du lait contaminé produit selon des méthodes industrielles par des laiteries en milieu confiné, c'est-à-dire du lait qui doit être pasteurisé pour être sûr, et non du lait provenant de micro-laiteries nourries à l'herbe et gérées par des agréeurs professionnels et certifiés.
- Le Raw Milk Institute (est. 2011) a développé un programme de formation à la sécurité alimentaire à la ferme pour la production de lait cru qui donne d'excellents résultats. Il a été prouvé que le lait peut être produit en Colombie-Britannique sans pathogènes.
- Quatre-vingt-neuf pour cent des producteurs laitiers canadiens boivent leur propre lait frais, selon une étude réalisée en 2010 par l'université de Guelph, ce qui laisse penser que cet aliment consommé par l'homme depuis des millénaires est sûr.

Le parti préconise

- l'élaboration d'une réglementation moderne et d'un processus de certification pour les fermes qui assurent la production, la distribution et la vente sanitaires de lait non pasteurisé dans la province
- l'adoption du projet d'Artisan Herdshare Regulation proposé par la British Columbia Herdshare Association et la création d'une nouvelle catégorie de ferme
- modifier la section 2(a) du Public Health Act, Health Hazards Regulation, afin d'exempter les élevages certifiés en vertu du nouveau règlement.

### **Insurance Corporation of British Columbia (Société d'assurance de la Colombie-Britannique)**

Le parti déclare que :

- L'Insurance Corporation of British Columbia (ICBC) est constamment considérée comme le pire fournisseur d'assurance du pays, et pourtant les consommateurs sont impuissants à choisir un assureur concurrent pour leurs besoins de base en matière d'assurance automobile. Non seulement l'ICBC est universellement détestée pour la médiocrité de son service à la clientèle, mais ses prix sont toujours parmi les plus élevés du pays.
- Il préconise de libérer complètement les conducteurs de l'ICBC et de permettre à chaque Britanno-Colombien de souscrire toute forme d'assurance automobile auprès de l'assureur de son choix, mettant ainsi un terme à plus de 46 ans de monopole gouvernemental en Colombie-Britannique.

Le parti préconise:

- permettre la concurrence et l'innovation dans tous les types d'assurance automobile
- convertir les activités d'assurance de base et facultative de l'ICBC en une coopérative détenue et gérée par ses membres, afin de la rendre plus efficace
- rendre l'administration des permis de conduire et de l'immatriculation des véhicules au gouvernement provincial avec des bureaux régionaux
- réduire progressivement la bureaucratie administrative et exécutive de l'ICBC, et vendre le siège social de 80 millions de dollars à Lonsdale Quay à North Vancouver
- une révision complète du barème des amendes de l'ICBC et de ses pratiques de recouvrement ; transfert aux municipalités
- abrogation de la législation "Enhanced Care Coverage", également connue sous le nom de "No-Fault", qui prive les victimes d'accidents de dommages-intérêts pour la douleur et la souffrance, de l'accès à une représentation juridique pour leurs soins et leur rétablissement, et qui, en fin de compte, rendrait nos routes moins sûres
- modernisation des lois de la Colombie-Britannique sur les décès injustifiés, comme l'ont fait toutes les autres provinces, afin que tous les citoyens disposent d'une base de valeur et de protections égales en vertu de la loi, et pas seulement les personnes ayant un revenu et des personnes à charge, comme c'est le cas avec la législation actuelle, vieille de 174 ans
- la création d'un "Centre d'excellence pour la sécurité routière", sous la forme d'un partenariat public/privé, afin de développer et de mettre en œuvre en permanence des mesures de sécurité pour les conducteurs et les routes, afin de rendre notre province plus sûre pour tous les usagers des routes, des pistes cyclables, des sentiers et des allées piétonnes



### **Une économie au service des personnes**

Le parti déclare que :

- les gouvernements précédents ont dépouillé les contribuables tout en accordant des milliards de dollars de réductions d'impôts aux Britanno-Colombiens les plus riches. Les tarifs de l'électricité, les primes de l'ICBC et les tarifs des ferries ont tous augmenté. Les frais de scolarité ont triplé et les frais de MSP ont doublé. Des péages élevés ont été appliqués aux principaux ponts destinés aux banlieusards, là où il n'existe pas d'options de transport en commun.
- Les gouvernements précédents n'ont rien fait non plus pour enrayer la hausse vertigineuse des prix du logement et des loyers
- depuis leur arrivée au pouvoir, la réduction des coûts pour les Britanno-Colombiens reste une priorité pour eux. Depuis plusieurs années, il augmente régulièrement ses investissements pour aider les gens à faire face aux dépenses quotidiennes, notamment en réduisant les frais de garde d'enfants, d'assurance automobile et de santé, et en rendant plus de services gratuits, tels que les transports en commun pour les jeunes de moins de 12 ans et les contraceptifs sur ordonnance.
- Elle a rendu plus de 146 000 places de garde d'enfants plus abordables grâce à la réduction des frais et au programme "10 dollars par jour", ce qui permet aux familles d'économiser jusqu'à 900 dollars par mois.
- des aides nouvelles et améliorées, telles que les programmes de restauration scolaire, le crédit d'impôt pour les locataires, l'extension du crédit d'impôt pour l'action climatique et l'augmentation permanente de la prestation familiale de la Colombie-Britannique, aident les personnes à revenu faible ou moyen à faire face à leurs dépenses.
- Son programme provincial 2024 s'appuie sur cette base en fournissant de nouvelles prestations ciblées pour ceux qui luttent contre le coût de la vie, y compris un bonus supplémentaire pour les prestations familiales de la Colombie-Britannique. Pendant un an, à partir de juillet 2024, les familles qui reçoivent actuellement la BC Family Benefit recevront un bonus de 25 % par enfant jusqu'en juin 2025. On estime que jusqu'à 66 000 familles qui n'ont jamais reçu la BC Family Benefit recevront également la prestation ordinaire et le bonus.
- Au total, environ 340 000 familles bénéficieront d'un investissement estimé à 248 millions de dollars, avec une moyenne de 445 dollars au cours de la période de bonification
- Le BC Electricity Affordability Credit contribuera à réduire les coûts de l'électricité pour les clients résidentiels, commerciaux et industriels à partir d'avril 2024. Les ménages de la Colombie-Britannique verront, en moyenne, une économie d'environ 100 \$ sur leur facture d'électricité résidentielle sur douze mois, en fonction de leur consommation d'électricité en 2023/24.
- Les clients commerciaux et industriels bénéficieront également d'une réduction de leurs coûts d'exploitation puisqu'ils recevront également des crédits de facturation proportionnels à environ 4,6 % de leur consommation d'électricité. Cette mesure devrait permettre aux Britanno-Colombiens d'économiser 370 millions de dollars au cours de l'année prochaine
- réduire l'impôt sur la santé des employeurs (EHT) pour les petites entreprises et les entreprises en croissance, en augmentant le seuil d'exonération de 500 000 dollars à 1 million de dollars à partir de l'année civile 2024. Les entreprises dont la masse salariale est comprise entre 1 million et 1,5 million de dollars continueront d'être partiellement exonérées et

verront également leurs obligations fiscales diminuer. On estime que 90 % des entreprises seront désormais exonérées de l'ISE. Ce changement devrait permettre aux entreprises d'économiser plus de 100 millions de dollars par an.

Le parti préconise

- l'élimination des frais du Medical Services Plan, ce qui permettrait aux familles d'économiser jusqu'à 1 800 dollars par an.
- la construction de 114 000 logements locatifs et coopératifs, et l'octroi aux locataires d'un crédit annuel de 400 \$ pour la location d'un logement.
- mettre en place des services de garde d'enfants à 10 dollars par jour
- supprimer les péages sur les ponts de Port Mann et de Golden Ears
- l'élimination des intérêts sur les prêts étudiants et l'octroi aux étudiants d'une bourse d'achèvement de 1 000 \$.
- geler les tarifs de BC Hydro et mettre fin à l'augmentation de 42 % des tarifs de l'ICBC décidée par Christy Clark.
- réduire de 15 % les tarifs des ferries sur les petites lignes, geler les tarifs sur les grandes lignes et rétablir la réduction de 100 % accordée aux personnes âgées les jours de semaine.

### Logement et réduction de la pauvreté

#### Logement

Le parti déclare qu'au cours de son mandat actuel, il a lancé son plan Homes for People, lancé en 2023 avec une allocation de 4,2 milliards de dollars en financement de fonctionnement et d'investissement au cours des trois premières années. Son budget provincial pour 2024 comprend

- l'introduction d'une nouvelle taxe ciblant les activités de revente de maisons pour décourager la spéculation à court terme qui contribue à gonfler les coûts du logement
- l'autorisation de logements abordables à petite échelle et à plusieurs unités, y compris les maisons en rangée, les duplex et les triplex, grâce à des modifications de zonage et à des partenariats proactifs
- l'offre de prêts-subventions aux propriétaires pour construire et louer des appartements secondaires à des prix inférieurs à ceux du marché afin d'augmenter rapidement l'offre de logements locatifs abordables
- la rationalisation des permis pour réduire les coûts et accélérer les approbations afin que les maisons soient construites plus rapidement
- le renforcement de l'application de la réglementation sur les locations à court terme
- l'offre d'un crédit d'impôt annuel en fonction du revenu pouvant atteindre 400 \$ par an pour les locataires, à partir de l'année civile 2023
- lancement de BC Builds visant à utiliser des terrains sous-utilisés, des financements à faible coût et des subventions pour construire davantage de logements pour les personnes et les familles à revenu moyen
- pour décourager les investisseurs de faire grimper les prix, la B. C. a introduit un nouvel impôt ciblant les ménages à faible revenu et les familles à revenu moyen.
- décourager les investisseurs qui font monter les prix, la C.-B. introduit une nouvelle taxe ciblant les activités d'achat et de vente de logements à partir du 1er janvier 2025. Il s'agira d'une taxe sur les bénéfices réalisés de vendre une propriété résidentielle dans les deux ans suivant son achat. Les recettes de cette taxe seront directement affectées à la construction de logements en Colombie-Britannique, comme l'actuelle taxe sur la spéculation et les logements vacants
- augmentation des seuils d'exonération de la taxe sur les transferts de propriété pour les acheteurs d'un premier logement et les logements nouvellement construits, afin de réduire les coûts pour un plus grand nombre de personnes qui achètent un logement; on estime que ces mesures permettront aux Britanno-Colombiens d'économiser plus de 100 millions de dollars par an
- une exonération pour les nouveaux bâtiments locatifs construits à des fins admissibles entre le 1er janvier 2025 et le 31 décembre 2030
- dans le cadre du nouveau programme BC Builds, 150 millions de dollars de fonds de fonctionnement et 48 millions de dollars de fonds d'investissement pour accélérer la construction de nouveaux logements pour les ménages à revenu moyen, qu'ils soient propriétaires ou locataires.

#### Syndicats, emploi

Le parti déclare que :

- le chômage est en hausse dans toutes les régions, à l'exception des basses terres continentales et de l'île. Les personnes qui travaillent travaillent plus dur et plus longtemps, mais ne parviennent pas à s'en sortir. De plus en plus d'emplois sont à temps partiel et de plus en plus de personnes ont deux emplois pour joindre les deux bouts.
- La seule industrie soutenue par le gouvernement précédent était celle du gaz naturel. Le reste de l'économie, y compris les communautés de ressources et les familles, en a payé le prix.
- Les relations de la province avec les Premières nations ont également souffert.

Le parti préconise

- faire de la réconciliation avec les Premières nations une priorité, créer des certitudes et des opportunités pour les Premières nations et pour l'économie dans son ensemble.
- créer de bons emplois et construire une économie durable dans tous les secteurs de l'économie et dans tous les coins de la Colombie-Britannique.
- créer 96 000 emplois dans le secteur de la construction en construisant des écoles, des hôpitaux, des routes et des transports en commun rapides au cours des cinq prochaines années.
- construire, directement et par le biais de partenariats, 114 000 logements locatifs, sociaux et coopératifs sur 10 ans en utilisant les produits du bois de la Colombie-Britannique comme matériaux de construction.

- Augmenter le salaire minimum à 15 dollars et mettre en place des services de garde d'enfants à 10 dollars par jour.
- revitaliser l'industrie forestière de la Colombie-Britannique et faire de la province un leader mondial dans le domaine des produits du bois.
- Susciter l'innovation et la croissance dans le secteur technologique de la Colombie-Britannique, en améliorant les crédits d'impôt à l'investissement, en embauchant des développeurs de logiciels locaux et en rétablissant le programme Innovative Clean Energy
- Faire de la Colombie-Britannique un chef de file en matière d'action climatique, notamment en réduisant l'empreinte carbone de la province grâce à des améliorations de l'efficacité énergétique dans les bâtiments publics et les maisons résidentielles, et créer de bons emplois durables dans chaque communauté.
- soutenir les petites entreprises de la Colombie-Britannique en réduisant d'un demi-point le taux d'imposition des petites entreprises.
- en investissant également dans les secteurs traditionnels de notre économie et en lançant une initiative majeure pour l'emploi dans le domaine de l'énergie propre et de l'efficacité énergétique afin de réduire les factures de chauffage des ménages.

### ***Économie durable***

Le parti déclare que :

- La Colombie-Britannique a une économie forte, un environnement naturel magnifique, des ressources naturelles abondantes et une main-d'œuvre hautement qualifiée et talentueuse qui fait avancer l'économie. Au cours de son mandat, le gouvernement a continué à tirer parti des atouts de la Colombie-Britannique en réalisant des investissements et en mettant en œuvre des mesures visant à soutenir une croissance inclusive. Par exemple, les investissements dans des services de garde d'enfants abordables et accessibles ont permis d'augmenter le taux d'emploi des femmes en Colombie-Britannique, tandis que le plan d'action Future Ready de la province contribue à éliminer les obstacles afin que davantage de personnes puissent bénéficier de la formation et du soutien dont elles ont besoin pour accéder à des carrières en demande. Il s'agit notamment de fournir des subventions pour les compétences futures qui aident les personnes âgées de 19 ans et plus à accéder à des possibilités de formation pertinentes et de grande qualité.
- le budget provincial 2024 alloue 228 millions de dollars sur trois ans pour soutenir les initiatives Future Ready mises en œuvre dans les budgets précédents, notamment le doublement des plafonds des prêts étudiants et la réduction des obligations de remboursement des étudiants. Ces mesures aideront les employeurs à recruter et à accéder aux talents dont ils ont besoin pour développer leurs entreprises et soutenir leurs économies locales.

### **Industries et entreprises**

#### ***Économie propre***

Le parti déclare que :

- son plan climatique, la feuille de route CleanBC à l'horizon 2030, donne la priorité aux investissements visant à accélérer le développement et l'adoption de technologies à faibles émissions et soutient les emplois durables pour les personnes dans l'économie propre.
- son budget provincial 2024 alloue 318 millions de dollars pour réaffirmer son engagement par le biais de nouveaux fonds de fonctionnement afin de poursuivre les programmes de subventions et de remises de CleanBC pour le transport propre, les bâtiments et les communautés à haut rendement énergétique, et soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de mesures réglementaires pour poursuivre la transition vers une économie à faible émission de carbone
- 93 millions de dollars supplémentaires provenant d'engagements antérieurs comprennent 20 millions de dollars supplémentaires pour les subventions de transport actif aux communautés, 40 millions de dollars pour des remises supplémentaires sur les pompes à chaleur pour les ménages à revenu faible et moyen, 30 millions de dollars pour poursuivre la mise en œuvre de l'infrastructure de recharge publique des véhicules électriques dans toute la province, et 3 millions de dollars pour accroître la participation des jeunes aux initiatives d'action climatique.
- En outre, le budget provincial 2024 confirme l'engagement pris par le parti en 2023 d'affecter les recettes provenant de l'augmentation de la taxe sur le carbone de 15 dollars par tonne à l'allègement des charges des Britanno-Colombiens en améliorant le crédit d'impôt pour l'action climatique. Les particuliers et les familles qui bénéficient actuellement du crédit d'impôt verront leurs paiements au titre du crédit d'impôt pour l'action climatique augmenter en 2024, afin de rendre la vie plus abordable
- les investissements ci-dessus s'ajoutent au financement supplémentaire des immobilisations prévu dans le budget provincial de 2024, qui comprend 50 millions de dollars pour l'infrastructure de transport actif et 27 millions de dollars pour permettre à davantage de districts scolaires d'acheter des autobus scolaires électriques.

#### ***Minéraux critiques***

Le parti déclare que :

- au cours de son mandat actuel, il a annoncé la première phase d'une stratégie sur les minéraux essentiels élaborée en Colombie-Britannique pour construire une économie propre et soutenir des emplois durables pour la population en développant le secteur des minéraux essentiels conformément à la loi sur la déclaration des droits des peuples autochtones.
- Cette stratégie a été soutenue par 6 millions de dollars sur trois ans prévus dans les budgets précédents pour mener des analyses géoscientifiques et économiques et s'engager, notamment en établissant un comité consultatif sur les minéraux essentiels.
- Le budget 2024 ajoute 24 millions de dollars de nouveaux fonds sur trois ans pour garantir des ressources adéquates pour la délivrance de permis pour les mines régionales et les grandes mines et pour soutenir la réforme de la loi sur la tenure minérale en collaboration avec les Premières Nations et en s'engageant avec l'industrie et les communautés.

#### ***Transports et infrastructures communautaires***

Le parti affirme que :

- les investissements dans les infrastructures communautaires et les réseaux de transport essentiels soutiennent la circulation des biens et des personnes, et contribuent à réduire

les émissions de gaz à effet de serre pour soutenir une économie propre et en croissance.

- Le budget provincial de 2024 prévoit plus de 15 milliards de dollars d'investissements au cours des trois prochaines années pour permettre aux Britanno-Colombiens de se déplacer dans toute la province. Cela comprend le financement de la poursuite des grands projets de l'autoroute 1 à travers la vallée du Fraser et de Kamloops à la frontière de l'Alberta, ainsi que des grands projets d'infrastructure tels que le projet de tunnel du fleuve Fraser.
- Le budget provincial de 2024 prévoit en outre un financement en capital pour poursuivre et achever les projets de transport en commun dans la région métropolitaine de Vancouver, notamment le métro Broadway et le SkyTrain Surrey Langley, ainsi qu'un financement en capital de 248 millions de dollars sur trois ans à BC Transit pour l'expansion de l'infrastructure en dehors du Lower Mainland afin d'accueillir des bus supplémentaires, pour de nouveaux bus à émissions zéro et pour augmenter la capacité des dépôts et des installations pour les passagers.
- 28 millions de dollars supplémentaires sont alloués au financement du fonctionnement pour soutenir une expansion de 14,5 % des services de BC Transit dans les communautés prioritaires, avec l'engagement de continuer à travailler avec les partenaires pour répondre aux besoins de transport d'une population croissante
- 26 millions de dollars supplémentaires sont alloués au financement du fonctionnement pour soutenir les opérations de base de BC Transit et faire face aux pressions inflationnistes.
- L'investissement dans le fonctionnement efficace du système de transport en commun de la province soutient les objectifs de réduction des gaz à effet de serre de CleanBC, la réduction des embouteillages et garantit que le transport en commun continue d'être un service fiable, sûr et abordable pour les Britanno-Colombiens.
- Un montant supplémentaire de 207 millions de dollars est prévu pour l'entretien critique des routes et des ponts sur les routes provinciales, soit 47 000 kilomètres de routes et plus de 3 000 ponts. Les services sous-traités comprennent le resurfage des routes et le marquage des chaussées, l'entretien électrique des routes, le déneigement et l'intervention en cas d'urgence, qui sont tous essentiels à la sécurité des voyageurs et à la fluidité du trafic commercial sur les principaux réseaux routiers.
- 67 millions de dollars seront fournis sur quatre ans pour soutenir l'exploitation de services de ferry intérieurs sous contrat. Les lignes de ferry intérieures sont des services gratuits qui relient de nombreuses communautés rurales et éloignées au réseau routier provincial, y compris les communautés des Premières nations, et assurent l'accès à l'école, au travail, aux rendez-vous médicaux et aux biens de première nécessité.
- un financement supplémentaire de 23 millions de dollars sur trois ans soutiendra les services contractuels avec BC Ferries, pour la croissance attendue des tarifs réduits pour les étudiants, les personnes âgées, les voyages pour raison médicale et l'accessibilité. Ce financement permettra également de faire face à l'augmentation du coût du carburant et des frais d'entretien mécanique pour les entrepreneurs qui exploitent des services de ferry sur des itinéraires non réglementés.
- Pour soutenir la croissance et le développement économiques, le budget prévoit 250 millions de dollars sur cinq ans pour les 21 collectivités locales qui forment la Northwest BC Resource Benefits Alliance. Ces collectivités sont principalement rurales, éloignées et peu peuplées, mais on compte sur elles pour soutenir l'afflux de nouvelles industries et de nouveaux travailleurs. Le financement servira à soutenir la planification et la construction d'infrastructures municipales, telles que les routes, l'eau, les égouts et d'autres installations communautaires nécessaires pour soutenir le nouveau développement industriel et créer des communautés où il fait bon vivre pour leur main-d'œuvre.



### **Une économie pour tous**

Le parti déclare que :

- à un moment où les familles sont surchargées, le gouvernement actuel a doublé la taxe carbone. Il préconise d'annuler le projet du gouvernement actuel de tripler encore la taxe carbone, et d'annuler complètement la taxe carbone si le gouvernement fédéral le fait.
- Tout le monde ne peut pas prendre le bus pour se rendre au travail ou à l'entraînement de football de ses enfants. L'abrogation de la taxe sur les carburants permettrait aux familles d'économiser 15 cents par litre, soit environ 30 dollars pour un pick-up Ford ou un monospace Dodge.
- Pour donner aux Britanno-Colombiens le même pain que celui dont bénéficient les Canadiens de l'Atlantique sur la taxe carbone pour le chauffage domestique, il préconise l'abolition de la taxe carbone pour tout le chauffage domestique.
- les prix des produits d'épicerie ont atteint des sommets. La réduction de la taxe sur les carburants et l'annulation des hausses de la taxe sur le carbone rendront les produits d'épicerie moins chers en réduisant le coût de la culture et du transport des denrées alimentaires.
- Les familles qui n'ont pas les moyens de s'acheter une voiture de base ne devraient pas avoir à payer pour que les riches achètent des Teslas et d'autres véhicules électriques de luxe. BC United supprimera cette aide injuste.

### **Logement et réduction de la pauvreté**

Pour mettre fin à la crise du logement, le parti préconise:

- la mise en place d'un nouveau programme de location-vente pour débloquer l'accès à la propriété en exigeant des promoteurs de nouveaux logements qu'ils réservent jusqu'à 15 % des logements dans les projets participants aux Britanno-Colombiens éligibles qui sont uniquement des primo-accédants. Ces acheteurs prendront possession du logement et y résideront pendant trois ans, après quoi la vente sera officiellement conclue. Pendant ces trois années, les participants paieront un loyer au taux du marché, 100 % des paiements étant appliqués à leur acompte
- aidant ainsi les locataires à devenir propriétaires. - l'élimination de la taxe sur les transferts de propriété pour les primo-accédants sur les biens immobiliers d'une valeur inférieure

ou égale à 1 million de dollars, ce qui permettrait d'économiser jusqu'à 18 000 dollars et de rendre l'achat d'un logement plus abordable.

- utiliser les terrains publics inoccupés pour construire des logements abordables, notamment en offrant aux constructeurs d'habitations à but non lucratif et de marché des baux de 99 ans sur les terrains publics inutilisés, à raison d'un dollar par an. En échange, les constructeurs seraient tenus de construire des logements locatifs à des prix inférieurs à ceux du marché pour les familles et les personnes âgées.
- l'élimination de la taxe de vente provinciale (TVP) sur toutes les nouvelles constructions résidentielles, afin de rendre moins coûteuse la construction d'un plus grand nombre de logements.
- Parce que la bureaucratie rend les logements plus coûteux pour les familles, il faut réduire la bureaucratie pour rendre les logements moins chers.
- réglementer les locations à court terme d'une manière qui respecte vos droits de propriété, tout en veillant à ce qu'il y ait suffisamment de logements pour tout le monde
- exiger des universités qu'elles prouvent qu'elles ont de la place pour loger les étudiants de la Colombie-Britannique avant d'accepter des étudiants à l'étranger.

#### **Syndicats, emploi**

Le parti déclare que :

- les "Community Benefits Agreements" du gouvernement actuel accordent des contrats aux syndicats proches du NPD tout en excluant 85 % de la main-d'œuvre, ce qui signifie que les Britanno-Colombiens paient plus pour moins. Il préconise la suppression des CBA et le rétablissement des appels d'offres pour les projets publics.
- Le "CleanBC Plan" du gouvernement supprimera des emplois, des chèques de paie et plongera la province dans une récession, tout en ne faisant rien pour l'environnement, comme le confirme son propre modèle économique. Le parti préconise la suppression de ce plan.

## **Points de réflexion : Une économie au service de tous**

Une conscience bien formée par les enseignements sociaux de l'Église prendra au sérieux les questions suivantes :

### **Réduction de la pauvreté**

1. "Les pauvres, vous les aurez toujours avec vous", a averti le Christ à ses disciples. Pourquoi le Christ a-t-il dit cela ? Est-il possible que les pauvres soient toujours avec nous pour que nous, qui formons maintenant le corps vivant du Christ sur terre, ayons toujours l'occasion de glorifier Dieu en examinant la signification et les causes de la pauvreté, et en travaillant à son élimination, sans nous attendre à ce que nous puissions jamais, par nous-mêmes et sans l'aide de Dieu, y parvenir ?
2. Quelle est la définition appropriée de la pauvreté, en particulier dans une société qui déborde d'objets de consommation et de richesses matérielles ?
3. Comment le Canada peut-il trouver le meilleur équilibre entre les principes de solidarité - "nous sommes tous dans le même bateau" - et de subsidiarité - "chacun doit faire ce qu'il peut pour subvenir à ses besoins, avant de faire porter le fardeau aux autres" ?
4. Une telle définition devrait-elle inclure comme condition la capacité des individus à rechercher l'épanouissement personnel dans la poursuite de la vérité ? En d'autres termes, la capacité de jouir des loisirs et d'en faire usage ?
5. Que faudrait-il faire, le cas échéant, pour garantir aux travailleurs et aux personnes désireuses de travailler un salaire décent leur permettant de vivre dans la dignité et de subvenir aux besoins de leur famille ?
6. Faut-il envisager une politique de revenu de base ? Si oui, quelle forme devrait-elle prendre ?
7. Ce qui peut ou doit être fait par les provinces, et ce qui doit être laissé au gouvernement fédéral, ou à des organisations privées ou communautaires ?

Il a été observé que les niveaux d'endettement des personnes âgées augmentent, notamment en raison de la hausse des coûts des soins de longue durée dans la dignité.

8. Que peut-on ou doit-on faire pour réduire la pauvreté et l'endettement des personnes âgées ?

### **PIB et bien-être**

Pendant des décennies, les gouvernements se sont concentrés exclusivement sur le produit intérieur brut - une mesure de la productivité pure d'une économie - comme la meilleure mesure de la santé sociale nationale. Plus récemment, certains ont commencé à plaider en faveur d'un indice plus large du bien-être national, qui inclurait des facteurs tels que la santé physique et émotionnelle de la population, la santé de l'environnement, l'équité en matière de logement, de revenus et d'opportunités, et la sécurité alimentaire, en plus de la production brute.

1. Laquelle de ces mesures du bien-être national est la meilleure ?
2. Que peut-on ou doit-on faire d'autre pour que l'économie canadienne soit au service de tous, et non l'inverse ?

3. Est-il raisonnable d'exiger une croissance économique continue ou est-il préférable de rechercher un contentement durable ?

### Entreprises et sociétés

Pendant des décennies, les groupes de pression et les écoles de commerce ont enseigné que le seul objectif légitime d'une société commerciale était de gagner de l'argent pour ses actionnaires. Plus récemment, certains milieux d'affaires ont commencé à réclamer un rôle plus large pour les entreprises, un rôle qui inclut le service de ses employés, de ses clients et de la communauté, ainsi que la protection de l'environnement.

1. Quelle est l'approche la plus cohérente avec l'enseignement social catholique ?
2. faut-il faire quelque chose pour encourager le développement d'une culture d'entreprise et d'affaires qui vise à servir les personnes, les communautés et les générations futures, en plus de profits équitables ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

# L'individu et la société : Droits, responsabilités et subsidiarité

Libertés civiles | Droits de l'homme | Responsabilités : Participation et subsidiarité

**Au droit d'une personne correspond un devoir chez toutes les autres personnes... Ceux donc qui revendiquent leurs propres droits, tout en oubliant ou en négligeant d'accomplir leurs devoirs respectifs, sont des gens qui construisent d'une main et détruisent de l'autre. (Compendium de la doctrine sociale de l'Église)**

## L'enseignement catholique

### Droits civils et libertés

Chaque membre de la société bénéficie d'un certain nombre de droits. Ces droits s'accompagnent de responsabilités.

En termes catholiques, un "droit" a été défini comme un pouvoir moral subjectif, résidant dans la personne qui le pose, "de faire, de détenir ou d'extraire quelque chose", qui fonctionne en faisant appel à la volonté d'autrui par l'intermédiaire de l'intellect d'autrui. Elle doit être distinguée de la puissance, c'est-à-dire de la force physique ou du pouvoir d'enlever quelque chose à quelqu'un d'autre. - Fr John Hardon, SJ, *Modern Catholic Dictionary (Dictionnaire catholique moderne)*

L'histoire du péché de l'homme commence lorsqu'il ne reconnaît plus le Seigneur comme son Créateur et qu'il veut être lui-même celui qui détermine, en toute indépendance, ce qui est bon et ce qui est mauvais. "Vous serez comme Dieu, vous connaîtrez le bien et le mal" (Gn 3,5) : ce fut la première tentation, et elle se retrouve dans toutes les autres tentations auxquelles l'homme est plus facilement enclin à céder à la suite de la chute originelle. - Pape Saint Jean-Paul II, *Veritatis splendor*

Les exigences du bien commun sont étroitement liées au respect et à la promotion intégrale de la personne et de ses droits fondamentaux. Ces exigences concernent avant tout l'engagement pour la paix, l'organisation des pouvoirs de l'État, un système juridique sain, la protection de l'environnement et la fourniture à tous des services essentiels, dont certains sont en même temps des droits de l'homme : l'alimentation, le logement, le travail, l'éducation et l'accès à la culture, les transports, les soins de santé de base, la liberté de communication et d'expression, et la protection de la liberté religieuse. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 164-166.*

### Racisme et discrimination

L'unité de la famille humaine n'est pas encore une réalité. Cela est dû à des obstacles provenant d'idéologies matérialistes et nationalistes qui contredisent les valeurs de la personne considérée intégralement dans toutes ses dimensions, matérielles et spirituelles, individuelles et communautaires. En particulier, toute théorie ou forme de racisme et de discrimination raciale est moralement inacceptable. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 433*



### Libertés civiles

Le parti déclare que :

- les valeurs que la plupart des Canadiens partagent dans toutes les provinces et tous les territoires, et qui font partie de notre grand patrimoine canadien, sont plus importantes que les valeurs sur lesquelles nous sommes divisés
- elle estime que tous les Canadiens devraient avoir la liberté de voyager librement et de s'installer dans n'importe quel endroit du pays, de travailler, de passer des vacances ou de prendre leur retraite là où ils le souhaitent dans ce grand pays. Elle estime également qu'ils devraient avoir droit à tous les avantages offerts par le gouvernement de la province où ils choisissent de vivre et qu'ils devraient pouvoir raisonnablement s'attendre à ce que ces avantages soient similaires, quelle que soit la province dans laquelle ils choisissent de vivre. Elle se battra pour l'uniformisation des prestations dans tout le pays afin d'éliminer ce type de disparité.
- elle préconise de collaborer avec le gouvernement fédéral pour modifier la Constitution fédérale afin d'y inclure les droits de propriété et de garantir que nul ne sera privé de ses droits légitimes sans avoir bénéficié d'une procédure légale régulière et d'une indemnisation complète, juste et opportune.

### Institutions sociales et civiques

Le parti n'a pas publié de déclaration officielle concernant ses politiques sur les rôles, les objectifs ou les droits des institutions sociales ou civiques.



### Droits civils et humains

Le parti déclare que :

- elle soutient la protection de la liberté d'expression sur le campus. Les universités et les établissements d'enseignement supérieur qui ne soutiennent pas et ne défendent pas la liberté d'expression sur les campus seront exclus du financement. L'argent des contribuables ne sera pas utilisé pour soutenir des lieux de censure et d'intimidation.
- elle s'oppose aux vaccins obligatoires et aux passeports. Bien que la vaccination médicalement approuvée doive être encouragée et que les vaccins doivent être offerts à tous les Britanno-Colombiens, les individus ne doivent pas être obligés ou contraints de recevoir un traitement médical contre leur gré, et les fonctionnaires licenciés (y compris les infirmières) doivent être immédiatement réembauchés.
- il s'oppose à la politique identitaire. La politique identitaire est une force idéologique de division qui doit être rejetée. Les Britanno-Colombiens doivent être traités de manière égale, quels que soient leur race, leur sexe, leur religion ou leur orientation sexuelle. Les programmes qui pratiquent la discrimination sur la base de ces caractéristiques doivent être démantelés.

### Institutions sociales et civiques

Le parti n'a pas publié de déclaration officielle concernant ses politiques sur les rôles, les objectifs ou les droits des institutions sociales ou civiques.

## Conscience et religion

L'Église catholique met l'accent, entre autres droits, sur le droit à la liberté religieuse. L'accent est mis sur la valeur primordiale du droit à la liberté religieuse : tous les hommes doivent être à l'abri de toute contrainte de la part d'individus ou de groupes sociaux et de tout pouvoir humain, de telle sorte que nul ne soit contraint d'agir d'une manière contraire à ses propres convictions, que ce soit en privé ou en public, seul ou en association avec d'autres, dans de justes limites. Le respect de ce droit est un signe révélateur du progrès authentique de l'homme dans tout régime, dans toute société, tout système ou tout milieu. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 320, 321*

Avec la légalisation de l'euthanasie, de la mort médicalement assistée et de l'avortement, il est essentiel que les prestataires de soins de santé dont les convictions morales les plus profondes leur disent que ces procédures sont mauvaises ne soient pas forcés d'y participer. Selon l'enseignement catholique, les travailleurs doivent être protégés contre toute atteinte à leur conscience ou à leur dignité personnelle. C'est un grave devoir de conscience que d'éviter de coopérer, même formellement, à des pratiques contraires à la loi de Dieu.

### Liberté d'expression : La vérité, la presse et les médias

L'information est l'un des principaux instruments de la participation démocratique. Il est impensable de participer sans comprendre la situation de la communauté politique, les faits et les solutions proposées aux problèmes.

Il est nécessaire de garantir un réel pluralisme dans la diffusion de l'information, en veillant à ce que les formes et les instruments d'information et de communication soient multiples. Une attention particulière doit être accordée au phénomène du contrôle des médias d'information par un petit nombre de personnes ou de groupes. Les médias doivent être utilisés pour construire et soutenir la communauté humaine dans ses différents secteurs : économique, politique, culturel, éducatif et religieux. La société a droit à une information fondée sur la vérité, la liberté, la justice et la solidarité. La question essentielle est de savoir si le système d'information actuel contribue à l'amélioration de la personne humaine, c'est-à-dire s'il rend les gens plus mûrs spirituellement, plus conscients de la dignité de leur humanité, plus responsables ou plus ouverts aux autres, en particulier aux plus démunis et aux plus faibles.

Un autre aspect très important est que les nouvelles technologies doivent respecter les différences culturelles légitimes. Dans le monde des médias, les difficultés intrinsèques de la communication sont souvent exacerbées par l'idéologie, le désir de profit et de contrôle politique, la rivalité et les conflits entre groupes et d'autres maux sociaux. Les valeurs et principes moraux s'appliquent également aux médias. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 414-416.*

### Équité entre les sexes

Le génie féminin est nécessaire dans toutes les expressions de la vie de la société. Le premier pas indispensable dans cette direction est la possibilité concrète d'accéder à la formation professionnelle. La persistance de nombreuses formes de discrimination



### Libertés civiles et droits de l'homme

Parmi ses six principes fondamentaux, le parti préconise :

- reconnaître que tous les êtres humains ont un droit fondamental à la santé, au bien-être et à la liberté
- protéger et valoriser toutes les cultures et tous les individus tout en conservant la diversité du monde naturel

Le parti déclare en outre que :

- Les Britanno-Colombiens doivent renouveler leur engagement à lutter pour l'inclusion et l'équité dans toute la province et dans tous les aspects de notre société
- il s'engage à veiller à ce que chaque Britanno-Colombien soit traité avec justice et ait les moyens de s'épanouir dans la société.
- Le racisme systémique et les inégalités entre les hommes et les femmes existent en Colombie-Britannique, et il faudra un changement systémique pour s'assurer que nous allons au-delà des mots pour atteindre les résultats que nous souhaitons tous. Le gouvernement continuera à proposer des solutions systémiques aux problèmes systémiques avec des politiques fondées sur des preuves.
- Pour parvenir à un changement systémique, les dépenses de relance doivent cibler les possibilités de corriger la sous-représentation de certains sexes ou groupes démographiques dans des secteurs spécifiques, tels que les professions de soins et les métiers. Elles devraient appliquer une "analyse comparative entre les sexes plus" (ACS+) et la loi sur la déclaration des droits des peuples autochtones (DRIPA) dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, s'attaquer aux inégalités structurelles en matière de salaires et s'appuyer sur les travaux en cours pour développer une série d'indicateurs de progrès réels afin de fournir une vision plus holistique de la santé de notre économie.

Le parti préconise

- la reprise de l'examen de la loi sur la police qui a été mis de côté lorsque le gouvernement précédent a déclenché les élections. Cette révision comprendrait un examen de tous les contrats des forces de police provinciales, une analyse complète du financement, de l'ampleur des activités policières en Colombie-Britannique et des rôles et responsabilités des forces de l'ordre.
- revoir les procédures relatives aux contrôles de bien-être en consultation avec les organisations autochtones et BIPOC, les défenseurs et les professionnels de la santé, dans le but d'étendre l'utilisation des équipes intégrées de crise en santé mentale en C.-B. pour les contrôles de bien-être en santé mentale.
- inviter le commissaire aux droits de l'homme de la Colombie-Britannique à réaliser une étude sur l'impact de la violence policière et de la discrimination raciale sur les peuples autochtones de la province. - une meilleure collecte des données démographiques désagrégées nécessaires pour mieux comprendre les disparités dans notre société, en particulier dans les domaines de la santé, de l'éducation, du logement et de l'emploi.
- la reconnaissance provinciale de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine et la mise en œuvre des demandes du Comité consultatif de la Colombie-Britannique sur la Décennie des Nations unies pour les personnes d'ascendance africaine (IDPAD).
- la réintroduction d'une législation visant à interdire les thérapies de conversion en Colombie-Britannique
- l'introduction d'une législation sur l'égalité salariale
- l'élimination des obstacles à l'accès à la contraception en rendant les produits contraceptifs sur ordonnance gratuits pour les moins de 25 ans et en supprimant la taxe sur les produits pharmaceutiques pour tous les produits contraceptifs sur ordonnance.
- l'introduction d'une loi sur l'accessibilité en Colombie-Britannique (BC Accessibility Act), y compris l'action sur les thèmes de l'élimination des obstacles, de l'avancement des droits de l'homme et de la promotion de la justice et de l'équité.
- un financement de base permanent pour le Victoria Sexual Assault Centre afin de soutenir des soins intégrés et de durée indéterminée pour les survivants. Ce financement ferait partie d'une stratégie plus large qui établirait un nouveau modèle de financement pour les services médicaux et policiers intégrés en matière d'agression sexuelle, garantissant que les communautés de toute la Colombie-Britannique puissent établir des cliniques qui répondent à leurs besoins.



### Droits civils et libertés

attentatoires à la dignité et à la vocation des femmes est due à une longue série de conditionnements qui pénalisent les femmes, qui se sont vues reléguées en marge de la société et même réduites à la servitude... Il est urgent de reconnaître effectivement les droits des femmes sur le lieu de travail, en particulier sous les aspects de la rémunération, de l'assurance et de la sécurité sociale. 295, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 295*

### Propriété

La propriété privée et les autres formes de propriété privée des biens assurent à la personne une sphère hautement nécessaire à l'exercice de son autonomie personnelle et familiale et doivent être considérées comme un prolongement de la liberté humaine. Stimulant l'exercice de la responsabilité, elle constitue l'une des conditions de la liberté civile. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 171*

La doctrine sociale de l'Église exige que la propriété des biens soit également accessible à tous, afin que tous puissent devenir, au moins dans une certaine mesure, propriétaires. Le monde existe pour tous, car nous sommes tous nés avec la même dignité. Les différences de couleur, de religion, de talent, de lieu de naissance ou de résidence, et tant d'autres, ne peuvent être utilisées pour justifier les privilèges de certains au détriment des droits de tous. En tant que communauté, nous avons l'obligation de veiller à ce que chaque personne vive dans la dignité et dispose de possibilités suffisantes pour son développement intégral. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 176.*

Ne pas partager nos richesses avec les pauvres, c'est les voler et les priver de leurs moyens de subsistance. Les richesses que nous possédons ne sont pas les nôtres, mais aussi les leurs... Les autres droits relatifs aux biens nécessaires à l'épanouissement intégral des personnes, y compris celui de la propriété privée ou de tout autre type de propriété, ne doivent en aucun cas entraver [ce droit], mais doivent au contraire en faciliter activement la mise en œuvre. *Fratelli tutti, -188-120*

### Droits de l'homme

L'Église reconnaît également un certain nombre de droits de l'homme, notamment - le droit à la vie, dont fait partie intégrante le droit de l'enfant de se développer dans le sein de sa mère dès le moment de la conception  
- le droit de vivre dans une famille unie et dans un environnement moral propice à l'épanouissement de la personnalité de l'enfant  
- le droit de développer son intelligence et sa liberté dans la recherche et la connaissance de la vérité  
- le droit de participer au travail qui permet d'utiliser judicieusement les ressources matérielles de la terre, et de tirer de ce travail les moyens de subvenir à ses besoins et à ceux des personnes à sa charge  
- et le droit de fonder librement une famille, d'avoir et d'élever des enfants en exerçant sa sexualité de façon responsable.

L'Église met également l'accent sur le droit à un logement adéquat, à l'eau potable, à une alimentation sûre et nutritive, à l'éducation et à l'accès à la culture, aux transports et aux soins de santé de base.  
*Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 166*

### Responsabilités individuelles

Compilé par Catholic Conscience à partir des publications officielles des partis enregistrés disponibles au 7 juillet 2024. Ce document ne donne qu'un aperçu des politiques des partis. Veuillez consulter les sites web officiels des partis pour obtenir une image complète et actualisée.  
*Veuillez lire, prier et voter en accord avec votre conscience bien formée.*

### Restrictions temporaires dans le cadre de COVID

Le parti déclare que :

- la gestion de la crise pendant la pandémie de COVID a été disproportionnée par rapport aux dommages causés par le virus et a causé plus de dégâts qu'elle n'a aidé à guérir. Si la province a eu la chance de bénéficier d'une réponse publique mesurée et rationnelle, guidée par le responsable de la santé publique lorsque cela était nécessaire, ainsi que de certaines des restrictions les plus souples au monde, le climat de peur entretenu une fois la crise passée a causé des dommages considérables, voire irréparables. Ce préjudice peut être mesuré par l'augmentation des overdoses, des suicides, de l'isolement social, de la toxicomanie, de la violence domestique et de la pauvreté. Nous le voyons dans la perte des moyens de subsistance, des maisons, des relations. Les jeux des enfants ont été perturbés et les personnes âgées ont été laissées seules. La Colombie-Britannique souffre.

- Bien entendu, chacun des plus de 230 décès directement causés par le COVID en Colombie-Britannique est une tragédie humaine personnelle. Il est également important de noter que la seule ville de Vancouver a perdu plus de 14 000 petites et moyennes entreprises, dont beaucoup ne reviendront jamais. Ce sont des dizaines de milliers d'emplois et de moyens de subsistance qui sont aujourd'hui en ruine. Des rêves et des espoirs pour l'avenir réduits à l'état de ruines.

- Des études ont montré qu'il n'y avait pas de lien entre les restrictions de confinement et l'infection par le COVID. Cependant, les effets néfastes des fermetures sont bien réels.

- nous devrions toujours garder à l'esprit la tendance des gouvernements à trouver les pouvoirs d'urgence incroyablement utiles pour atteindre leurs objectifs non liés - des objectifs qui ne pourraient pas être atteints par le biais du fonctionnement régulier de la participation démocratique. Tolérer des pouvoirs d'urgence pendant de longues périodes, c'est risquer que ces pouvoirs deviennent permanents, comme dans le cas du projet de loi 19, avec une perte irrémédiable pour les libertés civiles.

### Liberté d'expression

Le parti déclare que :

- la liberté d'expression est le fondement de toutes les libertés. Elle a une valeur inhérente ; chaque individu fait l'expérience de la vie d'une manière unique et devrait être libre de partager cette expérience avec les autres. En outre, notre société reconnaît depuis longtemps la valeur de la liberté d'expression. L'histoire regorge d'exemples d'idées controversées, impopulaires, voire illégales, qui ont fini par redéfinir le cours de l'histoire, améliorant ainsi le sort de l'humanité. Le libre échange d'idées est nécessaire aux individus et aux sociétés pour tester les bonnes et les mauvaises idées, pour progresser dans la connaissance et pour remettre en question la sagesse reçue d'une époque, pour le bénéfice de tous. Un débat solide insufflé de la vie à la lutte intellectuelle.

- En l'absence de liberté d'expression, les sociétés se sont historiquement tournées vers la confrontation violente d'idées, de valeurs et de croyances concurrentes. La protection de la liberté d'expression doit s'étendre même à la protection des idées offensantes ou blessantes, afin que ces pensées blessantes restent dans le domaine des mots et de la discussion, et que nous puissions, en tant que société, les décortiquer, les évaluer et les rejeter. Notre culture perd de plus en plus la valeur qu'elle accorde à la liberté d'expression et l'intolérance à l'égard de la liberté d'expression s'accroît, se manifestant par des contre-manifestations, voire des actes de violence. À mesure que l'intersectionnalité et la "culture de l'annulation" deviennent une force culturelle dominante, nous risquons de perdre la capacité de discuter et de nous engager de manière critique sur certaines des questions les plus cruciales de notre époque

- elle estime que tous les individus ont droit à un traitement égal en vertu de la loi, indépendamment de leur sexe, de leur orientation sexuelle, de leur race, de leur appartenance ethnique ou de leurs croyances religieuses. Il s'agit là d'un principe libéral classique de longue date auquel les libertariens sont très attachés. Nous sommes depuis longtemps les champions de l'équité et de l'égalité devant la loi, ou devant la société en général. Les fondements de notre société - l'État de droit, la protection de la propriété privée et de la personne - peuvent et doivent s'appliquer à toute personne, quelles que soient les caractéristiques susmentionnées.

- En tant que telle, elle rejette également les lois ou les normes culturelles qui cherchent à élever un groupe identitaire au-dessus d'un autre. Cela nous conduit inévitablement à rejeter l'intersectionnalité institutionnelle ; les personnes doivent être considérées comme des individus avant tout. L'intersectionnalité se réfère à une idéologie qui cherche à redistribuer le pouvoir social, politique et économique en fonction de la race, du genre et de la sexualité. Elle met fin à la méritocratie. En effet, les individus sont organisés en fonction de tout un spectre d'oppression. Plus la race, le genre ou la sexualité d'un individu est considéré comme opprimé, plus il s'élève dans la hiérarchie de l'intersectionnalité. Si une personne peut être identifiée comme ayant plusieurs traits marginalisés "intersectionnels", elle peut véritablement marcher comme un royauté parmi les adhérents à cette philosophie particulière. Dans cette optique, la justice doit consister à retirer le pouvoir social, économique et politique aux privilégiés (par la force si nécessaire) pour le donner aux marginaux, sans tenir compte de l'action, des décisions ou des capacités des individus de l'un ou l'autre groupe.

- En fin de compte, ce type d'idéologie redistributrice et autoritaire doit être rejeté parce que son maintien nécessite la violence. Le marxisme doit être rejeté parce qu'il affirme que les caractéristiques les plus importantes d'une personne sont les traits immuables sur lesquels elle n'a ni volonté ni contrôle. La culture de l'annulation, la violence contre la parole et tout le panier d'idéaux autoritaires purs et durs doivent être

"Dans la société humaine, au droit d'un homme correspond un devoir chez toutes les autres personnes : le devoir de reconnaître et de respecter le droit en question.

"C'est pourquoi ceux qui revendiquent leurs propres droits, tout en oubliant ou en négligeant d'accomplir leurs devoirs respectifs, sont des gens qui construisent d'une main et détruisent de l'autre. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 156*

### **Subsidiarité**

La subsidiarité est le principe selon lequel chaque élément de la société doit servir son propre objectif et aider les autres à servir le leur, l'objectif principal étant d'encourager et de permettre le développement humain authentique de l'individu.

L'une des conséquences de ce principe est que chaque individu, et les petits groupes de personnes, devraient être autorisés à prendre eux-mêmes toutes les décisions qui peuvent leur être confiées de manière responsable, plutôt que de les confier à des groupes plus importants ou à des autorités plus grandes, et que l'on attend d'eux qu'ils le fassent. L'une des prémisses de ce principe est que nous sommes tous responsables de notre propre salut, dans les limites des dons et des défis dont Dieu nous a dotés. Il s'agit de l'un des enseignements sociaux fondamentaux de l'Église, car il contribue à garantir que chaque individu est en mesure de trouver son propre chemin vers Dieu.

### **Familles, individus et société civile**

On ne peut promouvoir la dignité de la personne sans se préoccuper de la famille, des groupes, des associations, des réalités territoriales locales, bref de cet ensemble d'expressions économiques, sociales, culturelles, sportives, récréatives, professionnelles et politiques auxquelles les personnes donnent spontanément vie et qui leur permettent de réaliser une croissance sociale effective. C'est le domaine de la société civile... Ce réseau de relations renforce le tissu social et constitue la base d'une véritable communauté de personnes, permettant la reconnaissance de formes supérieures d'activité sociale.

La communauté politique est établie pour être au service de la société civile, dont elle est issue. Cette vision est contestée par les idéologies politiques de nature individualiste et celles de caractère totalitaire, qui tendent à absorber la société civile dans la sphère de l'État. La communauté politique et la société civile ne sont pas égales dans la hiérarchie des finalités. La communauté politique est essentiellement au service de la société civile et, en dernière analyse, des personnes et des groupes qui la composent.

L'État doit fournir un cadre juridique adéquat pour que les sujets sociaux puissent exercer librement leurs différentes activités et il doit être prêt à intervenir, lorsque cela est nécessaire et dans le respect du principe de subsidiarité, pour que le jeu des associations libres et de la vie démocratique soit orienté vers le bien commun. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 185, 417, 418.*

### **Gouvernements subsidiaires : provinces, municipalités, territoires et sociétés autochtones**

Le principe de subsidiarité s'oppose aux diverses formes de centralisation, de bureaucratisation et d'assistance sociale, ainsi qu'à la présence injustifiée et excessive

rejetés parce qu'ils élèvent les besoins perçus de la soi-disant communauté au-dessus des besoins de l'individu. Ils réduisent les individus à des représentants sans visage d'un "groupe".

- Toutes ces choses s'opposent à l'engagement des libertariens à défendre la liberté individuelle, et le British Columbia Libertarian Party est fier de rejeter le collectivisme et de défendre la liberté d'expression.

Le parti préconise :

- la promotion d'un environnement et d'une culture au sein de toutes les institutions gouvernementales respectueux de la diversité des points de vue et de la liberté d'expression
- la garantie que les universités disposent de politiques solides en matière de liberté d'expression, avec des mécanismes d'application tangibles, en utilisant la pression financière si nécessaire
- l'identification et l'élimination de toute politique de recrutement ou d'embauche au sein du gouvernement basée sur la race, le genre ou la sexualité, la "Théorie critique de la race", etc.



### **Droits civils et libertés**

Le parti déclare que :

- il construit une Colombie-Britannique meilleure et plus inclusive
- Il est fier de soutenir les personnes LGBTQ, mais il croit aussi que les actes sont plus éloquentes que les mots
- dans les années 1990, il a formé le premier gouvernement de la Colombie-Britannique avec un député homosexuel, et il a été le premier à accorder des droits d'adoption et des prestations de retraite aux couples homosexuels
- en 2019, six députés néo-démocrates étaient LGBTQ
- il a rétabli la Commission des droits de l'homme de la Colombie-Britannique, et l'a rendue totalement indépendante.
- elle a facilité la tâche des Britanno-Colombiens qui ne s'identifient ni comme homme ni comme femme, en leur permettant d'afficher un X dans le champ réservé au sexe sur leur permis de conduire, leur carte d'identité, leur certificat de naissance et leur carte de services de la Colombie-Britannique.
- elle estime que tous les élèves méritent d'être accueillis, inclus et respectés dans un environnement d'apprentissage sûr, tout en étant pleinement et entièrement eux-mêmes, et que tous les districts scolaires de la Colombie-Britannique ont adopté le règlement SOGI 123.
- elle s'est jointe à un appel en faveur d'une interdiction fédérale des thérapies de conversion

### **Institutions sociales et civiques**

Le parti n'a pas publié de déclaration officielle concernant ses politiques sur les rôles, les objectifs ou les droits des institutions sociales ou civiques.



### **Libertés civiles et droits de l'homme**

Le parti affirme, par principe, que :

- chaque individu a une valeur
- la vie et la liberté sont un droit fondamental et inviolable, et que chacun naît égal pour jouir de la vie dans une société tolérante qui respecte son individualité et sa liberté d'expression, de religion et de réunion

### **Institutions sociales et civiques**

Le parti n'a pas publié de déclaration officielle concernant ses politiques sur les droits ou les objectifs des institutions sociales ou civiques.

de l'État dans les mécanismes publics... De même qu'il est gravement répréhensible d'enlever aux individus ce qu'ils peuvent accomplir par leur propre initiative et leur propre industrie pour le donner à la communauté, de même c'est une injustice et en même temps un mal grave et une perturbation du bon ordre que d'attribuer à une association plus grande et plus élevée ce que des organisations moins grandes et subordonnées peuvent faire. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 185*

## Points à méditer : Droits et responsabilités ; subsidiarité

Une conscience bien formée par les enseignements sociaux de l'Église se posera sérieusement les questions suivantes :

### Droits et responsabilités civiques et individuels

Il est clair que la nation et les provinces doivent à leurs citoyens un grand respect pour chacun des nombreux droits de l'homme. Mais les droits s'accompagnent de responsabilités. En fait, un droit n'est rien d'autre que l'envers d'une obligation (responsabilité). Et si les citoyens individuels ont des droits, la communauté civile dans son ensemble a également des droits, ce qui signifie que les citoyens individuels ont certaines obligations fondamentales envers la communauté civile dans son ensemble (la nation).

Dans cette optique, nous pouvons poser la question suivante :

1. Quelles sont les responsabilités des individus à l'égard de leur communauté, de leur province, de la nation et du monde ? A titre d'exemple :
  - a) Dans quelle mesure les citoyens sont-ils appelés à adopter des modes de vie durables, par exemple en économisant l'énergie, en évitant les déchets et en veillant à minimiser leur impact sur les générations futures ?
  - b) de quoi les citoyens devraient-ils s'attendre de la part de leurs gouvernements pour encourager ou permettre des modes de vie de consommation durables ?
  - c) Dans quelle mesure les citoyens sont-ils appelés à :
    - i) participer à la société, par exemple en votant en connaissance de cause, en s'engageant de manière continue auprès des candidats et des représentants élus, et en suivant l'actualité de manière responsable ?
    - ii) donner un coup de main à leurs voisins, par exemple en faisant du bénévolat chez eux ou au sein de la communauté, en plus de payer des impôts ?
2. Nos gouvernements peuvent-ils faire quelque chose pour permettre ou encourager les citoyens à contribuer au service volontaire ?
3. Dans quelles conditions, le cas échéant, est-il moralement juste d'exiger des prestataires de soins de santé qu'ils participent à des pratiques moralement contestables telles que l'avortement ou l'aide à la mort, lorsque cela est contraire à leur conception de la morale ou à leurs croyances religieuses ?

Outre les droits de l'homme et les droits civils, de nombreux partis parlent de ce que les Britanno-Colombiens et d'autres "méritent".

1. Comment les partis déterminent-ils ce que les citoyens méritent ou ne méritent pas ? Appliquent-ils des critères prévisibles et objectifs pour procéder à ces déterminations, ou ces déterminations peuvent-elles parfois sembler arbitraires et injustes, ou, dans le contexte des élections, opportunistes ? Quels sont les critères à appliquer ?
2. Alors que la liste de nos droits politiques définis s'allonge, comment concilier les conflits entre eux ?

### Gouvernement et société civile

1. Les pouvoirs du gouvernement fédéral doivent-ils être étendus ou réduits ?
2. Les pouvoirs du gouvernement provincial doivent-ils être étendus ou réduits ?
3. Les pouvoirs publics interviennent-ils trop ou pas assez au Canada ?
4. Ou bien faut-il redistribuer les pouvoirs de l'État pour que les individus, les groupes d'intérêt public et les organisations de services aient la possibilité de mettre leur vie et leurs talents au service des autres et du bien commun ?

## Solidarité

Soutien aux personnes marginalisées | Droits et relations des populations autochtones | Communautés rurales | Immigration et nouveaux arrivants

***L'autre est aussi important que soi. L'injustice faite à l'autre est une injustice qui affecte tout le monde. (Compendium de la doctrine sociale de l'Église)***

La solidarité se trouve dans l'engagement à faire le bien de son prochain. Le bien de l'un est le bien de tous, et l'autre est aussi important que soi-même. L'injustice faite à l'autre est une injustice qui affecte tout le monde.

*Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 193*

### Soutien aux personnes marginalisées et vulnérables

Certaines personnes naissent dans des familles économiquement stables, reçoivent une bonne éducation, grandissent bien nourries ou possèdent naturellement de grands talents. Elles n'auront certainement pas besoin d'un État proactif ; il leur suffira de revendiquer leur liberté. Mais la même règle ne s'applique évidemment pas à une personne handicapée, à une personne née dans la misère, à ceux qui n'ont pas reçu une bonne éducation et qui n'ont guère accès à des soins de santé adéquats. Si une société est gouvernée principalement par les critères de la liberté du marché et de l'efficacité, il n'y a pas de place pour ces personnes, et la fraternité restera un vague idéal de plus. Pape François - *Fratelli tutti*, 109

Tant de frères et sœurs dans le besoin attendent de l'aide, tant d'opprimés attendent la justice, tant de chômeurs attendent un emploi, tant de peuples attendent le respect. Comment se fait-il qu'aujourd'hui encore, des personnes meurent de faim ? Condamnés à l'analphabétisme ? Privés des soins médicaux les plus élémentaires ? Sans toit au-dessus de leur tête ?

Le scénario de la pauvreté peut s'étendre à l'infini si, en plus de ses formes traditionnelles, nous pensons à ses nouveaux modèles. Ces nouveaux modèles touchent souvent des secteurs et des groupes financièrement aisés qui sont néanmoins menacés par le désespoir



### Soutenir les personnes marginalisées

#### Soins de santé mentale

Le parti déclare que :

- un nombre croissant de Britanno-Colombiens sont aux prises avec des problèmes de santé mentale et nous devons les traiter comme n'importe quel autre problème de santé en leur accordant les ressources nécessaires dans notre système public.
- Les soins de santé mentale sont défaillants à tous les niveaux, de l'intervention précoce pour les enfants et les jeunes jusqu'aux soins tertiaires pour les adultes souffrant de problèmes psychologiques complexes. Outre les préoccupations liées à la pandémie, les jeunes sont également confrontés aux crises aggravantes du changement climatique et de l'accessibilité financière. Les jeunes sont les leaders émergents de notre province et ils devraient être confiants et enthousiastes quant à leur avenir.
- La protection de notre santé mentale, comme il en existe une pour la santé physique, commence par l'amélioration de l'accessibilité aux services de santé mentale. Les données montrent clairement que le manque d'accès aux soins de santé mentale est plus prononcé chez les personnes ayant des revenus plus faibles, moins d'années d'études, ainsi que chez les groupes vulnérables et minoritaires.
- Le manque d'options en matière de santé mentale pour la majorité de la population a entraîné de nombreux problèmes avant même l'apparition du COVID-19. Si nous voulons vraiment reconstruire une province plus forte, l'amélioration de l'accessibilité et de l'abordabilité des services de santé mentale doit être une priorité à l'avenir.
- Le manque d'accès a conduit notre système médical à devenir le prestataire de facto pour les personnes souffrant de problèmes de santé mentale. Cependant, ce système n'a pas la capacité de traiter ces personnes de manière appropriée, ce qui les conduit à surutiliser le système de santé médicale parce que leurs besoins en matière de santé mentale ne sont pas traités.
- Pour de nombreux patients, il suffit de quelques rendez-vous avec un professionnel de la santé mentale pour améliorer de manière significative leur santé mentale et physique. Nous devons investir dans les services de santé mentale à chaque étape de la vie des Britanno-Colombiens afin de les aider à mener une vie saine et épanouissante.

Le parti préconise

- investir pour mettre en place un système de santé mentale abordable et accessible, où le coût n'est pas un obstacle à la recherche d'aide.
- allouer 1,0 milliard de dollars sur un cycle de quatre ans pour les soins de santé mentale dans le cadre du plan de services médicaux. Des fonds devraient être alloués à un ensemble complet d'initiatives comprenant : (1) l'établissement d'options de traitement de la santé mentale accessibles à tous ceux qui luttent contre l'anxiété ou la dépression ; (2) l'intervention précoce, les initiatives de santé mentale des jeunes, les soins primaires intégrés spécifiques aux jeunes et à la santé mentale permettant aux familles de naviguer facilement dans les ressources dans un environnement favorable ; (3) les options communautaires pour répondre à ceux qui ont besoin de soins de santé mentale et à leurs familles, telles que Clubhouse International ; et (4) l'amélioration des services de counseling de proximité pour travailler avec la communauté des sans-abri.
- allouer 200 millions de dollars par an pour investir dans des établissements fournissant des services de santé mentale et des centres communautaires de santé mentale et de réadaptation ; accélérer les plans d'investissement pour la construction d'établissements de soins tertiaires et de lits de désintoxication ; et protéger le financement du fonctionnement des établissements.
- l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de lutte contre la solitude
- une campagne d'information publique pour accroître la sensibilisation et fournir des informations sur les endroits où obtenir de l'aide.

#### Crise des opioïdes

Le parti déclare que :

- La Colombie-Britannique est au cœur de la pire crise de surdose qu'elle ait jamais connue. Environ 170 Britanno-Colombiens meurent chaque mois d'overdoses liées à l'approvisionnement en drogues illégales et toxiques. Depuis qu'une urgence de santé publique a été déclarée en 2016, plus de 6 000 personnes en Colombie-Britannique sont mortes d'une surdose évitable. COVID-19 a rendu la situation plus dangereuse pour les personnes qui consomment des drogues en perturbant les sources d'approvisionnement et en réduisant les services en place pour aider les gens à rester en sécurité. Les politiques en matière de drogues doivent soutenir la santé publique et être basées sur une réponse compatissante et fondée sur des preuves. La clé de cette approche est de fournir aux personnes qui consomment des drogues des ressources adéquates pour minimiser les risques

face à l'absence de sens de leur vie, par la toxicomanie, par la peur de l'abandon dans la vieillesse ou la maladie, par la marginalisation ou la discrimination sociale. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 5*

### Handicaps, santé mentale et toxicomanie

Les personnes handicapées sont des sujets humains à part entière, avec des droits et des devoirs : "Malgré les limitations et les souffrances qui affectent leur corps et leurs facultés, elles mettent en évidence la dignité et la grandeur de l'homme. Les personnes handicapées doivent être aidées à participer à toutes les dimensions de la vie familiale et sociale, à tous les niveaux qui leur sont accessibles et selon leurs possibilités... Elles aussi ont besoin d'aimer et d'être aimées, elles ont besoin de tendresse, de proximité et d'intimité selon leurs capacités. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 148*

### Peuples autochtones et réconciliation

La relation des peuples autochtones avec leurs terres et leurs ressources mérite une attention particulière, car elle est une expression fondamentale de leur identité. Ces peuples offrent l'exemple d'une vie vécue en harmonie avec l'environnement qu'ils ont appris à bien connaître et à préserver. Leur expérience extraordinaire, qui constitue une ressource irremplaçable pour toute l'humanité, risque de se perdre en même temps que l'environnement dont ils sont originaires. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 471*

L'Église catholique canadienne soutient le travail de la Commission de vérité et de réconciliation. Nous sommes appelés à soutenir des communautés autochtones prospères au Canada, enracinées dans leurs cultures et traditions uniques.

### Communautés nordiques et rurales

Veiller au bien commun, c'est exploiter les nouvelles possibilités de redistribution des richesses au profit des populations défavorisées qui, jusqu'à présent, ont été

liés à la consommation de drogues et soutenir la santé individuelle et publique.

- Les interventions de réduction des risques, telles que la mise à disposition de matériel stérile, les services de consommation supervisée, les sites de prévention des overdoses et la naloxone, sont rentables et essentielles pour garantir que les personnes exposées au risque d'overdose restent en vie. Il a été prouvé que la réduction des risques réduisait les risques de maladies transmissibles, prévenait les décès par overdose, réduisait les troubles à l'ordre public et créait des liens permettant aux personnes d'accéder aux services de santé et de suivre un traitement.
- La décriminalisation de la possession personnelle de drogues est une option politique de plus en plus demandée par les experts. Récemment préconisée par l'Association canadienne des chefs de police et par le Dr Bonnie Henry, responsable provincial de la santé en Colombie-Britannique, la décriminalisation réduira la stigmatisation de la consommation de drogues, qui crée des obstacles à l'accès à d'importants services de santé. Elle nous permettrait de réduire les coûts du maintien de l'ordre et du système de justice pénale, que nous pourrions réaffecter à l'amélioration des programmes de traitement et d'éducation fondés sur des données probantes.
- Face à l'offre illégale et toxique de drogues, la sécurité de l'approvisionnement est une intervention cruciale pour assurer la sécurité des personnes. En donnant accès à des alternatives par l'intermédiaire de médecins et d'infirmières, l'approvisionnement sûr aide les personnes exposées au risque d'overdose à entrer en contact avec des professionnels de la santé et à réduire le risque de décès par overdose.
- L'une des crises les plus urgentes de notre génération n'a pas encore reçu l'attention et l'action qu'elle mérite. Grâce à un leadership courageux et fondé sur des données probantes, nous pouvons changer cette situation et sauver des vies.

Le parti préconise :

- l'augmentation de l'approvisionnement sûr au-delà de son niveau actuel en (1) travaillant avec les collègues de médecins et de pharmaciens pour encourager leurs membres à participer aux programmes existants ; (2) le financement d'une gamme plus large de ressources d'approvisionnement sûr, y compris des moyens de distribution à faible barrière (par exemple des distributeurs automatiques) ; et (3) la consultation continue des personnes qui consomment des drogues afin de créer des programmes accessibles et à faible barrière.
- l'amélioration du financement des services de réduction des risques et la création de plans adaptés à COVID afin de garantir que les personnes y ont accès et ne consomment pas seules.
- la décriminalisation de la simple possession de drogues par : (1) la décriminalisation de la simple possession par la mise en œuvre des amendements recommandés par le Dr Bonnie Henry à la loi sur la police, et (2) la poursuite ferme de la décriminalisation avec le gouvernement fédéral pour la Colombie-Britannique.

### Droits et relations des populations autochtones

Le parti déclare que :

- il croit que les revendications de traités en suspens doivent être réglées équitablement et rapidement afin de faciliter la croissance et le développement ordonnés de la province. Le gouvernement fédéral, le gouvernement provincial et les Premières nations concernées par tout règlement seront impliqués dans ce processus.
- elle préconise d'honorer, avec la coopération du gouvernement fédéral, les obligations constitutionnelles existantes tout en négociant des accords qui seront bénéfiques pour les Britanno-Colombiens autochtones et non autochtones
- elle insiste pour que le gouvernement fédéral assume ses responsabilités en supportant le coût de toute négociation et de tout règlement
- elle estime que l'actuelle loi sur les Indiens est dépassée et doit être remplacée par une législation plus appropriée
- elle préconise d'encourager la propriété privée de tous les logements existants sur les terres de réserve en reconnaissant les pleins droits de propriété aux résidents actuels
- elle estime que tous les résidents de la Colombie-Britannique doivent être traités avec le même respect de la loi, le même accès aux services et les mêmes possibilités d'emploi, d'éducation et d'avancement.

**Le parti n'a pas publié de déclaration officielle concernant ses politiques sur :**

- la santé et le développement des communautés rurales
- l'immigration et les nouveaux arrivants



### Soutenir les personnes marginalisées

#### **Santé mentale et toxicomanie**

Le parti préconise

- la réouverture et la revitalisation des établissements de santé mentale, afin de donner aux Britanno-Colombiens qui souffrent l'aide qu'ils méritent.

exclues ou mises à l'écart du progrès social et économique. Trop souvent, les services sociaux et le développement des infrastructures sont négligés dans les zones rurales. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 299, 300, 363.*

Le travail agricole mérite une attention particulière... compte tenu des nombreux problèmes à résoudre dans le contexte d'une économie de plus en plus mondialisée, ainsi que de son importance croissante pour la sauvegarde de l'environnement naturel. Des changements radicaux et urgents sont donc nécessaires pour redonner à l'agriculture - et aux populations rurales - leur juste valeur en tant que base d'une économie saine. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 299, 363*

### Immigrants et nouveaux arrivants

L'idéal serait d'éviter les migrations inutiles, ce qui suppose de créer dans les pays d'origine les conditions nécessaires à une vie digne et à un développement intégral. Cependant, tant que des progrès substantiels n'auront pas été réalisés dans ce sens, nous sommes tenus de respecter le droit de tout individu à trouver un endroit qui réponde à ses besoins fondamentaux et à ceux de sa famille, et où il puisse s'épanouir. Notre réponse à l'arrivée des personnes migrantes peut se résumer en quatre mots : accueillir, protéger, promouvoir et intégrer. - Pape François, *Fratelli tutti*, 129

Dans le monde moderne, où les inégalités entre pays riches et pays pauvres restent importantes et où les progrès des communications réduisent rapidement les distances, l'immigration de personnes à la recherche d'une vie meilleure est en augmentation. Ces personnes viennent de régions moins privilégiées de la planète et leur arrivée dans les pays développés est souvent perçue comme une menace pour les niveaux élevés de bien-être atteints grâce à des décennies de croissance économique. Dans la plupart des cas, cependant, les immigrants répondent à un besoin de main-d'œuvre qui, autrement, resterait inoccupé...

- mettre fin aux distributions d'héroïne. Distribuer de l'héroïne et d'autres drogues dures aux personnes souffrant de dépendance ne résout pas le problème et perpétue au contraire une dépendance coercitive et destructrice.
- mettre fin à l'entreposage des personnes souffrantes. L'argent du contribuable ne devrait pas être utilisé pour acheter des hôtels dans des zones résidentielles et y entreposer les personnes souffrant d'addiction. Ces programmes ne fonctionnent pas, réduisent la valeur des propriétés et augmentent la criminalité au sein de la communauté.
- Il est temps de reconnaître la gravité de la situation en matière de toxicomanie et d'encourager la réhabilitation, au lieu de "déstigmatiser" l'usage des drogues dures. Il est temps de reconnaître les graves dommages qu'elle cause aux consommateurs, à leurs familles et aux communautés qui les entourent. Son plan introduirait une réhabilitation volontaire et obligatoire, donnant aux personnes souffrant d'addiction l'opportunité de se désintoxiquer et de reconstruire leur vie.

### Le parti n'a publié aucune déclaration officielle concernant ses politiques en matière de :

- Droits et relations des populations autochtones
- la santé et le développement des communautés rurales
- l'immigration et les nouveaux arrivants



### Solidarité

Parmi ses six principes fondamentaux, le parti prône :

- reconnaître que tous les êtres humains ont un droit fondamental à la santé, au bien-être et à la liberté
- protéger et valoriser toutes les cultures et tous les individus tout en conservant la diversité du monde naturel

### Droits et relations des populations autochtones

Le parti déclare que :

- l'adoption de la loi sur la Déclaration des droits des peuples autochtones (DRIPA) a constitué une étape historique dans la lutte pour la reconnaissance et l'affirmation des droits des autochtones. Les Britanno-Colombiens sont à Les prochaines étapes consisteront à mettre la législation en pratique et à appliquer la DNUDPA aux lois de la Colombie-Britannique.
- Le temps des belles paroles est révolu. Le gouvernement provincial doit s'asseoir à la table des négociations de bonne manière, prêt à mettre en œuvre et à respecter les engagements pris par la province.
- il est urgent d'agir dans des domaines spécifiques. En ce qui concerne la sécurité énergétique, le bien-être des enfants, le développement économique, les soins de santé et le saumon sauvage, nous proposons des premières mesures concrètes.

Le parti préconise :

- veiller à ce que le plan d'action pour la mise en œuvre soit adopté et soutenu par des ressources adéquates. Le budget de mise en œuvre sera déterminé une fois que nous aurons une idée plus précise de l'étendue des travaux et du calendrier
- garantir des progrès significatifs vers la réconciliation sur la base d'une relation de collaboration lors de la mise en œuvre du plan d'action
- travailler avec les Premières nations pour garantir une voie vers l'indépendance énergétique, y compris en suivant les recommandations de la BCUC concernant la création de services publics appartenant aux autochtones
- élaborer une nouvelle approche ciblée pour préserver et reconstruire les pêcheries de saumon de notre province et les populations de saumon sauvage en partenariat avec les Premières nations
- élargir l'accès à la bande large pour répondre aux besoins fondamentaux des communautés des Premières nations, et veiller à ce qu'elles puissent participer à de nouvelles opportunités de développement économique
- s'éloigner d'urgence de la structure coloniale du ministère de l'enfance et du développement familial (MCFD) en soutenant les programmes de protection de l'enfance dirigés par les autochtones dans leurs communautés, qui fournissent des services et un soutien complets pour aider les familles à rester en bonne santé et unies
- continuer à faire progresser la formation à la compétence culturelle pour les praticiens de santé existants et soutenir la formation de nouveaux médecins autochtones, tout en donnant la priorité aux opportunités d'étendre les services de santé publique au sein des communautés, sous l'impulsion des dirigeants autochtones.



Les institutions des pays d'accueil doivent veiller attentivement à ce que ne se répande pas la tentation d'exploiter les travailleurs étrangers, en leur refusant les mêmes droits que ceux dont jouissent les nationaux, droits qui doivent être garantis à tous sans discrimination. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 297, 298.*

Nous sommes appelés à accueillir les immigrants et les réfugiés avec générosité et bonne volonté, comme s'ils étaient Jésus-Christ lui-même. *Matthieu, chapitre 25*

*Lorsqu'un étranger séjournera avec toi dans ton pays, tu ne lui feras pas de tort. L'étranger qui séjourne chez vous sera pour vous comme l'indigène, et vous l'aimerez comme vous-même ; car vous avez été étrangers dans le pays d'Égypte : Je suis le Seigneur ton Dieu. Lévit. 19:33-34*

#### **Le parti n'a publié aucune déclaration officielle concernant ses politiques en matière de :**

- le soutien aux personnes marginalisées
- Droits et relations des populations autochtones
- la santé et le développement des communautés rurales
- l'immigration et les nouveaux arrivants



#### **Soutenir les personnes marginalisées**

##### **Santé mentale et toxicomanie**

Le parti déclare que :

- en 2023, il prévoit de nouveaux investissements importants pour soutenir le déploiement d'un nouveau modèle de soins qui soutient les personnes souffrant d'addiction tout au long de leur parcours de rétablissement. Ce modèle fournit un éventail complet de services de soins allant de la gestion du sevrage au traitement, au rétablissement et à la postcure. Le budget 2023 a également augmenté le financement des initiatives de réduction des risques, des alternatives de prescription et des équipes d'intervention d'urgence pour aider à sauver des vies et à répondre à la crise des drogues toxiques.
- dans son budget provincial 2024, le parti propose d'investir 215 millions de dollars supplémentaires sur trois ans pour soutenir les programmes de traitement des addictions et de rétablissement actuellement en cours de fonctionnement ou de mise en œuvre. Ce financement comprend :
  - \* 117 millions de dollars pour continuer à financer plus de 2 200 lits communautaires de santé mentale et de traitement de la toxicomanie dans plus de 300 établissements des autorités sanitaires et de soins communautaires ;
  - \* 49 millions de dollars pour soutenir les initiatives existantes de réduction des risques dans 49 sites de prévention des overdoses à travers la province, le contrôle des drogues et la distribution de kits de naloxone ;
  - \* 39 millions de dollars pour poursuivre le financement des équipes de soins assistés par les pairs et des équipes mobiles intégrées de réaction aux crises existantes ; et,
  - \* 10 millions de dollars pour soutenir l'élaboration et la mise en œuvre continues de politiques pour les programmes de traitement et de rétablissement.
- Outre les investissements de fonctionnement, le plan d'investissement prévoit des fonds pour soutenir les lits de traitement et de rétablissement. Il s'agit notamment d'étendre le modèle de guérison Red Fish.

##### **Pour les personnes handicapées**

Le parti déclare que :

- environ 235 000 personnes bénéficient d'une aide au revenu, d'une aide à l'invalidité et d'une aide complémentaire. L'aide complémentaire comprend le supplément pour les personnes âgées, la carte d'autobus et le supplément de transport pour les personnes handicapées, et d'autres soutiens tels que le supplément de crise, le conseil, le démarrage de l'école, et d'autres suppléments de santé pour les soins dentaires, le régime alimentaire, et l'équipement et les fournitures médicales.
- Le budget provincial de 2024 prévoit un financement supplémentaire de 300 millions de dollars pour l'ensemble du plan afin de répondre à la demande anticipée de ces mesures de soutien.

##### **Intégration communautaire**

Le parti déclare que :

- le programme Community Living BC fournit des soutiens et des services aux adultes souffrant de troubles du développement, ainsi qu'aux personnes ayant reçu un diagnostic de troubles du spectre autistique ou de troubles causés par l'alcoolisation fœtale, et qui ont besoin d'aide pour gérer leurs activités quotidiennes.
- Son budget provincial 2024 alloue 105 millions de dollars de financement supplémentaire sur trois ans pour soutenir la croissance de la demande des clients desservis par Community Living BC.

##### **Droits et relations des populations autochtones**

Le parti déclare que :

- dans les budgets précédents de son mandat actuel, il a alloué 12 millions de dollars par an en nouveaux fonds pour améliorer l'entretien des routes de desserte forestière dans la province.
- son budget provincial 2024 alloue près de 24 millions de dollars supplémentaires en financement de fonctionnement pour quatre ans ciblent d'autres améliorations d'entretien pour les routes de service forestier clés qui servent de voies d'accès communautaires principales pour les Premières Nations éloignées, améliorant ainsi la sécurité et la fiabilité des routes. Cela comprend un financement de capacité de 12 millions de dollars pour les Premières Nations afin de

acquérir de l'équipement et assurer une formation pour offrir des possibilités d'effectuer des travaux d'entretien sous-traités.

- les budgets provinciaux 2024 prévoient également un montant supplémentaire de 8 millions de dollars sur trois ans en fonds d'investissement pour soutenir l'élargissement des routes et la modernisation des infrastructures sur les routes de service forestier afin d'améliorer leur praticabilité.



### Soutenir les personnes marginalisées

#### **Santé mentale et toxicomanie**

Le parti préconise:

- mettre l'accent sur le traitement, plutôt que sur les platitudes. Le parti affirme que le gouvernement actuel a trop longtemps négligé le traitement au profit de drogues addictives fournies par l'État, qui enferment les gens dans un cycle sans fin de dépendance et de pauvreté. Le parti propose un traitement et un rétablissement ciblés.

- un traitement abordable. Le parti affirme que le traitement devrait être accessible à tous, quel que soit le revenu. Il préconise l'élimination des frais d'utilisation dans les centres de désintoxication financés par l'État.

- des soins de compassion, y compris des soins involontaires, dans les cas appropriés. Le parti déclare que ce n'est pas faire preuve de compassion que de fermer les yeux et de laisser les malades mentaux graves et les toxicomanes dépérir dans nos rues sans pouvoir s'occuper d'eux-mêmes. Il préconise de rendre possible le traitement involontaire avec compassion pour les personnes qui risquent de se faire du mal ou de faire du mal à d'autres.

#### **Le parti n'a publié aucune déclaration officielle concernant ses politiques en matière de :**

- Les droits et relations des populations autochtones
- la santé et le développement des communautés rurales
- l'immigration et les nouveaux arrivants

## Points à méditer : Solidarité

Il est toujours important, comme l'a dit l'archevêque Donald Bolen de Regina, "d'écouter les voix de ceux qui souffrent, d'être guidés par elles dans la manière dont nous réagissons et d'être prêts à s'engager avec eux pour aller de l'avant". (Catholic Register 18 juillet 2021)

1. Qu'est-ce que cela signifie - pour le gouvernement, les organisations sociales et les Canadiens - d'écouter et d'être guidé par la voix d'une personne qui souffre ?
2. Qui, au Canada et dans le monde, souffre aujourd'hui ?
3. Comment ces voix peuvent-elles être entendues afin qu'une réponse saine, positive et aimante puisse être déterminée ?

### Droits et réconciliation des peuples autochtones

1. Comment le gouvernement provincial et l'Église peuvent-ils travailler ensemble pour faciliter la réconciliation avec les peuples indigènes, afin que tous les Canadiens puissent bénéficier du rétablissement des relations de droit ?

### Santé mentale et toxicomanie

Plusieurs partis ont proposé de décriminaliser le commerce et la possession de drogues, afin de se concentrer sur le traitement de la toxicomanie en tant que problème de santé.

1. Est-il possible, en décriminalisant la vente et la possession de drogues, de soulager un système de justice pénale surchargé et d'aider un plus grand nombre d'individus à guérir et à se rétablir d'une dépendance ? Dans l'affirmative, à quoi pourrait ressembler une approche utile ?
2. Est-il possible, par la révision de la législation pénale, l'éducation et des initiatives ciblées en matière de soins de santé, de donner aux individus une plus grande liberté pour "développer leurs potentialités, prendre conscience de leur dignité et se préparer à affronter leur destin unique et individuel" ? (citant St. Jean-Paul II, *Sur la centième année (Centesimus Annus)* #39)

3. Existe-t-il un moyen de garantir que ces mesures s'accompagnent de mécanismes efficaces pour s'attaquer aux causes profondes de la toxicomanie et l'éliminer, par exemple par le biais d'initiatives éducatives à tous les niveaux de la société ?
4. Dans quelle mesure ces mesures peuvent-elles ou doivent-elles être adaptées aux besoins, aux désirs et aux faiblesses des personnes prises dans des cycles d'abus ?

#### Réfugiés et nouveaux arrivants

1. Que fait-on et que faudrait-il faire pour que les réfugiés et les nouveaux arrivants soient en sécurité, en bonne santé et puissent s'épanouir en Colombie-Britannique ?
2. Il semble évident que de nombreux immigrants sont attirés par une ou plusieurs caractéristiques de la vie et de la culture canadiennes. Dans quelle mesure est-il possible et approprié d'exposer les immigrants à la culture canadienne et d'attendre d'eux qu'ils l'adoptent ?
3. Si cela est possible et approprié dans une certaine mesure, comment la vie et la culture canadiennes doivent-elles être définies, et par qui ?

#### Communautés nordiques et rurales

1. Que fait-on et que faudrait-il faire pour garantir une vie rurale saine et dynamique en Colombie-Britannique ?
2. Parmi ces mesures, lesquelles devraient être prises au niveau fédéral ? Par les provinces ? Par les entreprises, les habitants et les associations civiles des zones rurales ?
3. Les régions nordiques sont également un sujet de préoccupation. Quelles sont les circonstances particulières auxquelles sont confrontés les habitants du Nord et comment évaluer au mieux leurs besoins ?

# Le bon gouvernement : Démocratie, justice et paix

Rôle et objectif du gouvernement | Services, gestion et réforme | Provinces, territoires, municipalités | Tribunaux et sécurité publique

*Une démocratie authentique est le fruit d'une acceptation convaincue des valeurs qui inspirent les procédures démocratiques : la dignité de toute personne humaine, le respect des droits de l'homme, l'engagement en faveur du bien commun comme finalité et critère d'orientation de la vie politique. (Compendium de la doctrine sociale de l'Église)*

## L'enseignement catholique

### Le rôle du gouvernement

Il est impossible de comprendre le rôle et l'objectif du gouvernement et des autres institutions sociales sans d'abord apprécier l'objectif de la vie.

Si, comme le croit l'Église, le but de la vie est que chaque âme cherche et trouve la vérité qui est Dieu, qu'elle cherche à se rapprocher de Dieu et qu'elle veuille à ce que toutes les autres âmes soient encouragées et rendues capables de trouver leur propre chemin vers Dieu, il s'ensuit que le rôle approprié du gouvernement est de fournir, avec le soutien de l'Église et des autres institutions morales, éducatives et économiques, un cadre juridique et économique dans lequel le bien commun peut s'épanouir, afin que le peuple puisse accomplir sa mission, c'est-à-dire afin que le peuple puisse utiliser la liberté que Dieu lui a donnée pour rechercher la vérité et ainsi retourner à Lui.

Une démocratie authentique n'est pas seulement le résultat d'une observation formelle d'un ensemble de règles, mais le fruit d'une acceptation convaincue des valeurs qui inspirent les procédures démocratiques : la dignité de toute personne humaine, le respect des droits de l'homme, l'engagement en faveur du bien commun comme finalité et critère d'orientation de la vie politique. En l'absence d'un consensus général sur ces valeurs, la démocratie perd son sens profond et sa stabilité est compromise.

La doctrine sociale de l'Église considère le relativisme éthique, qui soutient qu'il n'existe



### Services, intendance et réforme

#### Services

Le parti préconise :

- ne pas privatiser ou externaliser la collecte et le stockage des informations personnelles à des organisations extérieures à la province.
- un examen approfondi du rôle de l'ICBC et la mise en œuvre de toute recommandation visant à améliorer l'ICBC, y compris en autorisant la concurrence.
- encourager les entreprises privées à s'installer en Colombie-Britannique et à employer les résidents de la province en leur fournissant
- les infrastructures dont elles ont besoin et des taux d'imposition compétitifs par rapport à d'autres juridictions.

#### Réforme démocratique

Le parti déclare que :

- son plan en 6 points pour une démocratie représentative donnerait aux citoyens de la province le contrôle de leur gouvernement et le pouvoir d'annuler toute décision prise par celui-ci
- ses réformes seraient inscrites dans une Constitution de la Colombie-Britannique, de sorte que tout futur gouvernement de la province serait obligé de rendre des comptes aux citoyens
- Les gouvernements ne doivent pas avoir peur d'adopter des lois pour mettre en œuvre leurs politiques s'ils sont mandatés par les électeurs pour le faire. Cependant, les citoyens de la Colombie-Britannique doivent avoir l'autorité finale sur toutes les questions relatives à leur province.

Le parti préconise l'introduction d'une nouvelle constitution provinciale comprenant les mesures suivantes :

- élection directe du premier ministre, à l'aide d'un système de vote préférentiel
- séparation du bureau du premier ministre de l'assemblée législative afin que le pouvoir exécutif soit directement responsable devant les citoyens de la Colombie-Britannique
- introduction du vote préférentiel, afin de garantir que chaque député et le premier ministre soient élus à la majorité des voix et de mettre fin au "fractionnement des voix". Aucun député ne sera plus jamais élu sans avoir reçu le soutien d'au moins 50 % de ses électeurs.
- garantir que tous les membres de l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique sont libres de voter, indépendamment de leur parti politique, sur tous les projets de loi présentés à l'Assemblée législative
- mettre en œuvre une législation de révocation efficace, donnant aux électeurs de chaque circonscription une possibilité raisonnable de "renvoyer" leur député dans le cadre d'un référendum de révocation si ce député est reconnu coupable d'activité illégale ou de conduite immorale ou si ses électeurs considèrent qu'il ne les a pas bien représentés. Un "référendum révocatoire" est organisé dans toute circonscription où au moins 33 % des électeurs inscrits dans cette circonscription ont signé une pétition demandant un "référendum révocatoire" dans un délai de trois mois commençant au plus tôt 12 mois après la dernière élection. Le référendum est organisé dans les 3 à 6 mois suivant la réception de la pétition par Elections BC, à condition que les signatures puissent être authentifiées, et le député est démis de ses fonctions et son poste est déclaré vacant si plus de 50 % des électeurs votant lors du référendum de révocation se prononcent en faveur de la révocation. Un seul vote de révocation par titulaire et par mandat sera autorisé. Le gouvernement organise une élection partielle pour pourvoir tout poste vacant au moins trois mois et au plus six mois après que le poste a été déclaré vacant à la suite d'un référendum révocatoire ou en cas de décès, d'incapacité ou de démission du titulaire. Le titulaire qui a été révoqué peut se représenter à l'élection partielle qui suit.
- la mise en œuvre d'une législation efficace pour la révocation du premier ministre, tous les électeurs inscrits dans la province ayant le droit de voter pour la révocation, en utilisant les mêmes règles que celles qui s'appliquent à la révocation des députés provinciaux, mais à l'échelle de toute la province.
- des mandats fixes pour le premier ministre et les membres de l'assemblée législative, sans possibilité d'élections anticipées à moins qu'ils ne soient démis de leurs fonctions par un référendum révocatoire, ou par le décès, l'incapacité ou la démission du (des) titulaire(s)
- l'élimination du "vote de défiance", qui ne sera plus nécessaire, puisque les gouvernements auront des mandats fixes et seront responsables directement devant les citoyens de la Colombie-Britannique par le biais de la "législation de révocation". Il ne sera plus possible pour un parti d'opposition de défaire le gouvernement pour son propre bénéfice politique. Toutefois, l'ensemble du corps législatif pourra "démissionner" en organisant un vote à la majorité simple pour dissoudre le corps législatif et organiser des élections.
- Initiatives citoyennes : modification de la législation sur les initiatives citoyennes afin de permettre aux citoyens de la Colombie-Britannique d'abroger toute loi adoptée par leur

pas de critères objectifs ou universels pour établir les fondements d'une hiérarchie correcte des valeurs, comme l'une des plus grandes menaces pour les démocraties modernes. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*, 407

### **Institutions et démocratie**

Le Magistère reconnaît la validité du principe de la répartition des pouvoirs dans un État : "Il est préférable que chaque pouvoir soit équilibré par d'autres pouvoirs et par d'autres sphères de responsabilité qui le maintiennent dans de justes limites. C'est le principe de l'État de droit, dans lequel la loi est souveraine, et non la volonté arbitraire des individus". *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*, 408.

Les responsabilités de l'État sont les suivantes :

- veiller à ce que tous les individus soient en mesure de réaliser pleinement leur potentiel, en maintenant un cadre capable de fournir tous les biens matériels, moraux et spirituels nécessaires au bien commun
  - harmoniser les différents intérêts des secteurs de la société avec les exigences de la justice, y compris en particulier la conciliation de la propriété privée des biens avec le bien commun
  - ordonner la société non seulement en fonction des désirs de la majorité, mais aussi du bien effectif de tous les membres de la communauté, y compris les minorités
- Compendium de la doctrine sociale de l'Église*, 168

### **Le rôle de l'Église**

L'Église ne veut pas exercer le pouvoir politique ni éliminer la liberté d'opinion des catholiques sur les questions contingentes. Elle entend plutôt - comme c'est sa fonction propre - instruire et éclairer les consciences des fidèles, en particulier de ceux qui sont engagés dans la vie politique, afin que leurs actions servent toujours à la promotion intégrale de la personne humaine et du bien commun. La doctrine sociale de l'Église n'est pas une intrusion dans le gouvernement des différents pays. Il s'agit du devoir de cohérence morale du laïc catholique, trouvé dans sa conscience, qui

gouvernement provincial ou de forcer leur gouvernement à mettre en œuvre une nouvelle loi.

- clause dérogatoire : mise en œuvre d'une "clause dérogatoire" constitutionnelle permettant au gouvernement provincial de bloquer toute décision d'un juge obligeant le gouvernement provincial ou fédéral à modifier les lois régissant les résidents de la Colombie-Britannique.
- Le financement des campagnes électorales : interdiction des contributions aux campagnes électorales de la part d'une société, d'un syndicat ou de tout autre groupe d'intérêt, limitation du montant des contributions des particuliers (électeurs inscrits uniquement) à un maximum de 5 000 dollars par an, et interdiction d'utiliser l'argent reçu d'un tiers pour apporter des contributions politiques
- uniformisation des dates des élections : afin de minimiser les dépenses, le gouvernement de l'Héritage chrétien de la Colombie-Britannique organisera les élections pour toutes les fonctions et tous les postes élus au niveau provincial à la même date que les élections générales tous les quatre ans. Ce calendrier ne sera pas modifié si un gouvernement doit se présenter aux élections à un autre moment en raison d'un vote de défiance.
- l'élection des sénateurs fédéraux, y compris un Sénat paritaire pour tenir compte de la répartition inégale de la population canadienne et assurer un équilibre pour sauvegarder les intérêts provinciaux, et la tenue d'élections pour pourvoir les sièges du Sénat qui sont réservés à la Colombie-Britannique.

### **Commission constitutionnelle**

Pour s'assurer que les dispositions ci-dessus, ainsi que d'autres caractéristiques de notre système démocratique et de nos droits en tant que citoyens, ne soient pas ignorées par les futurs gouvernements, le parti préconise :

- la nomination d'une commission chargée d'élaborer, d'approuver et de mettre en œuvre une Constitution de la Colombie-Britannique pleine de bon sens, par le peuple et pour le peuple
- l'obligation pour la commission de consulter les citoyens de la Colombie-Britannique avant de recommander au gouvernement la formulation de la Constitution
- l'obligation pour le gouvernement d'organiser ensuite un référendum contraignant, demandant aux citoyens de la Colombie-Britannique d'approuver leur nouvelle Constitution
- l'inclusion d'une disposition selon laquelle la Constitution ne peut être modifiée que par un vote majoritaire des citoyens de la Colombie-Britannique lors d'un référendum organisé à l'échelle de la province.

### **Réforme fiscale**

En ce qui concerne les impôts, le parti préconise :

- un examen complet de l'ensemble de la fiscalité provinciale à réaliser dans l'année qui suit l'entrée en fonction
- un examen parallèle des dépenses du gouvernement provincial à réaliser en même temps pour déterminer où les coûts peuvent être réduits afin de pouvoir diminuer les impôts
- dès que possible après l'achèvement de ces deux examens, la présentation aux électeurs de deux propositions de structure fiscale provinciale et la possibilité pour eux de choisir l'une des deux options dans le cadre d'un référendum contraignant. Les deux options seront : a. un impôt sur le revenu à taux unique, ou b. une taxe sur la consommation à taux unique (une taxe sur les dépenses plutôt que sur les revenus).
- Le gouvernement s'efforcera, quel que soit le système fiscal choisi par les électeurs, d'avoir les taux d'imposition provinciaux sur les personnes les plus bas du Canada. Si les électeurs choisissent un impôt sur le revenu à taux unique, l'actuel "impôt progressif sur le revenu" sera remplacé par un "taux unique d'impôt sur le revenu des personnes physiques" assorti d'une généreuse exemption de base afin de garantir qu'aucune personne à faible revenu ne paie plus dans le nouveau système qu'elle ne l'aurait fait dans l'ancien. Si les électeurs choisissent la taxe sur la consommation, le labyrinthe actuel de taxes, y compris la TVH, la taxe carbone et une multitude d'autres taxes, sera éliminé et remplacé par une taxe unique et visible sur la consommation. Certains produits de première nécessité seront exemptés afin que les personnes à faible revenu ne soient pas pénalisées pour avoir acheté les produits essentiels à leur survie.
- quel que soit le système fiscal choisi par les électeurs, continuer à percevoir des redevances sur les biens publics tels que le bois, le pétrole et les minéraux.

Le parti préconise en outre:

- la promotion de la création d'emplois en supprimant les réglementations inutiles imposées aux petites et grandes entreprises
- la promotion d'un commerce plus libre des biens et des services entre les provinces et les territoires du Canada, et l'encouragement des municipalités, des universités, des collèges, des établissements techniques, des écoles et des hôpitaux à adopter la même politique
- la promulgation d'une législation sur l'équilibre budgétaire, qui comprend des dérogations pour les urgences provinciales déclarées
- l'utilisation de tout excédent budgétaire pour rembourser l'énorme dette provinciale, qui fait peser un fardeau sur les épaules de nos enfants et de nos petits-enfants
- suppression de toutes les "taxes carbone" de la Colombie-Britannique et des efforts provinciaux visant à lutter contre le réchauffement climatique en réduisant les niveaux de dioxyde de carbone dans l'atmosphère, et en se concentrant plutôt sur la lutte contre la pollution réelle et en encourageant le développement de sources d'énergie alternatives et propres afin de réduire notre dépendance à l'égard des ressources non renouvelables
- la garantie qu'une compensation adéquate, basée sur les valeurs du marché à ce moment-là, sera versée aux Britanno-Colombiens pour toutes nos ressources naturelles qui sont récoltées n'importe où dans la province
- l'établissement d'un "budget base zéro" pour les dépenses provinciales afin de s'assurer que les ministères du gouvernement provincial fondent leurs estimations budgétaires sur les besoins réels au lieu de les fixer comme une augmentation par rapport aux dépenses de l'année précédente, et de décourager les ministères de dépenser inutilement de l'argent vers la fin de l'année fiscale afin de s'assurer que leur allocation budgétaire est maintenue ou augmentée pour l'année suivante
- éliminer la BC Property Transfer Tax
- organiser un référendum pour obtenir la permission des contribuables avant d'introduire toute nouvelle taxe ou d'augmenter sensiblement toute taxe existante

est une et indivisible. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 571*

## Impôts et gestion des affaires publiques

L'administration publique, à tous les niveaux - national, régional, communautaire - doit être orientée vers le service des citoyens, en tant que gestionnaire des ressources du peuple, qu'elle doit administrer en vue du bien commun.

### Impôts

Les recettes fiscales et les dépenses publiques revêtent une importance économique cruciale pour toute communauté civile et politique. L'objectif à atteindre est celui d'un financement public capable de devenir un instrument de développement et de solidarité. Un financement public juste, efficace et efficient aura des effets très positifs sur l'économie, car il favorisera la croissance de l'emploi et soutiendra les activités des entreprises et des associations, et contribuera à accroître la crédibilité de l'État en tant que garant des systèmes d'assurance et de protection sociale qui visent avant tout à protéger les membres les plus faibles de la société.

Les dépenses publiques sont orientées vers le bien commun lorsque certains principes fondamentaux sont respectés : le paiement des impôts dans le cadre du devoir de solidarité ; une application raisonnable et équitable des impôts ; la précision et l'intégrité dans l'administration et la distribution des ressources publiques.

Dans la redistribution des ressources, les dépenses publiques doivent respecter les principes de solidarité, d'égalité et de valorisation des talents. Elle doit également accorder une plus grande attention aux familles, en leur consacrant un montant adéquat de ressources. Dans le système démocratique, l'autorité politique est responsable devant le peuple. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 355, 408, 412.*

- établir et adhérer aux principes comptables généralement acceptés pour les dépenses provinciales

- mettre fin à la dépendance du gouvernement de la Colombie-Britannique à l'égard des jeux d'argent et prendre des mesures pour éliminer progressivement la dépendance du gouvernement à l'égard des recettes provenant des loteries, des casinos et d'autres types de jeux d'argent; s'efforcer de réduire ou d'éliminer les jeux d'argent publics répandus en C.-B.

## Provinces, territoires, municipalités

### Unité nationale

Le parti déclare que :

- les valeurs que la plupart des Canadiens partagent dans toutes les provinces et tous les territoires et qui font partie de notre grand patrimoine canadien sont plus importantes que les valeurs sur lesquelles nous sommes divisés
- il soutient la déclaration du premier ministre provincial de 1997 à Calgary, qui affirme que "le don de la diversité du Canada comprend les peuples et les cultures autochtones, la vitalité des langues anglaise et française et une citoyenneté multiculturelle, issue de toutes les parties du monde", et respecte la déclaration du Premier ministre, "Le Canada est un système fédéral dans lequel les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux travaillent en partenariat tout en respectant leurs compétences respectives. Les Canadiens veulent que leurs gouvernements travaillent ensemble pour la protection et le bien-être de tous nos citoyens".
- elle estime que tous les Canadiens devraient avoir la liberté de voyager librement et de se rendre dans n'importe quel endroit du pays, de travailler, de passer des vacances ou de prendre leur retraite là où ils le souhaitent dans ce grand pays. Elle estime également qu'ils devraient avoir droit à tous les avantages offerts par le gouvernement de la province où ils choisissent de vivre et qu'ils devraient pouvoir raisonnablement s'attendre à ce que ces avantages soient similaires, quelle que soit la province dans laquelle ils choisissent de vivre. Elle se battra pour l'uniformisation des prestations dans tout le pays afin d'éliminer ce type de disparité.

Le parti préconise:

- de veiller à ce que les cinq principes fondamentaux de la Loi canadienne sur la santé soient appliqués partout au Canada, même si l'administration des services de santé relève de la compétence des provinces. Les résidents d'une province ou d'un territoire qui ont besoin d'une assistance ou de services médicaux lors d'un séjour ailleurs au Canada devraient avoir un accès aussi complet et égal à tous les établissements et services de soins de santé que les résidents de la province ou du territoire où le besoin de tels services se fait sentir.
- les priorités politiques fédérales suivantes, en cherchant à promouvoir l'unité nationale : a) Le gouvernement fédéral devrait travailler avec les provinces pour renforcer l'union économique canadienne par le biais de l'Accord commercial interprovincial. b) Le gouvernement fédéral devrait donner à la Commission du commerce interprovincial le pouvoir de lancer et de mettre en oeuvre les politiques découlant de l'Accord commercial interprovincial. c) Le gouvernement fédéral devrait jouer un rôle de premier plan dans l'élimination des barrières commerciales interprovinciales dans le domaine du commerce et de la mobilité de la main-d'oeuvre et des capitaux.
- l'établissement d'un contrôle provincial sur:
  - \* les ressources naturelles (pétrole, gaz naturel, charbon, etc.), y compris le contrôle et les revenus des ressources offshore dans la mer et sous la mer.
  - \* la foresterie
  - \* les soins de santé
  - \* l'éducation, y compris l'enseignement postsecondaire
  - \* la fiscalité
  - \* l'immigration en Colombie-Britannique en provenance de l'étranger.
- une force de police provinciale pour remplacer la GRC, avec des pouvoirs similaires à ceux de l'OPP et de la QPP
- un Sénat fédéral "triple E" pour donner aux résidents de la Colombie-Britannique une plus grande part dans la prise de décision au sein du gouvernement fédéral.
- coopérer avec le gouvernement fédéral pour amender la Constitution fédérale afin d'y inclure les droits de propriété et de garantir que personne ne sera privé de ses droits légitimes sans avoir bénéficié d'une procédure légale régulière et d'une indemnisation complète, juste et rapide.

### Tribunaux et sécurité publique

Le parti préconise:

- la réforme du système juridique provincial afin d'assurer la protection du public, de rétablir la punition comme moyen de dissuasion du crime et de rendre la justice en temps utile
- la restitution obligatoire pour les crimes non violents contre la propriété et l'adoption d'une "législation sur les produits de la criminalité", pour aider à indemniser les victimes de crimes
- la création et la publication, création et publication, sur le site Internet du gouvernement, d'un registre des affaires traitées et des peines prononcées par chaque juge
- création d'une procédure de révocation par laquelle les juges qui sont "indulgents envers la criminalité" ou qui ne rendent pas la justice de manière équitable peuvent être relevés de leurs fonctions par les électeurs.
- la création d'une commission, composée de juges et de citoyens ordinaires, chargée d'examiner les lignes directrices en matière de détermination de la peine et de proposer au Parlement du Canada d'y apporter des modifications pour qu'il les adopte.
- considérer la conduite en état d'ébriété comme une mise en danger du public et, en cas de récidive, prévoir la confiscation du véhicule s'il est immatriculé au nom du conducteur et une peine d'emprisonnement pour toute personne reconnue coupable de ce délit.
- recommander au gouvernement fédéral que toute personne qui n'est pas un citoyen canadien et qui est condamnée pour un crime violent en Colombie-Britannique soit expulsée

## Réforme démocratique

Les organes représentatifs doivent être soumis à un contrôle social efficace. Ce contrôle peut s'exercer avant tout dans le cadre d'élections libres qui permettent la sélection et le changement des représentants. L'obligation pour les élus de rendre compte de leur travail - qui est garantie par le respect des conditions électorales - est un élément constitutif de la représentation démocratique.

Parmi les déformations du système démocratique, la corruption politique est l'une des plus graves. S'il n'y a pas de vérité ultime pour guider et orienter l'action politique, les idées et les convictions peuvent facilement être manipulées pour des raisons de pouvoir. Une démocratie sans valeurs se transforme facilement en totalitarisme. Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 406-412.

Coopération et respect entre les parties  
Les partis politiques ont pour mission de favoriser une large participation et de rendre les responsabilités publiques accessibles à tous. Les partis politiques sont appelés à interpréter les aspirations de la société civile, en les orientant vers le bien commun... Une démocratie authentique n'est pas seulement le résultat de l'observation formelle d'un ensemble de règles, mais le fruit d'une acceptation convaincue des valeurs qui inspirent les procédures démocratiques : la dignité de toute personne humaine, le respect des droits de l'homme, l'engagement en faveur du bien commun en tant que finalité et critère d'orientation de la vie politique. En l'absence d'un consensus général sur ces valeurs, la démocratie perd son sens profond et sa stabilité est compromise. Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 407, 413.

## Gouvernements subsidiaires : provinces, municipalités, territoires et peuples indigènes

Le principe de subsidiarité s'oppose aux diverses formes de centralisation, de bureaucratisme et d'assistance, ainsi qu'à la présence injustifiée et excessive de l'État dans les mécanismes publics... De même qu'il est

vers son pays d'origine immédiatement après sa sortie de prison. Ces personnes devraient être escortées directement de la prison à l'aéroport et placées sur le premier vol disponible vers leur pays d'origine.

- l'élimination du Tribunal des droits de l'homme de la Colombie-Britannique, qui est actuellement utilisé injustement par des intérêts particuliers pour harceler nos citoyens et les contraindre au silence sur des questions importantes. Les plaignants ont actuellement un accès libre et gratuit au Tribunal, alors que les défendeurs ne bénéficient pas d'une telle assistance et doivent engager des frais considérables pour se défendre. Les décisions rendues par ce Tribunal sont définitives et ne peuvent être révisées par une cour de justice. Le Tribunal des droits de l'homme n'est pas nécessaire et sera dissous, puisque les groupes et les individus lésés ont suffisamment de recours dans le système judiciaire. Un gouvernement CHP-BC s'efforcera de démanteler le Tribunal des droits de l'homme et d'abroger la législation qui le soutient.



## Le rôle et l'objectif du gouvernement

Par principe, le parti affirme que :

- un bon gouvernement est éthique, responsable, fiscalement responsable et applique l'état de droit pour assurer la paix et la sécurité de notre société
- il croit en un gouvernement plus petit, moins intrusif et plus efficace pour offrir le plus de liberté possible avec le moins d'impôts possible.

## Intendance et réforme

### Impôts et réforme financière

Le parti affirme que :

- le gouvernement est un vecteur inefficace de prestation de services et sa croissance cannibalise la création d'emplois dans le secteur privé. Les dépenses inutiles doivent être réduites et les économies réalisées doivent être restituées aux contribuables.
- Les Britannico-Colombiens sont taxés de pauvreté. Avec les prix de l'essence les plus élevés d'Amérique du Nord, il est temps de supprimer la taxe sur le carbone et la norme sur les carburants à faible teneur en carbone, et de veiller à ce que davantage de produits raffinés arrivent sur le marché de la Colombie-Britannique.
- Il est immoral (et financièrement dangereux) de continuer à vivre au-dessus de nos moyens et de laisser la facture à nos enfants. Même si ce n'est pas pour tout de suite, nous prévoyons d'équilibrer le budget.

### Provinces, territoires, municipalités

En matière de politique, le parti préconise :

- le soutien au travail d'organisations partageant les mêmes idées et l'élection de représentants à d'autres niveaux de gouvernement.

Le parti préconise en outre :

- un soutien à tous les nouveaux parents pour la prise en charge directe des frais de garde, tout en incitant le secteur privé à créer de nouvelles places en crèche. Ce plan prévoit la mise en place de partenariats avec les municipalités.

### Tribunaux et sécurité publique

Le parti préconise

- l'annulation de la décriminalisation des drogues dures. Les drogues telles que le fentanyl, le crystal meth et le crack sont des substances destructrices et destructrices de vie qui n'ont pas leur place dans notre société. La police devrait avoir les moyens de les confisquer et d'en limiter la disponibilité.
- défendre la police. Au lieu de défrayer la police, il faut soutenir les hommes et les femmes courageux des forces de l'ordre et leur donner les ressources dont ils ont besoin pour faire leur travail avec succès.
- la répression des crimes violents, y compris la tolérance zéro pour les délinquants violents et récidivistes, et la fin du système de justice à portes tournantes en demandant aux procureurs de prononcer des peines maximales pour les personnes reconnues coupables de crimes graves.
- la nomination de juges fondés sur des principes, notamment des juges qui accordent la priorité aux victimes et à leurs familles - et non aux histoires larmoyantes de criminels endurcis.
- la fin des "villages de tentes". Les "villages de tentes" illégaux entraînent une augmentation de la criminalité, de la violence et du désordre dans des communautés par ailleurs pacifiques. Elles sont injustes pour ceux qui travaillent dur, paient leurs impôts, respectent la loi et se sont fait voler leur quartier.

gravement erroné d'enlever aux individus ce qu'ils peuvent accomplir par leur propre initiative et leur propre travail pour le donner à la communauté, de même c'est une injustice et en même temps un grave mal et une perturbation du bon ordre que d'attribuer à une association plus grande et plus élevée ce que des organisations plus petites et subordonnées peuvent faire. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*, 185

## Paix et bon ordre

### *Commerce interprovincial et international*

L'Église a maintes fois attiré l'attention sur les aberrations du système du commerce international qui, souvent, en raison de politiques protectionnistes, discrimine les produits provenant des pays les plus pauvres et entrave la croissance de l'activité industrielle et le transfert de technologie vers ces pays.

La détérioration continue des échanges de matières premières et l'élargissement du fossé entre les pays riches et les pays pauvres ont incité l'Église à souligner l'importance des critères éthiques qui devraient constituer la base des relations économiques internationales : la recherche du bien commun et la destination universelle des biens, l'équité dans les relations commerciales et l'attention portée aux droits et aux besoins des pauvres dans les politiques relatives au commerce et à la coopération internationale.

Les déséquilibres économiques et sociaux dans le monde du travail doivent être traités en rétablissant une juste hiérarchie des valeurs et en plaçant la dignité humaine des travailleurs au-dessus de tout. *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*, 370, 321, 364

*"L'ouverture au monde" est une expression qui a été cooptée par le secteur économique et financier et qui est désormais utilisée exclusivement pour désigner l'ouverture aux intérêts étrangers ou la liberté des puissances économiques d'investir sans obstacles ni complications dans tous les pays. Les conflits locaux et le mépris du bien commun sont exploités par l'économie mondiale pour imposer un modèle culturel unique. Cette*



### **Intendance et réforme**

Le parti a fourni un tableau des coûts supplémentaires estimés à supporter pour mettre en œuvre ses propositions (reproduit ci-dessous). Il précise que les coûts sont présentés sous forme de coûts annualisés du programme plutôt que par année fiscale. Il note également que les recettes supplémentaires et les économies compensatoires atténueront l'impact sur le résultat net de la province. Par exemple :

- la suppression des subventions au pétrole et au gaz permettra d'économiser environ 1 milliard de dollars par an
- le rétablissement des augmentations régulières de la taxe sur le carbone et l'augmentation de l'augmentation annuelle à 10 \$/tonne d'équivalent CO2 généreront des recettes supplémentaires à court terme
- l'investissement dans les programmes sociaux permettra d'éviter les coûts futurs, tandis que l'investissement dans l'éducation et l'innovation produira des rendements futurs ; - la mise en place d'un système d'échange de droits d'émission pour les entreprises.

### **Réforme électorale**

Parmi ses six principes fondamentaux, le parti préconise de - travailler à la création de gouvernements élus à la proportionnelle qui représentent et impliquent les citoyens.

### **Indices sociaux et indicateurs de bien-être**

Le parti déclare que :

- le produit intérieur brut (PIB) est un outil comptable qui a vu le jour dans les années 1930 pour mesurer la taille de l'économie américaine. Au fil du temps, les gouvernements ont commencé à le considérer comme une mesure de la santé de notre économie et du bien-être humain, alors qu'il n'a pas été conçu pour cela.
- En 1968, Robert Kennedy a prononcé un discours célèbre dans lequel il notait que si l'on s'en tenait aux chiffres globaux, les États-Unis semblaient en bonne santé, mais il ajoutait : "(Le PIB) ne permet pas d'évaluer l'impact de l'économie sur l'environnement : "(Le PIB) ne tient pas compte de la santé de nos enfants, de la qualité de leur éducation ou de la joie de leurs jeux. Il ne tient pas compte de la beauté de notre poésie ou de la force de nos mariages, de l'intelligence de nos débats publics ou de l'intégrité de nos fonctionnaires....il mesure tout, en somme, sauf ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue"
- les mots de Kennedy sonnent toujours juste. La Colombie-Britannique a connu la plus forte croissance du PIB du pays, mais les bénéfices de notre croissance économique ne sont pas ressentis par beaucoup. Les jeunes Britanno-Colombiens, en particulier, sont accablés par le coût extrêmement élevé de la vie. Le PIB ne rend pas compte de cette pression, pas plus qu'il ne nous dit à quel point il est difficile pour les Britanno-Colombiens de créer une entreprise ou combien de temps il leur faut pour économiser de l'argent en vue de l'achat de leur première maison. Il ne nous renseigne pas non plus sur l'état de notre environnement naturel, ni sur la gestion durable de nos ressources au profit des communautés locales.
- Il est temps de cesser de se focaliser exclusivement sur le PIB et de commencer à mesurer ce qui compte vraiment pour la santé et le bien-être des habitants de cette province. D'autres pays ont déjà adopté cette approche. La Nouvelle-Zélande a adopté des budgets de bien-être, qui obligent les ministres à collaborer étroitement, en se concentrant sur la manière dont ils peuvent collectivement aborder les priorités en matière de bien-être. La Colombie-Britannique peut faire la même chose, en adoptant des budgets axés sur la santé et le bien-être, et en mesurant notre réussite à l'aide d'une série d'indicateurs de progrès réels qui reflètent mieux la santé réelle de notre économie et de notre société.

Le parti préconise l'adoption de budgets axés sur la santé et le bien-être, assortis de véritables indicateurs de progrès axés sur les facteurs économiques, sanitaires, sociaux et environnementaux, et exigeant des ministères qu'ils justifient leurs dépenses en fonction des progrès mesurables réalisés par rapport à ces indicateurs

### **Provinces, territoires, municipalités : Relations intergouvernementales**

#### **Des villes dynamiques**

Le parti déclare que :

- la province peut faire beaucoup de choses, en partenariat avec les gouvernements locaux, pour faire des villes de la Colombie-Britannique des endroits plus attrayants et inclusifs où vivre, travailler et se divertir, notamment en établissant des partenariats avec les gouvernements locaux pour favoriser le développement de quartiers plus propices à la marche, de communautés complètes et d'une conception communautaire saine ; et en augmentant le financement provincial pour des projets durables tels que des pistes cyclables, des sentiers, des parcs, des espaces communautaires et des rues réservées aux piétons
- en planifiant le soutien à des villes dynamiques, une conversation honnête est également nécessaire sur le financement durable des gouvernements locaux, qui leur permettrait de planifier pour relever les défis du 21<sup>e</sup> siècle.

Pour construire des villes dynamiques, le parti préconise de :

- un partenariat avec les gouvernements locaux pour favoriser le développement de quartiers plus propices à la marche, de communautés complètes, de transports actifs et d'une conception saine des communautés, en fournissant un financement à coûts partagés pour des projets tels que des pistes cyclables, des sentiers, des parcs, des espaces

*culture unifie le monde, mais divise les personnes et les nations, car "la mondialisation croissante de la société fait de nous des voisins, mais pas des frères".*

*Nous sommes plus seuls que jamais dans un monde de plus en plus massifié qui favorise les intérêts individuels et affaiblit la dimension communautaire de la vie. En effet, il existe des marchés où les individus deviennent de simples consommateurs ou des spectateurs. En règle générale, l'avancée de ce type de mondialisation renforce l'identité des plus puissants, qui peuvent se protéger, mais elle tend à diminuer l'identité des régions plus faibles et plus pauvres, les rendant plus vulnérables et plus dépendantes. Ainsi, la vie politique devient de plus en plus fragile face aux puissances économiques transnationales qui opèrent selon le principe "diviser pour régner". Pape François, Fratelli tutti, 12*

### **Justice pénale et sécurité publique**

Afin de protéger le bien commun, l'autorité publique légitime doit exercer le droit et le devoir d'infliger des peines en fonction de la gravité des crimes commis. L'État a la double responsabilité de décourager les comportements qui portent atteinte aux droits de l'homme et aux normes fondamentales de la vie civile, et de réparer, par le système pénal, le désordre créé par l'activité criminelle... La peine ne sert pas seulement à défendre l'ordre public et à garantir la sécurité des personnes ; elle devient aussi un instrument de correction du délinquant. L'objectif est double. D'une part, favoriser la réinsertion du condamné dans la société ; d'autre part, promouvoir une justice qui réconcilie, une justice capable de rétablir l'harmonie dans les relations sociales perturbées par l'acte criminel commis.

*Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 402*

communautaires et des rues réservées aux piétons

- rendre permanent le programme d'extension des terrasses, en travaillant avec les gouvernements locaux et les parties prenantes pour s'assurer que les extensions de terrasses sont maintenues de manière sûre et durable
- rendre les vélos électriques plus accessibles en : supprimant la TVP pour les vélos électriques ; en exigeant que les bureaux et les locaux commerciaux fournissent des parkings à vélos sécurisés avec des capacités de charge ; et en créant plus d'options de stockage sûres, y compris des casiers à vélos dans des endroits clés, par exemple les nœuds de transport
- promouvoir le développement des quartiers et des villes dynamiques, en encourageant l'innovation et l'innovation.
- travailler avec les gouvernements locaux pour explorer la modernisation des modèles de revenus afin de capturer pleinement la part équitable du public de l'augmentation de la superficie des terrains grâce à un développement orienté vers les transports en commun
- travailler avec les gouvernements locaux en partenariat pour réformer notre système de financement des gouvernements locaux, qui laisse les gouvernements locaux trop dépendants des impôts fonciers régressifs et incapables de réaliser correctement les projets nécessaires pour les villes du 21<sup>ème</sup> siècle. Il s'agirait notamment de créer une commission chargée d'examiner les recommandations pertinentes du rapport de l'UBCM intitulé *Strong Fiscal Futures*.

### **Transports en commun**

Le parti déclare que :

- l'un des domaines les plus importants pour créer des villes où il fait bon vivre est de répondre aux besoins en matière de transport d'une manière avant-gardiste.
- avant COVID-19, le nombre d'usagers des transports en commun augmentait considérablement, car de nombreux habitants préféraient les transports en commun à un véhicule à occupation unique.
- le COVID a porté un coup temporaire, mais significatif, aux finances des agences de transport de la Colombie-Britannique. Plutôt que de laisser l'infrastructure des transports en commun être compromise par la pandémie, la province doit doubler ses investissements.
- la planification régionale doit être abordée de manière holistique et réfléchie, plutôt que de simplement choisir des projets en fonction de leur potentiel à remporter plus de votes.
- les objectifs climatiques doivent être intégrés dans chaque décision d'infrastructure, tout comme il faut s'assurer que les fonds publics dépensés pour le transport servent à développer les réseaux de transport en commun et de transport actif
- investir dans le transport en commun, les villes vivables et le transport actif nous aidera non seulement à atteindre nos objectifs climatiques, mais aussi à améliorer le bien-être physique et mental, la force et l'interconnexion des communautés, et la qualité de vie globale de la province.

Le parti préconise :

- donner la priorité aux investissements dans les services de transport en commun et veiller à ce que TransLink, BC Transit et BC Ferries bénéficient d'un soutien financier à long terme. Pour les communautés côtières et certaines communautés de l'intérieur, les ferries font partie du mode de vie et constituent un élément essentiel du réseau de transport. Nous devons cesser de prétendre que les ferries devraient, ou pourraient, être gérés dans un but lucratif et les recentrer sur les services essentiels qu'ils fournissent à nos communautés.
- travailler avec les gouvernements locaux pour établir une vision du transport durable dans une ère de croissance démographique accrue sur l'île du Sud, y compris par le biais de : une stratégie régionale des transports ; l'établissement d'un organe de gouvernance régionale pour surmonter les fractures du processus décisionnel et fournir une planification intégrée pour la région en pleine croissance ; l'investissement pour soutenir l'expansion des options de transport public afin d'aider les gens à se déplacer plus facilement ; construire des liaisons de transport public fréquentes et abordables entre les villes, comme entre Cowichan et le CRD
- investir en priorité dans les services de transport en commun pour soutenir la reprise économique, améliorer l'habitabilité des communautés et réduire les émissions de gaz à effet de serre
- veiller à ce que les pertes à long terme prévues pour TransLink, BC Transit et BC Ferries soient traitées de manière à ce que les niveaux de service soient maintenus, ce qui permettra à la clientèle de rebondir rapidement pendant la période de reprise économique
- travailler avec les gouvernements locaux et régionaux pour repenser le modèle de financement des transports en commun et établir un modèle de financement à long terme équitable et stable pour les transports en commun, y compris les services de transport en commun et les services d'autobus, travailler avec les gouvernements locaux et régionaux pour repenser le modèle de financement des transports en commun et établir un modèle de financement à long terme équitable et stable pour les transports en commun, y compris la prise en compte de la tarification de la mobilité
- développer des critères de climat et de durabilité, y compris la prise en compte des impacts cumulatifs, à appliquer à tous les projets d'investissement futurs, y compris les investissements dans les infrastructures de transport
- ramener BC Ferries au sein du gouvernement en tant que société d'État, et mener un examen complet des opérations de BC Ferries axé sur la fourniture d'un service public efficace pour les Britanno-Colombiens, et le rôle des ferries dans le réseau de transport de la Colombie-Britannique.

### **Tribunaux et sécurité publique**

Parmi ses six principes fondamentaux, le parti préconise de - la sauvegarde de la sécurité et de la liberté des personnes par la coopération et la recherche du consensus

**Coûts proposés dans le programme du parti pour 2020-2021 :**

	Year 1	Year 2	Year 3
	(\$ million)	(\$ million)	(\$ million)
<b>Supporting British Columbians</b>			
Education	557	657	807
Supporting families	500	500	523
Housing affordability	700	600	600
Other	138	138	138
<b>TOTAL</b>	<b>1895</b>	<b>1895</b>	<b>2068</b>
<b>A healthy and inclusive economy</b>			
Small business and tourism	300	0	0
Other	20	20	20
<b>TOTAL</b>	<b>320</b>	<b>20</b>	<b>20</b>
<b>A green recovery from COVID-19</b>			
Green innovation	500	0	0
Clean, sustainable jobs	500	550	600
Other	25	25	25
<b>TOTAL</b>	<b>1025</b>	<b>575</b>	<b>625</b>
<b>Taking care of ourselves and those we love</b>			
Mental health	250	250	250
Other	125	125	125
<b>TOTAL</b>	<b>375</b>	<b>375</b>	<b>375</b>
<b>Strong communities, healthy environment</b>			
Water	40	40	40
Climate resilience	25	25	25
Other	155	155	155
<b>TOTAL</b>	<b>220</b>	<b>220</b>	<b>220</b>
<b>TOTAL INCREMENTAL EXPENDITURE</b>	<b>3835</b>	<b>3085</b>	<b>3308</b>



**Le rôle du gouvernement**

Le BC Libertarian Party accorde de l'importance aux droits et à la dignité de l'individu ainsi qu'à l'obligation de rendre des comptes pour les malfaiteurs. Il estime que la protection des droits et des libertés civiles des citoyens est l'un des rares rôles qui conviennent à notre gouvernement.

**Intendance et réforme**

**Réforme fiscale**

Le parti déclare que :

- le code des impôts est un fouillis de crédits d'impôt pour les particuliers et les entreprises, qui sont déduits de l'impôt sur le revenu. Si l'objectif d'une taxe sur les péchés est de réduire la consommation de produits considérés comme des péchés, quel est l'objectif de l'impôt sur le revenu ? Il est coûteux d'administrer, d'auditer et de se conformer au code des impôts et il pourrait être simplifié en éliminant tous ces crédits et en augmentant l'exemption de base personnelle sur le revenu d'un montant égal ou même supérieur. Un

code des impôts simple signifie également des déclarations plus faciles à remplir pour tout le monde et moins d'exploits et d'échappatoires pour les fraudeurs. Dans le cadre de notre plan, nous réduirons le nombre de tranches d'imposition et offrirons un allègement fiscal immédiat à ceux qui en ont le plus besoin.

- Les gouvernements sont devenus dépendants des recettes fiscales et des monopoles publics pour combler les déficits de financement des services essentiels. La politisation du financement des ministères crée une inertie institutionnalisée au sein des plus grands ministères. Des millions de dollars du contribuable sont perdus en raison de l'inefficacité et des frictions entre les ministères.

- il a la politique fiscale la plus progressive jamais proposée aux électeurs de la Colombie-Britannique. L'ensemble de ses politiques vise les impôts payés le plus souvent par les citoyens à revenus faibles ou moyens

- malgré les discussions passées sur la réduction des impôts des "pauvres", de la "classe ouvrière" et de la "classe moyenne", les Britanno-Colombiens paient encore en moyenne 42 % de leurs revenus chaque année aux différents niveaux de gouvernement, et les travailleurs à faibles revenus paient en fait plus que leur juste part. Les nouveaux crédits d'impôt déduits de l'impôt sur le revenu font pâle figure en comparaison de la multitude de taxes et de frais cachés payés sur le carburant, l'assurance automobile, les produits importés, le tabac, l'alcool et d'autres taxes encore qui ne font que se répercuter sur le coût plus élevé de tout ce que nous achetons, comme les taxes sur le carbone, les taxes sur les salaires et les impôts sur les bénéfices des sociétés. Les

personnes à faible revenu consacrent une part plus importante de leur revenu à ces taxes sur la consommation que les personnes à revenu plus élevé

- les taxes qui affectent le revenu disponible de chaque Britanno-Colombien ont un effet sur leurs dépenses totales. L'élimination de ces taxes augmente le pouvoir d'achat de chacun, ce qui crée des emplois, des augmentations de salaires réels et de la compétitivité à l'échelle mondiale.

- Alors qu'une jeune famille en difficulté ne paie souvent que peu ou pas d'impôts sur le revenu, sa part dans l'ensemble des impôts versés au gouvernement reste très élevée, en particulier lorsque ces impôts augmentent implicitement le coût de l'essence et de la nourriture. L'objectif est d'éliminer ce fardeau caché.

Le parti préconise :

- par le biais d'une série d'actions législatives, d'éliminer complètement les taxes sur les péchés, d'abolir les cartels anticoncurrentiels et les monopoles fixant les prix, et de libérer des pans entiers de l'économie au profit des forces concurrentielles

- il cible spécifiquement les institutions où la réforme permettra de réaliser des économies immédiates pour les Britanno-Colombiens et cible spécifiquement les taxes qui affectent le plus les familles de travailleurs à faibles revenus. Les bénéficiaires de l'aide sociale aux entreprises verront leur financement supprimé et bénéficieront d'un environnement fiscal globalement moins lourd et d'un environnement de recherche d'emploi plus compétitif et plus favorable aux travailleurs.

- la réduction des coûts de l'administration des soins de santé sans réduire les dépenses de prestation, en liant le financement aux résultats et en réduisant le financement des programmes qui ne donnent pas de résultats acceptables par rapport à leur coût. Nous utiliserons l'action législative pour légaliser les options de prestation privée et garantir la transparence des prix, ce qui créera immédiatement une ruée pour fournir aux patients les soins de santé les moins chers et de la meilleure qualité possible.

- réduire la charge fiscale annuelle de la famille moyenne en abrogeant les impôts régressifs qui pénalisent le plus les familles de travailleurs à faible revenu

- augmenter l'exemption de base pour soulager davantage de travailleurs de la charge de l'impôt sur le revenu

- éliminer la taxe directe sur les carburants et les taxes régressives sur le carbone, l'impôt sur la santé des employeurs, les taxes "péché" sur le tabac et l'alcool

- remplacer le crédit d'impôt provincial pour les dons de bienfaisance par un remboursement annuel de 750 dollars de l'impôt sur les dons de bienfaisance - les personnes qui font des dons à des organismes de bienfaisance enregistrés récupèrent l'argent l'année suivante

- poursuivre des accords commerciaux totalement ouverts avec les autres provinces et d'autres marchés. Le commerce est une bonne chose car il permet une division du travail toujours plus grande. La spécialisation croissante qu'il permet rend les producteurs nationaux plus attrayants et plus compétitifs sur les marchés mondiaux ouverts, augmentant ainsi la richesse de toutes les parties concernées dans une mesure bien plus importante que toute économie fermée essayant de tout produire pour elle-même. Par exemple, le potentiel économique de l'élimination des barrières commerciales intraprovinciales a été estimé à 7 500 dollars par famille. En effet, les mesures progressives prises par le passé pour libéraliser le commerce provincial du vin ont permis aux vins canadiens de passer du statut de produit de consommation courante à celui de produit de renommée internationale, les diverses régions disparates ayant appris à ne faire que ce qu'elles font le mieux et à l'échanger contre les produits dans lesquels les autres régions se spécialisent. Nos réformes permettront d'obtenir les mêmes types d'améliorations de la productivité dans tous les secteurs.

- l'augmentation de l'exemption de base à 44.000,00 \$. En augmentant l'exemption de base de l'impôt sur le revenu payé par les particuliers, nous nous attendons à ce que la propension marginale des travailleurs à refuser un autre travail offert soit diminuée. En d'autres termes, les travailleurs accepteront plus d'heures de travail en sachant que les revenus finiront dans leur poche. La diminution du nombre de personnes travaillant en espèces et l'augmentation du nombre d'heures travaillées par employé entraîneront une hausse des salaires totaux.

- Les gouvernements des États membres devraient s'efforcer de réduire les dépenses et de vendre régulièrement des actifs, en sélectionnant les dépenses les moins efficaces pour atteindre les résultats souhaités et les immobilisations qui seraient mieux gérées par les administrations municipales, les organisations à but non lucratif ou les entreprises privées, afin de contribuer au financement des réductions d'impôts

- supprimer progressivement les subventions aux établissements d'enseignement postsecondaire sur une période de dix ans, en réduisant les dépenses de 400 millions de dollars par an

- éliminer les subventions provinciales au logement abordable, afin d'économiser environ 500 millions de dollars par an. Les aides au logement abordable accordées aux acheteurs rendent le logement moins abordable. Leur introduction encourage les initiés à spéculer sur les gains de prix qui se produiront lorsque tous les nouveaux acheteurs seront bientôt en concurrence pour les mêmes propriétés avec une plus grande capacité d'emprunt.

### **Monopole provincial des alcools**

Le parti déclare que :

- la BC Liquor Distribution Branch (LDB) prélève 1,4 milliard de dollars par an sur les consommateurs en augmentant artificiellement les prix de la bière, du vin et des spiritueux jusqu'à 170 % de leur prix d'origine avant de les distribuer aux détaillants. Selon la loi, la LDB est la seule autorisée à acheter, importer ou distribuer des boissons alcoolisées dans la province. Ce goulot d'étranglement inutile crée des inefficacités qui augmentent les coûts pour les consommateurs et les contribuables.
- Ces lois archaïques sur les boissons alcoolisées ont un impact majeur sur la viabilité des secteurs du tourisme et de l'hôtellerie, car les coûts de mise en conformité et les coûts de l'alcool sont élevés, ce qui se traduit par une augmentation constante des prix des menus pour tous les articles. Les petits restaurants indépendants sont particulièrement touchés par les coûts de mise en conformité. Les restaurants spécialisés ou les distilleries sont également victimes de la confiscation de leur alcool artisanal s'il ne figure pas sur une liste approuvée. Les restaurants devraient être libres de s'approvisionner directement auprès de vendeurs locaux ou étrangers au prix de gros convenu (comme tout autre bien). Ils devraient être libres de vendre leurs produits au prix qu'ils jugent compétitif et ne pas être soumis à des réglementations contraignantes qui les empêchent de gérer leur entreprise.
- Il préconise l'élimination de la branche distribution, la mise en vente de tous les actifs qu'elle possède et la fixation d'un calendrier pour la vente ou la résiliation du bail de tous les magasins BC Liquor, en accordant aux employés existants un droit de préemption. Pour se conformer aux lois fédérales qui obligent les provinces à réglementer les boissons alcoolisées, le BC Liquor Control Board continuera à réglementer la vente de boissons alcoolisées uniquement aux personnes âgées de plus de 19 ans et à collecter des données auprès des nouveaux distributeurs. La TVP serait la seule taxe applicable à l'alcool.

### **Salaires et avantages du gouvernement ; subventions aux partis par vote**

Le parti déclare que :

- Les politiciens britanno-colombiens vivent et mangent bien grâce à l'argent des contribuables. Le salaire annuel de base d'un membre de l'Assemblée législative est de 111 024 \$. Pour chaque dollar que les politiciens versent à leur propre régime de retraite, les contribuables doivent déboursier 4 dollars, même en période de pandémie, lorsque plus de 14 000 entreprises de Vancouver ont fermé leurs portes en six mois. La plupart des Canadiens ont de la chance si leur employeur abonde leur REER à hauteur d'un dollar pour un dollar. Rien ne justifie que les contribuables soient contraints de verser 4 dollars pour chaque dollar versé par un député.
- Le problème des droits politiques ne se limite pas aux salaires faramineux et non mérités et aux régimes de retraite de classe mondiale. La subvention par vote introduite en 2017 signifie qu'en Colombie-Britannique, les principaux partis politiques établis prendront 16,4 millions de dollars aux contribuables sur quatre ans (ils en ont déjà la plus grande partie !) et l'utiliseront pour payer leurs panneaux de pelouse, leur personnel rémunéré, leurs publicités d'attaque et leur courrier indésirable. Peu importe que vous souteniez les politiques d'un parti en particulier, si vous payez des impôts, vous payez pour les opérations internes du NPD, du Parti libéral et du Parti vert. Vous n'avez pas votre mot à dire.
- deux mois seulement après que les partis ont reçu une nouvelle tranche de l'argent des contribuables, le gouvernement précédent a déclenché des élections anticipées.
- le concept de subventions par électeur est répugnant. Les vieux partis bien établis bénéficient d'un passe-droit alors que les petits partis non élus doivent se battre pour gagner chaque dollar. Nos propres candidats ont techniquement payé des impôts pour aider directement nos adversaires lors de cette élection. Ce processus est-il vraiment démocratique?

### **Gaspillage gouvernemental**

Le parti affirme que :

- il existe une culture du gaspillage au sein du gouvernement de la Colombie-Britannique qui dure depuis des décennies, à travers les gouvernements successifs. Le rapport Plecas révèle que l'identité des personnes et leurs opinions politiques importaient peu. Les conservateurs fiscaux et les progressistes dépensiers agissaient de la même manière ; personne ne voulait risquer de perturber la charrue une fois qu'on lui avait confié les rênes. La façon dont l'organisation est structurée garantit pratiquement que le statu quo du gaspillage prévaudra. Les centaines d'administrations publiques sont structurées comme des hiérarchies où une ou quelques personnes donnent leur accord final sur les décisions de dépenses importantes, les autorisations de dépenses, les plans de retraite, les règles en matière de vacances, etc.
- Les bureaux gouvernementaux de toutes sortes se voient généralement attribuer des budgets provenant des recettes fiscales générales ou de taxes et redevances spécifiques qui les financent. La direction de ces bureaux peut soit utiliser ce qui lui est accordé, soit perdre les fonds qui reviennent aux recettes générales. Le principe "utiliser ou perdre" est une incitation mal conçue qui sous-tend une grande partie de ce qui rend les institutions gouvernementales inefficaces, résistantes aux changements visant à améliorer la productivité, enclines à utiliser l'argent des contribuables à des fins autres que celles prévues et virtuellement incapables de réduire leur propre taille
- demander des comptes sur l'utilisation de l'argent des contribuables semble raisonnable. Mais cela n'apportera pas de véritable responsabilité. Elle ne fera qu'inciter les gestionnaires à manipuler le processus d'affectation des crédits en leur faveur.
- la seule véritable façon de s'assurer que l'argent des contribuables n'est pas gaspillé, c'est de ne pas le taxer. Avec des budgets plus restreints à leur disposition, la culture du gaspillage peut être vidée de sa substance vitale.

Le parti préconise :

- le passage à des formules de financement basées sur les résultats, qui allouent plus d'argent aux programmes qui produisent les résultats escomptés, et moins aux programmes qui ne peuvent pas être performants de manière constante. Si les gestionnaires de ces programmes souhaitent obtenir davantage de fonds pour récompenser leurs employés, ils devront prouver qu'ils le méritent. Lorsqu'il n'est pas possible de s'attendre raisonnablement à des résultats positifs, le financement du programme peut être entièrement supprimé. Le parti estime que ces mesures permettront d'économiser au moins 800 millions de dollars par an.
- l'introduction d'une "législation sur les dénonciations" pour empêcher les tactiques malhonnêtes consistant à licencier les employés qui ont levé le voile sur des méfaits et à les

forcer à signer des accords de non-divulgaration sur les motifs de leur licenciement. Tous les fonctionnaires devraient être encouragés à lever le drapeau dès qu'ils le voient, d'abord pour les dissuader et ensuite pour les protéger contre les représailles.

### **Assistance sociale**

Le parti déclare que :

- Le gouvernement doit soutenir les Britanno-Colombiens en situation de détresse réelle qui ne peuvent pas subvenir à leurs besoins. Il doit jouer un rôle limité, mais important, dans la protection des personnes vulnérables.
- Dans le pire des cas, l'aide sociale peut devenir un piège pour de nombreuses personnes. Si l'intention de soulager les difficultés est noble, des centaines de milliers de Britanno-Colombiens sont aujourd'hui dépendants de l'aide sociale. Cela les empêche de mener une vie indépendante et productive.
- Les personnes bénéficiant de l'aide sociale ne peuvent pas travailler, ou ne peuvent travailler que dans des proportions très limitées en fonction de leur situation, sans que leurs prestations ne soient entièrement récupérées. Cela crée une situation perverse pour la personne qui tente de se remettre sur pied, car une grande partie de ses premiers revenus provient directement des prestations qu'elle recevait, argent dont elle a sans aucun doute besoin pour joindre les deux bouts. Dans ce calcul, il n'y a littéralement aucune incitation financière pour une personne à travailler ces quelques premières heures marginales pendant qu'elle bénéficie de l'aide sociale.

Le parti préconise :

- l'introduction d'une limite à vie de cinq ans pour l'aide à la formation et à l'emploi, et d'une limite à vie de trois ans pour l'aide au revenu, avec l'application d'une "aide sociale sans espèces" lorsque ces limites sont atteintes
- l'extension de l'aide sociale sans espèces à tout parent qui a des enfants supplémentaires alors qu'il perçoit une allocation. Cela signifie que les prestations d'une personne seront placées sur une carte de débit qui ne pourra être utilisée qu'à des fins spécifiques, par exemple pour le loyer, l'énergie et l'épicerie.
- adapter les catégories d'impôt sur le revenu afin que les bénéficiaires de l'aide sociale puissent commencer à travailler sans que les prestations ne soient immédiatement récupérées à 100 %.

### **Tribunaux et sécurité publique**

#### ***Lois sur la mort injustifiée***

Le parti déclare que :

- La Colombie-Britannique est la dernière province du Canada, y compris le Yukon, à ne pas avoir modernisé ses lois sur les décès injustifiés. Il n'y a qu'en Colombie-Britannique qu'il est encore perversement "libre" de tuer toute personne qui ne répond pas aux critères discriminatoires de soutien de famille et de personnes à charge. Un "soutien de famille" est généralement défini comme un parent qui gagne un revenu et une "personne à charge" est généralement définie comme un enfant non adulte qui aurait autrement compté sur le futur revenu perdu de son parent décédé pour survivre.
- En vertu de l'actuelle loi sur l'indemnisation des familles de la Colombie-Britannique, si une personne n'a ni revenu ni personne à charge, elle n'a en fait aucune "valeur" au regard de la loi. Par conséquent, certaines catégories de citoyens, comme les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées, sont particulièrement vulnérables et ne bénéficient d'aucune valeur légale leur accordant une protection en vertu de la loi.
- Lorsque les citoyens de la province n'ont pas un niveau de base de "valeur" égale en vertu de la loi, il n'y a par conséquent aucune "valeur" de jugement potentielle disponible pour leur vie qui couvrirait autrement les frais de justice, ce qui prive les familles de la possibilité d'obtenir la vérité, la justice et de tenir les malfaiteurs pour responsables de leurs actes. Dans ces cas, non seulement les membres de la famille survivante sont accablés par la perte de leur proche, mais ils sont encore plus victimisés lorsqu'ils découvrent que les lois vétustes de la province en matière de décès injustifié leur refusent l'accès à la justice. Les membres de la famille en deuil éprouvent souvent un sentiment d'injustice après avoir été privés de la possibilité de redresser un tort
- souvent, les membres survivants de la famille subissent un impact économique indirect important, comme les frais d'obsèques, les conseils et la thérapie, le divorce, la perte de travail, la reconversion professionnelle, la perte d'entreprise et le coût d'opportunité pour les travailleurs indépendants, ainsi que la douleur et la souffrance générales associées au chagrin de la perte d'un être cher.
- la législation actuelle de la BC Family Compensation Act date de 174 ans, ayant été adoptée à partir de la Lord Campbell's Act (1846) du Royaume-Uni, sans modifications significatives depuis sa mise en œuvre.

Le parti préconise :

- une législation qui favorise les victimes et non les malfaiteurs, comme le propose la BC Wrongful Death Law Reform Society en ce qui concerne la proposition de "Wrongful Death Accountability Act" (loi sur la responsabilité en cas de décès injustifié).
- modifier la loi sur la mort injustifiée pour qu'elle contienne les principes clés suivants :
  - (1) toutes les dépenses raisonnables nécessairement encourues par un survivant pour des services médicaux, des services infirmiers, des services hospitaliers, des services d'enterrement et de commémoration, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement engagés pour le défunt à la suite du préjudice ;
  - (2) la valeur actuelle des revenus futurs, des avantages ou d'autres formes de soutien pécuniaire dus ou attendus par un survivant de la part d'un défunt, y compris, mais sans s'y limiter, la perte de soutien financier raisonnablement attendue par le survivant : la perte du soutien financier qui aurait dû être fourni si le défunt avait vécu ; la perte des services ménagers qui auraient dû être fournis si le défunt avait vécu ; la perte de la pension alimentaire pour enfants, de la pension alimentaire pour conjoint, de la pension alimentaire ou

de toute autre obligation financière due par le défunt au survivant, qu'elle soit concrétisée par une décision de justice ou autre ;

(3) toutes les autres pertes pécuniaires raisonnables subies par le survivant en raison du décès injustifié ;

(4) les pertes non pécuniaires raisonnables résultant de la perte par le survivant de l'amour, des conseils, des soins, de la compagnie et de l'affection du défunt, proportionnellement à la relation qui existait entre le survivant et le défunt avant le décès de ce dernier. Une relation étroite est présumée pour le conjoint, les parents, les enfants et les frères et sœurs.

(5) des dommages-intérêts punitifs peuvent être accordés dans des cas appropriés de faute grave, mais si des dommages-intérêts sont accordés, ils le sont au profit de la succession du défunt. Si une cause d'action survit, les dommages qui ont entraîné une perte financière réelle pour le défunt ou sa succession sont recouvrables, de même que toutes les pertes non pécuniaires raisonnables découlant de la douleur, de la souffrance et de l'incapacité conscientes du défunt au cours de la période comprise entre le préjudice et le décès du défunt, y compris les dommages pour perte de l'espérance de vie, douleur et souffrance, défiguration physique ou perte d'agrément.

(6) Il ne devrait pas y avoir de plafond législatif pour l'indemnisation et celle-ci devrait être laissée à l'appréciation des tribunaux sur la base de la jurisprudence. Nous pensons que les plafonds d'indemnisation deviennent une aubaine, plutôt qu'une reconnaissance discrétionnaire de la valeur distincte de la vie individuelle injustement enlevée. En outre, lorsque des plafonds sont mis en œuvre, la législation doit continuellement être revue pour tenir compte de l'inflation, ce qui ajoute un fardeau législatif inutile. Cette question peut être traitée à la discrétion des tribunaux, tout comme l'inflation a augmenté la limite supérieure approximative des dommages-intérêts non pécuniaires fixée par la Cour suprême du Canada il y a plusieurs décennies.



### **Le rôle et l'objectif du gouvernement**

Le parti n'a pas publié de déclaration officielle concernant ses politiques sur le rôle et l'objectif du gouvernement.

### **Intendance et réforme**

Le parti déclare que :

- les gouvernements précédents ont gaspillé des millions dans les tribunaux pour lutter contre les enseignants et nuire à l'éducation de nos enfants, ont provoqué de longs délais d'attente pour les soins de santé urgents et ont laissé des personnes âgées dans des centres de soins passer une semaine sans prendre de bain.

Le parti préconise:

- un financement adéquat des salles de classe et de l'équipement scolaire, afin que les parents n'aient pas à collecter des fonds pour acheter les éléments essentiels de la salle de classe.
- remplacer les salles de classe portables par de vraies salles de classe et rendre nos écoles sûres en cas de tremblement de terre.
- élargir les programmes provinciaux d'apprentissage et de formation aux métiers.
- améliorer l'accès aux médecins, aux infirmières et aux professionnels de la santé dans toutes les communautés.
- soulager la pression sur les salles d'urgence et réduire les temps d'attente.
- fournir un accès plus rapide aux services de santé mentale, au moment et à l'endroit où les gens en ont besoin.
- augmenter le temps que les aides à domicile peuvent passer avec les personnes âgées, afin que celles-ci puissent rester chez elles plus longtemps.
- résorber l'arriéré judiciaire et investir dans des programmes visant à mettre fin à la violence des gangs.
- l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan global de réduction de la pauvreté
- la restauration des parcs, l'embauche d'un plus grand nombre de gardes forestiers et d'agents de protection de la nature, et la construction de nouveaux terrains de camping.

### **Services financiers et d'accessibilité financière**

Dans son budget provincial 2024, le parti déclare que le gouvernement actuel investit dans des moyens de rendre la vie meilleure en aidant les gens à faire face aux coûts, en livrant plus de maisons plus rapidement, en renforçant les services et en construisant une économie plus forte et plus propre, y compris :

- 13 milliards de dollars de plus en financement de fonctionnement dans l'ensemble du plan financier pour soutenir une population croissante et investir dans de nouvelles mesures prioritaires.
- des mesures visant à intégrer la prudence dans son plan budgétaire, notamment en prévoyant des provisions importantes pour les coûts émergents et inconnus
- pour alléger les pressions liées aux coûts quotidiens, notamment 248 millions de dollars pour un nouveau bonus d'un an de la BC Family Benefit à compter de juillet 2024, afin d'aider 340 000 familles à revenu faible ou moyen à faire face aux pressions liées au coût de la vie, ce qui, en moyenne, permettra aux ménages admissibles d'obtenir 445 dollars de plus au cours de la période de bonus de douze mois.
- un crédit d'un an pour l'accessibilité de l'électricité en Colombie-Britannique, à partir d'avril 2024. Les ménages de la Colombie-Britannique réaliseront en moyenne des économies d'environ 100 \$ sur leurs factures d'électricité résidentielles sur une période de douze mois, tandis que les clients commerciaux et industriels bénéficieront d'économies d'environ 4,6 % en moyenne sur la base de leurs factures d'électricité de 2023/24. Les économies totales estimées pour les consommateurs d'électricité en Colombie-Britannique sont de 370

millions de dollars

- pour aider les petites entreprises et les entreprises en croissance à réduire leurs obligations au titre de l'impôt sur la santé des employeurs, en augmentant le seuil d'exemption de 500 000 dollars à 1 million de dollars, de sorte qu'environ 90 % des entreprises seront exemptées de l'impôt sur la santé des employeurs, ce qui devrait permettre aux entreprises d'économiser plus de 100 millions de dollars chaque année.
- pour soutenir les investissements continus dans le plan Homes For People, un nouveau financement de fonctionnement et d'investissement de 198 millions de dollars sur trois ans pour le programme BC Builds, ainsi que de nouvelles mesures fiscales conçues pour soutenir l'accessibilité et stimuler l'offre de logements en donnant la priorité aux maisons en tant qu'espaces de vie. Ces mesures comprennent une nouvelle taxe ciblant les activités de revente de maisons, qui entrera en vigueur le 1er janvier 2025 et qui découragera la spéculation à court terme qui contribue à gonfler les coûts du logement. Il existe également des exonérations nouvelles et élargies de l'impôt sur le transfert de propriété pour les primo-accédants à la propriété et les maisons nouvellement construites, qui devraient permettre aux Britanno-Colombiens d'économiser plus de 100 millions de dollars par an.
- elle s'engage à protéger des services importants, notamment en renforçant les soins de santé et les soins de santé mentale, en investissant dans les soutiens sociaux et le système éducatif, et en veillant à la sécurité des personnes et des communautés. Le budget provincial 2024 prévoit 8,0 milliards de dollars supplémentaires sur trois ans pour garantir la disponibilité des services pour la population croissante de la Colombie-Britannique. Cela comprend de nouvelles mesures ciblées qui élargissent les soutiens aux soins contre le cancer, aux soins à domicile pour les personnes âgées, à l'accès aux services de droit de la famille et aux étudiants de la maternelle à la 12e année souffrant de dyslexie ou d'autres différences d'apprentissage.
- le budget provincial de 2024 finance également des mesures permanentes qui étaient auparavant financées par des fonds d'urgence en cas de pandémie et des fonds fédéraux, comme les coûts de vaccination. Le gouvernement introduit également un programme de fécondation in vitro (FIV) à partir de 2025. Ce nouveau programme financé par l'État offrira un accès plus équitable aux personnes souhaitant bénéficier d'une FIV et réduira les obstacles auxquels se heurtent celles qui, autrement, ne seraient pas en mesure d'accéder aux services de fertilité.
- plus d'un milliard de dollars de nouvelles dépenses au cours de la période couverte par le plan financier pour protéger les Britanno-Colombiens des effets du changement climatique et construire une économie plus forte et plus propre qui fonctionne pour tout le monde, y compris une réponse aux incendies de forêt tout au long de l'année, et de nouveaux investissements pour soutenir CleanBC et faire progresser l'économie propre, y compris davantage de subventions aux collectivités pour le transport actif et des remises supplémentaires sur les pompes à chaleur pour les familles à revenu faible et moyen, ainsi que des investissements supplémentaires pour maintenir et améliorer l'accès aux collectivités grâce à des investissements dans les routes, les transports en commun et l'infrastructure des collectivités. Ces mesures favorisent la circulation des biens et des personnes, ce qui contribue à faire avancer l'économie.

### **Services essentiels**

Dans son budget provincial 2024, le parti propose près de 8 milliards de dollars de financement supplémentaire pour renforcer les soins de santé, l'éducation de la maternelle à la 12e année, la justice, la sécurité publique et les soutiens sociaux :

- déclare que le gouvernement actuel investit dans des moyens de rendre la vie meilleure en aidant les gens à faire face aux coûts, en livrant plus de maisons plus rapidement, en renforçant les services et en construisant une économie plus forte et plus propre, y compris:
  - \* pour les services de santé et de santé mentale, 6,01 milliards de dollars sur trois ans
  - \* pour la croissance des inscriptions dans l'enseignement primaire et secondaire, 968 millions de dollars sur trois ans
  - \* pour les services de justice et de sécurité publique, 398 millions de dollars sur trois ans
  - \* pour les personnes qui ont besoin de soins et de soutien, 585 millions de dollars sur trois ans.

### **Recrutement dans la fonction publique de la C.-B.**

Le parti déclare que :-

En avril 2023, un peu plus de 520 000 personnes travailleront dans le secteur public provincial, y compris la fonction publique centrale, les sociétés d'État, la santé, les services sociaux communautaires, l'éducation publique de la maternelle à la 12e année, les établissements d'enseignement postsecondaire et les universités de recherche.

- Parmi ces personnes, environ 404 000 sont des employés syndiqués rémunérés dans le cadre de conventions collectives ou des professionnels rémunérés dans le cadre d'accords de rémunération négociés.

- Le mandat de redressement partagé de 2022 s'applique à tous les employeurs du secteur public ayant des employés syndiqués dont les conventions collectives ont expiré le 31 décembre 2021 ou après cette date. Le mandat soutient les priorités du gouvernement visant à protéger les services dont dépend la population de la Colombie-Britannique et à améliorer les soins de santé en offrant une rémunération juste et raisonnable, y compris une protection importante contre l'inflation, aux employés syndiqués de la province.

- Le mandat aide le gouvernement à se préparer aux besoins et aux défis futurs, tout en veillant à ce qu'il y ait des ressources pour continuer à investir dans la construction d'une province économiquement plus forte

- l'exercice 2024/25 marque la troisième et dernière année du mandat qui a fourni aux travailleurs du secteur public de la province une moyenne de 13,75 pour cent d'augmentations salariales générales combinées et d'ajustements au coût de la vie (COLA) au cours de la période de trois ans. La première année du mandat prévoyait un pourcentage d'augmentation plus élevé pour les travailleurs les moins bien rémunérés et les plus durement touchés par les problèmes d'accessibilité financière. Les augmentations de l'indemnité de vie chère ont fourni une protection allant jusqu'à 1,25 % la deuxième année et 1 % la troisième année pour tenir compte de l'impact de l'inflation. Ces montants sont affectés au crédit pour imprévus jusqu'à ce que les coûts deviennent plus certains.

- Au cours de son mandat, l'utilisation du personnel en équivalent temps plein (ETP) dans les principaux ministères devrait passer de 36 800 en 2023/24 à 37 300 en 2024/25, soit une augmentation de 500 ETP. Cette projection devrait rester stable pendant les trois années du plan budgétaire.

- La croissance prévue des ETP est due aux ressources nouvellement approuvées dans le cadre du budget provincial de 2024, y compris les ressources pour soutenir la gestion des incendies, la sécurité publique et la protection de l'environnement et CleanBC. Il y a également de nouveaux ETP pour soutenir BC Builds, l'outil numérique de permis de construire, de nouveaux agents de conservation, un bureau indépendant de contrôle des jeux, et une augmentation du personnel de première ligne et de surveillance pour la protection de l'enfance, et pour répondre à la demande croissante de services gouvernementaux.

Dans son budget provincial 2024, le parti préconise :

- réaffecter 7,4 milliards de dollars des contingences au financement de base permanent afin de refléter les coûts de rémunération connus pour la prestation des services publics.
- le gouvernement et les employeurs du secteur public provincial dépensent environ 43,8 milliards de dollars par an en rémunération totale.

#### **Provinces, territoires, municipalités**

Le parti déclare que :

- Pour soutenir la croissance et le développement économiques, son budget provincial 2024 prévoit 250 millions de dollars sur cinq ans pour les 21 gouvernements locaux qui forment la Northwest BC Resource Benefits Alliance. Ces communautés sont principalement rurales, éloignées et peu peuplées, mais on compte sur elles pour soutenir l'afflux de nouvelles industries et de nouveaux travailleurs. Le financement servira à soutenir la planification et la construction d'infrastructures municipales, telles que les routes, l'eau, les égouts et d'autres installations communautaires nécessaires pour soutenir le nouveau développement industriel et créer des communautés où il fait bon vivre pour leur main-d'œuvre.

#### **Tribunaux et sécurité publique**

Le parti déclare que :

- son budget provincial 2024 investit dans la sécurité des personnes et la solidité des communautés en fournissant 398 millions de dollars sur trois ans pour soutenir divers programmes de justice et de sécurité publique.

- Les nouveaux investissements soutiennent mieux les familles qui ont accès au système de justice en élargissant le modèle de résolution précoce et les services d'aide juridique. Le modèle de résolution précoce permet d'orienter les affaires de droit de la famille vers la médiation afin d'améliorer les délais de résolution et de réduire le nombre d'affaires de droit de la famille qui sont portées devant les tribunaux.

- Le financement des services d'aide juridique permettra d'établir une nouvelle clinique de droit de la famille dédiée aux clients victimes de violences familiales et d'élargir l'accès aux services d'aide juridique afin d'aider davantage d'individus et de familles à mener une vie plus sûre.

- des fonds supplémentaires sont prévus pour soutenir d'importants programmes de sécurité publique, tels que :

\* le centre correctionnel de Nanaimo, un nouvel établissement moderne dont l'ouverture est prévue en 2024, qui remplacera le centre correctionnel actuel, devenu obsolète, et augmentera sa capacité d'accueil avec une unité de 12 chambres pour les femmes, comprendra des programmes adaptés à la culture, accueillera les prévenus plus près de leur tribunal d'origine situé au milieu et au nord de l'île de Vancouver, et améliorera la communauté thérapeutique de Guthrie, dont il a été prouvé qu'elle réduisait la récidive ;

\* les services des coroners de la Colombie-Britannique, afin d'améliorer la rapidité des rapports des coroners, des enquêtes et des investigations et de faire face à l'augmentation des coûts de fonctionnement ;

\* la Direction générale des services de police, y compris le financement des augmentations salariales négociées pour le personnel civil de la GRC et le financement des services de répartition fournis par E-Comm aux autorités policières provinciales du sud de l'île de Vancouver ; et

\* Les programmes de Road Safety BC, y compris un financement permanent pour l'administration quotidienne de 140 caméras aux feux rouges dans toute la Colombie-Britannique, dont 35 caméras qui assurent le contrôle de la vitesse aux intersections à fort taux d'accidents, afin de faire progresser l'objectif de la province de zéro décès sur les routes

- un financement supplémentaire est fourni pour les augmentations liées à la rémunération des juges de la Cour provinciale et des juges judiciaires, conformément aux recommandations de la Commission indépendante sur la rémunération des juges, ainsi que des maîtres et des greffiers de la Cour suprême, et des avocats de la Couronne.

- le budget provincial 2024 soutient également des communautés plus sûres en appuyant diverses initiatives et programmes de justice et de sécurité publique, notamment la loi sur la protection des images intimes, les initiatives de lutte contre le racisme, la création du bureau indépendant de contrôle des jeux, le tuteur et curateur public, les services correctionnels de la Colombie-Britannique, les services et opérations des tribunaux, et les services juridiques.



#### **Le rôle et l'objectif du gouvernement**

Le parti n'a pas publié de déclaration officielle concernant ses politiques sur le rôle et l'objectif du gouvernement.

#### **Intendance et réforme**

### **Impôts**

Le parti déclare que :

- le gouvernement a tort de dépenser au-delà de ses moyens et de laisser nos enfants payer la facture
- il prône des impôts bas, un gouvernement plus petit et des dépenses responsables
- les "Community Benefits Agreements" du gouvernement actuel accordent des contrats aux syndicats favorables au NPD tout en excluant 85 % de la main-d'œuvre - ce qui signifie que les Britanno-Colombiens paient plus pour moins. Il préconise la suppression des accords de prestations communautaires et le rétablissement des appels d'offres pour les projets publics.

### **Tribunaux et sécurité publique**

Pour mieux protéger le public et mettre fin à la porte tournante de la justice du gouvernement actuel, le parti préconise :

- mettre fin au programme "Catch and Release" (attraper et relâcher), qui abandonne les délinquants violents dans nos communautés où ils commettent d'autres crimes contre des citoyens innocents et travailleurs.
- mettre fin à l'expérience de la décriminalisation, qui a entraîné une explosion de la consommation de drogues dans les parcs, les terrains de jeux et sur les plages. Elle préconise de se concentrer sur la guérison des personnes et de prendre tous les crimes au sérieux. Lorsqu'il n'y a pas de conséquences pour les petits délits, les délinquants développent un sentiment d'impunité. Le parti préconise de veiller à ce que tous les crimes aient des conséquences afin d'empêcher les délinquants mineurs de passer à des crimes graves
- en embauchant plus de policiers. Les braves hommes et femmes en uniforme de la Colombie-Britannique assurent la sécurité des quartiers. Le parti préconise l'embauche de centaines de policiers pour rétablir la loi et l'ordre dans les rues.
- l'interdiction de la consommation de drogues en plein air. Les parcs et les terrains de jeux sont faits pour les enfants et les familles, pas pour la drogue et le crime. Le parti préconise une interdiction immédiate de la consommation de drogues sur les terrains de jeux, les parcs, les plages et les espaces publics.

## **Points à méditer : Le bon gouvernement**

Pensez à discuter des points suivants avec vos candidats locaux, vos représentants élus et les partis, ainsi qu'avec votre famille, vos amis, vos voisins, vos collègues de travail et vos paroissiens :

### **Le rôle et l'objectif du gouvernement**

Les catholiques ont des idées bien précises sur le but de la vie et, à partir de ce but, sur les rôles appropriés de la société civile, du gouvernement et des autres institutions sociales.

1. Ces idées sont-elles partagées par la plupart des Canadiens ? Si ce n'est pas le cas, dans quelle mesure pouvons-nous ou devrions-nous partager nos idées avec d'autres Canadiens ?
2. Existe-t-il des valeurs communes à la plupart des Canadiens ? Si oui, quelles sont-elles et comment influencent-elles le rôle du gouvernement et des autres institutions sociales ? Par exemple, qu'est-ce que nous devons les uns aux autres, et qu'est-ce que la réponse signifie pour le gouvernement, les organisations caritatives, les écoles, etc.
3. Est-il important pour une société de partager des valeurs communes ? Comment promouvoir des valeurs communes au sein d'une société ?

Le gouvernement du Canada a récemment publié un cadre pour la qualité de vie (<https://www160.statcan.gc.ca/infosheet-infofiche-eng.htm>) et a demandé à ses ministres que "dans l'ensemble de notre travail, nous restons déterminés à faire en sorte que les politiques publiques soient informées et élaborées dans une optique intersectionnelle, notamment en appliquant des cadres tels que l'analyse comparative entre les sexes Plus (ACS Plus) et les indicateurs de la qualité de vie dans la prise de décision".

1. Dans quelle mesure le cadre de la qualité de vie est-il cohérent avec les principes et les valeurs de l'enseignement social catholique ?
2. Dans quelle mesure le cadre de la qualité de vie s'applique-t-il, ou devrait-il s'appliquer, à la gouvernance provinciale comme à la gouvernance fédérale ?

### **Vérité, respect et bonne gouvernance**

Chacune des lettres de mandat utilisées par le gouvernement fédéral pour donner des instructions à ses ministres au moment où le gouvernement actuel a pris ses fonctions explique que : "Les Canadiens attendent de nous que nous travaillions dur, que nous parlions franchement et que nous nous engageions à promouvoir leurs intérêts et leurs aspirations. Lorsque nous commettons des erreurs - comme nous le ferons tous - les Canadiens attendent de nous que nous les reconnaissons et, surtout, que nous en tirions les leçons.

1. Cette norme a-t-elle été appliquée au gouvernement provincial de la Colombie-Britannique ?
2. Dans la mesure où ce n'est pas le cas, que peuvent ou doivent faire les Britanno-Colombiens pour encourager leur gouvernement à l'appliquer ?

Il est regrettable et presque universel que nos partis politiques, lorsqu'ils élaborent leurs programmes et leurs déclarations politiques, se concentrent au moins autant sur ce qui ne va pas chez les autres partis que sur ce qui va bien chez eux.

Comment pouvons-nous, en tant que citoyens et électeurs, encourager les parties à chercher un terrain d'entente, à parler positivement les unes des autres et à exprimer leurs suggestions d'amélioration dans un esprit de respect et de collaboration ?

## Réforme démocratique

Le Canada et de nombreuses provinces ont longtemps débattu des avantages et des inconvénients du scrutin uninominal à un tour par rapport au scrutin proportionnel.

Faut-il modifier le système actuel ? Dans l'affirmative, comment ?

Il arrive très souvent que les membres des partis et les candidats - y compris, en particulier, les membres de la base et les membres du personnel - soient de très bonnes personnes, qui sacrifient beaucoup pour contribuer à l'avènement d'un monde meilleur. Et il semble trop rare que nous les remercions ou que nous ayons autre chose que des critiques à formuler.

Que pouvons-nous faire, en tant qu'individus, pour remercier et soutenir ces personnes désintéressées ?

## Contrats ; Partenariats public-privé

Les contrats et la coopération entre le gouvernement et les entreprises ou d'autres entités privées peuvent contribuer à la réalisation de grands projets communs. D'un autre côté, s'ils ne sont pas surveillés, ils peuvent devenir des instruments d'abus.

1. Dans quelle mesure les partenariats public-privé devraient-ils être autorisés, pour la recherche, le développement d'infrastructures ou d'autres objectifs ?
2. Quel(s) type(s) d'entité(s) faut-il prendre en considération lorsque l'on envisage de tels partenariats ? Sociétés locales ou étrangères ? Organisations à but non lucratif ou caritatives ?
3. Comment ces partenariats devraient-ils être contrôlés ou réglementés, afin de garantir le maintien de relations sans lien de dépendance et le respect des principes de subsidiarité ?

## Responsabilité fiscale

Le tableau ci-dessous est extrait du budget provincial 2024-2025 et montre les recettes, les dépenses et la dette provinciales prévues pour les prochaines années.

1. Que révèlent ces chiffres aux Britanno-Colombiens ?
2. Les électeurs ou les contribuables doivent-ils s'inquiéter ?
3. Les générations futures d'électeurs, de contribuables ou de citoyens doivent-elles s'inquiéter ?

**SUMMARY | BUDGET AND FISCAL PLAN - 2024/25 to 2026/27**

(\$ millions)	Updated Forecast 2023/24	Budget Estimate 2024/25	Plan 2025/26	Plan 2026/27
Revenue .....	77,320	81,523	82,838	86,408
Expense .....	(83,234)	(89,434)	(90,611)	(92,696)
<b>Deficit .....</b>	<b>(5,914)</b>	<b>(7,911)</b>	<b>(7,773)</b>	<b>(6,288)</b>
<b>Capital spending:</b>				
Taxpayer-supported capital spending .....	10,107	14,104	15,082	14,083
Self-supported capital spending .....	4,752	4,652	3,955	4,623
<b>Total capital spending .....</b>	<b>14,859</b>	<b>18,756</b>	<b>19,037</b>	<b>18,706</b>
<b>Provincial Debt:</b>				
Taxpayer-supported debt .....	71,863	88,639	109,182	126,499
Self-supported debt .....	31,920	34,628	36,078	38,474
<b>Total debt .....</b>	<b>103,783</b>	<b>123,267</b>	<b>145,260</b>	<b>164,973</b>
<b>Taxpayer-supported debt-to-GDP ratio .....</b>	<b>17,6%</b>	<b>21,0%</b>	<b>24,8%</b>	<b>27,5%</b>
<b>Taxpayer-supported debt-to-revenue ratio .....</b>	<b>95,1%</b>	<b>111,8%</b>	<b>136,2%</b>	<b>151,2%</b>
<b>Economic Forecast:</b>				
	2023	2024	2025	2026
Real GDP growth .....	1,0%	0,8%	2,3%	2,4%
Nominal GDP growth .....	3,2%	3,3%	4,4%	4,5%